

Ville d'Esch-sur-Alzette



Conseil Communal



**Séance du
25 janvier 2019**

CONSEIL COMMUNAL

Madame, Monsieur,

Par la présente, nous vous prions de bien vouloir assister à la prochaine séance du conseil communal, qui aura lieu le

vendredi 25 janvier 2019 de 09H00 à 13H00

dans la grande salle de séance de l'Hôtel de Ville avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

Réunion à huis clos: 09H00 - 09H20

1. Questions de personnel (présentations de candidats, nominations aux emplois, promotions, démissions); décision

Réunion publique: 09H20 - 13H00

2. Information du public des décisions de personnel prises à huis clos

3. Correspondance

4.1. Modification ponctuelle du plan d'aménagement général « Rout Lëns » de la Ville d'Esch-sur-Alzette; décision

4.2. Plan d'aménagement particulier « Nouveau Quartier » du site « Parc Lankelz »; décision

5. Règlement portant création de la Commission de Surveillance du Conservatoire de la Ville d'Esch-sur-Alzette; décision

6. Questions de personnel

6.A.1. Service de la Circulation - Création d'un poste de catégorie B1, sous-groupe technique; décision

6.A.2.1. Service des Espaces Verts - Création d'un poste d'agent polyvalent A3 (REVIS); décision

6.A.2.2. Service des Espaces Verts - Création de dix postes d'agents polyvalents A3 (REVIS); décision

6.A.3. Service des Sports, Equipe Outdoor - Création cinq postes d'agents de nettoyage A2 (REVIS); décision

6.A.4. Service des Sports, Equipe Indoor (buvette COHS) - Création de divers postes; décision

6.A.5. Maisons Relais - Administration - Création d'un agent administratif C4 (CCT SAS); décision

6.B. Prolongation de stage; décision

- 6.C. Prime d'astreinte fixe pour le prépose du service technique bâtiment; décision
- 7.1. Acte d'acquisition d'un immeuble en copropriété sis 85, rue de l'Alzette; décision
- 7.2. Acte d'acquisition administratif d'une parcelle sise "rue de Belval"; décision
- 8.1. Convention avec Co-Labor relative au projet « Holzmanufaktur » pour l'exercice 2019 ; décision
- 8.2. Convention avec Co-Labor relative au projet « Valo-Bois » pour l'exercice 2019 ; décision
- 8.3. Convention de mise à disposition temporaire de personnel socio-éducatif engagé sous contrat à durée indéterminée de la Ville à l'Etat ; décision
- 8.4. Convention de mise à disposition temporaire de chargés de cours engagés sous contrat à durée indéterminée de la Ville à l'Etat; décision
- 8.5. Avenant à la convention avec l'association Transition Minett pour l'exercice 2019; décision
- 9. Plan de gestion pour l'exercice 2019 de la forêt appartenant à la forêt communale d'Esch-sur-Alzette ; décision
- 10. Règlements temporaires de circulation ; confirmation ; décision
- 11.1 Relevé et Rôle Supplétif de l'impôt foncier pour les exercices 2016, 2017 et 2018 (Titre 6); décision
- 11.2. Relevé et Rôle supplétif de l'impôt foncier pour les exercices 2016, 2017 et 2018 (Titre 7); décision
- 12. Subsidés extraordinaires ; décision
- 13. Contrats de bail et avenants; décision
- 14. Commissions consultatives : modifications ; décision

Le premier point sera traité en séance secrète.

Les dossiers peuvent être consultés par les conseillers communaux au service secrétariat de la Ville à partir du lundi 21 janvier 2019.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre parfaite considération.

Le secrétaire général

Bourgmestre

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point



VILLE D'ESCH-SUR-ALZETTE

**MODIFICATION PONCTUELLE DU PLAN D'AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL 'ROUT LENS' DE LA VILLE
D'ESCH-SUR-ALZETTE**

SECTION: C D'ESCH SUD

LIEU-DIT: ARBED – TERRES-ROUGES



Administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette

BP 145

L-4002 Esch-sur-Alzette

architecture et aménagement s.a.

9b, Plateau Altmünster

L-1123 Luxembourg

Tél.: +352 26 20 60 – 1

Fax: +352 26 20 60 40

e-mail: info@a-a.lu



Accord du conseil communal	Date / Signature
Avis Commission d'aménagement	Date / Signature
Avis du Ministre de l'Environnement	Date / Signature
Vote du conseil communal	Date / Signature
Approbation du Ministre de l'Environnement	Date / Signature
Approbation du Ministre de l'Intérieur	Date / Signature
Date de la publication	Date / Signature
Date d'entrée en vigueur	Date / Signature

Version du 28.09.2018

Sommaire

Introduction	4
Partie 1 – Rapport de présentation	5
1.1 Orientations fondamentales du projet	5
1.1.1 Contexte et objectif de la modification ponctuelle	5
1.1.2 Stratégie de développement de la commune et situation actuelle du PAG	10
1.1.3 Schéma Directeur	11
Annexe: Fiche de présentation	12
Partie 2 – Projet de Modification du Plan d'Aménagement Général	13
2.1 Champ d'application	13
2.2 Modification envisagée	15
2.2.1 Changement des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées	15
2.2.2 Les zones superposées	15
2.3 Partie écrite	17
Annexes	21
A 1 Partie graphique – Compilation du contenu de la partie graphique de la Modification partielle du PAG	22
A 2 Terminologie du degré d'utilisation du sol	23
A 3 Schéma directeur « Rout Lëns »	25

Introduction

Les terrains de la Modification ponctuelle « Rout Lens » sont situés au sud-ouest de la Ville d'Esch-sur-Alzette, dans le quartier Grenz, à la limite avec la frontière française.

Ces terrains constituent une ancienne friche industrielle de grande envergure et sont situés à environ un kilomètre du centre et de la gare. Le site est actuellement laissé en friche où sont présents des anciens bâtiments industriels.

Le présent document est élaboré en application de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et de ses règlements d'exécution. En application de l'article 108bis de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain: « Les plans ou projets d'aménagement général fondés sur la loi du 12 juin 1937 peuvent être modifiés et complétés ponctuellement conformément à la procédure d'approbation prévue par les articles 10 à 18 de la présente loi, sans que l'élaboration d'une étude préparatoire ne soit nécessaire ».

La présente Modification ponctuelle du PAG en vigueur de la Ville d'Esch-sur-Alzette est élaborée selon les règlements grand-ducaux suivants:

- Règlement Grand-Ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune;
- Règlement Grand-Ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu de la fiche de présentation du plan d'aménagement général d'une commune.

Partie 1 – Rapport de présentation

1.1 Orientations fondamentales du projet

1.1.1 Contexte et objectif de la modification ponctuelle

La présente Modification ponctuelle du PAG en vigueur de la Ville d'Esch-sur-Alzette est réalisée afin de compléter son offre en matière de logements mais également en matière d'équipements et de services publics, de commerces et de bureaux.

Dans l'objectif de reconverter une ancienne friche industrielle, située dans le périmètre d'agglomération, mais aussi afin de répondre à l'augmentation croissante de la population et des besoins scolaires et périscolaires y résultants, la commune souhaite engager la reconversion urbanistique du site Lentille Terre Rouge et aménager un nouveau quartier à vocation mixte, attractif et innovant. Ce nouveau quartier a pour objectif d'associer logements, équipements publics, commerces et bureaux intégrés dans un paysage urbain largement dédié aux rencontres et à la convivialité, à la récréation et aux déplacements piétons.

La création d'un nouveau quartier à vocation mixte sur une ancienne friche industrielle constitue une aubaine pour la Ville d'Esch-sur-Alzette. Outre la création de nouveaux logements et d'équipements publics, la réalisation de ce nouveau quartier permettra à la Ville de revvaloriser un site industriel laissé en friche depuis plusieurs décennies, régénérer de l'espace urbain de qualité et offrir un nouveau paysage aux quartiers alentours.

Situation géographique

Les terrains concernés par le projet se situent au sud-ouest de la Ville d'Esch-sur-Alzette, à la frontière française, dans le quartier Grenz. La modification ponctuelle se situe exactement sur le site « Lentille Terre Rouge ».

Le site est bordé par la rue d'Audun au Nord, route nationale N.4 permettant de rejoindre directement Audun-le-Tiche côté français, la place de la Frontière au nord-est et la rue Barbourg au Sud.

Le site de la modification ponctuelle « Rout Lëns » se situe entre 750 mètres et 1,5 km de la gare CFL d'Esch-sur-Alzette. La Gare d'Esch-sur-Alzette est desservie par la ligne 60 « Luxembourg – Esch/Alzette – Rodange – Athus ».

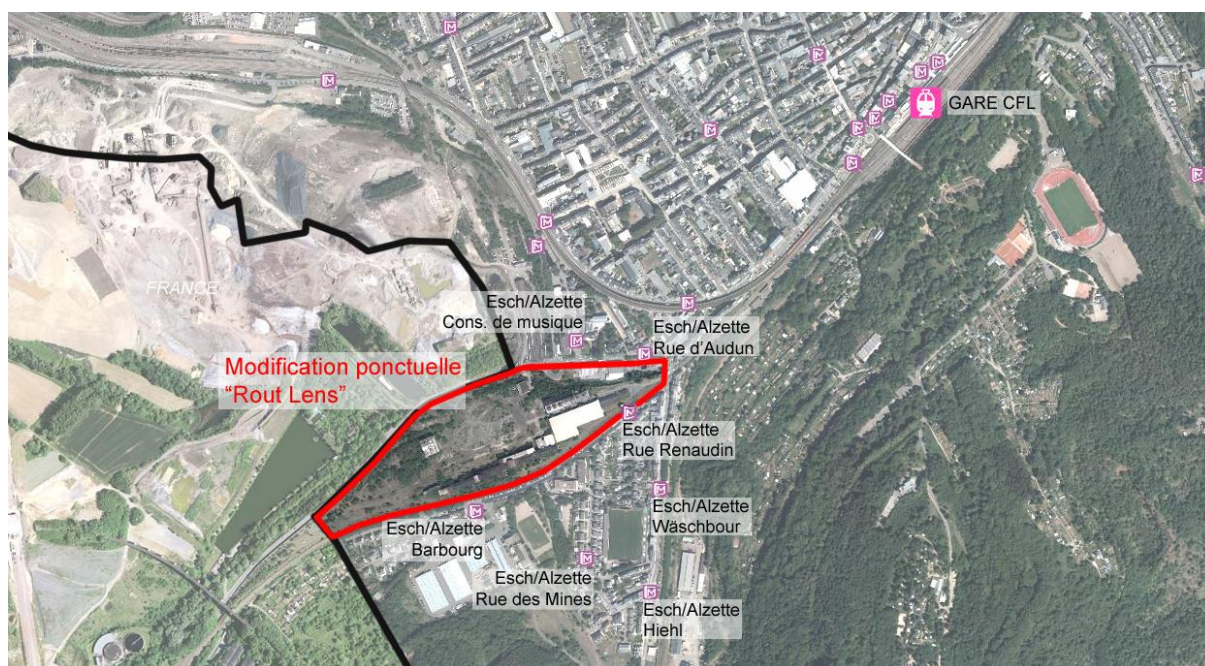


Fig. 1: Situation géographique du site de la modification ponctuelle « Rout Lëns » et indication de la gare CFL d'Esch-sur-Alzette et des arrêts de bus du quartier (Sources: Geoportail, a+a)

Le site de la Modification ponctuelle « Rout Lens » bénéficie aujourd'hui déjà de plusieurs arrêts de bus situés à proximité, aussi bien rue d'Audun que rue Barbourg. Ces arrêts de bus sont desservis par des lignes de bus du réseau TICE et du réseau RGTR.

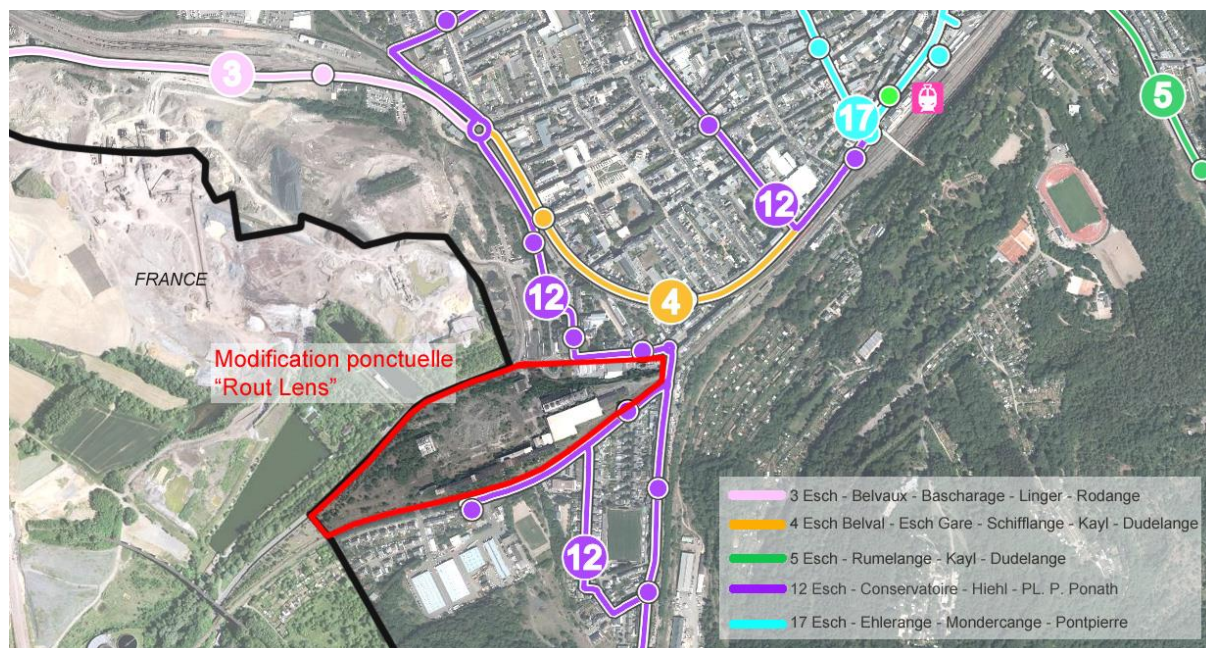


Fig. 2: Lignes de bus du réseau TICE aux alentours du site « Rout Lens » (Sources: Geoportail, a+a)

Les lignes de bus du réseau TICE permettent de se déplacer sur l'ensemble du territoire communal d'Esch-sur-Alzette ainsi que vers les communes de la Région Sud.

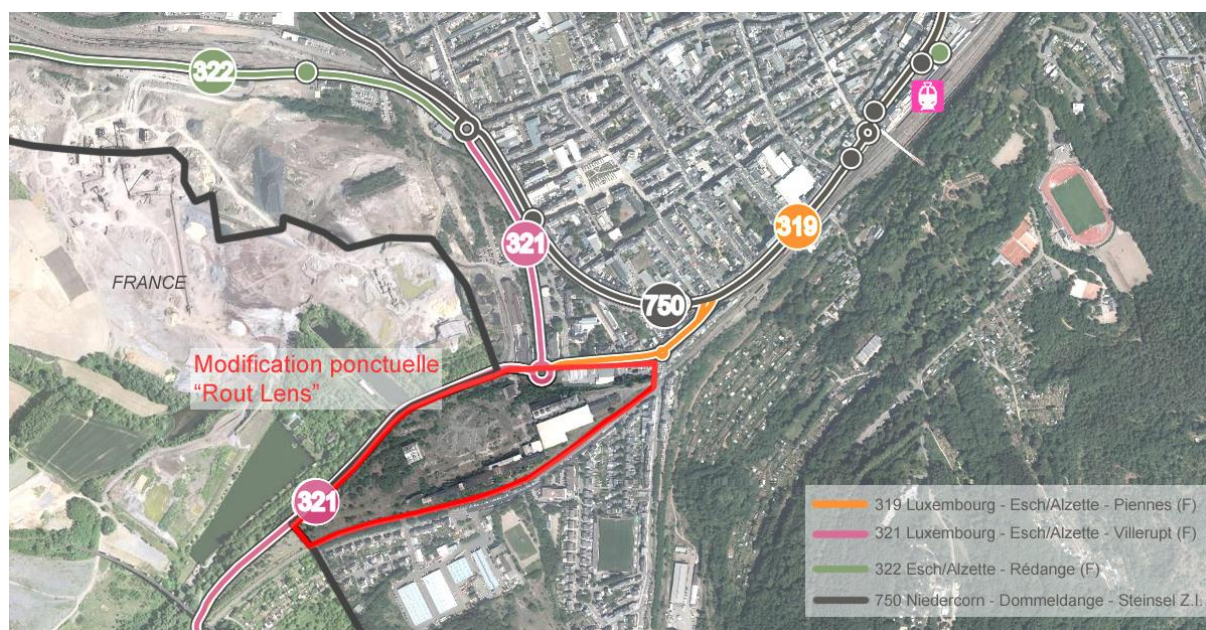


Fig. 3: Lignes de bus du réseau RGTR aux alentours du site « Rout Lens » (Sources: Geoportail, a+a)

Les lignes de bus du réseau RGTR circulant à proximité du site de la modification ponctuelle « Rout Lens » permettent de se déplacer de la Ville de Luxembourg vers la Ville d'Esch-sur-Alzette ainsi que vers des communes frontalières françaises ou vers des pôles d'emplois stratégiques.

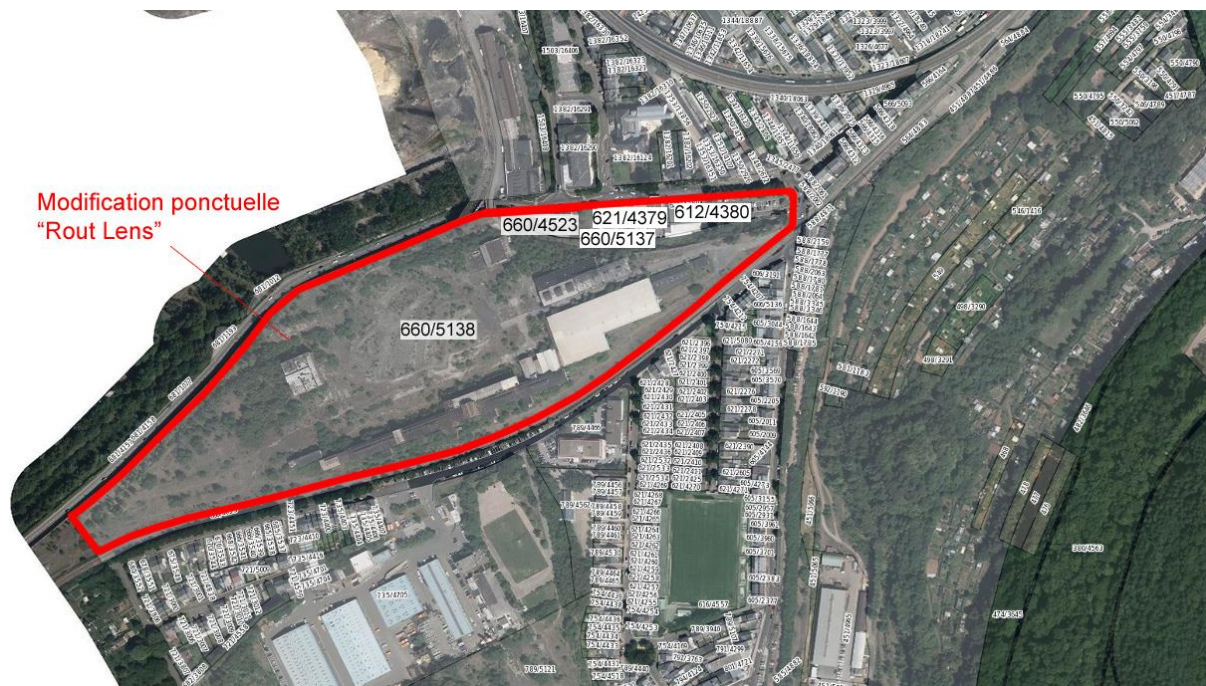
Photo aérienne avec délimitation de la modification ponctuelle

Fig. 4 : Fonds concernés par la modification ponctuelle « Rout Lëns » (sources: Geoportail, a+a)

Les terrains concernés par la Modification ponctuelle « Rout Lëns » constituent une friche industrielle. Sur le site, sont encore présents des anciens bâtiments industriels innoccupés et quelques éléments végétaux de type buissons, arbustes et arbres isolés ou groupés. Le reste des terrains est laissé en friche.

L'entièreté des parcelles 621/4379, 621/4380, 660/4523, 660/5137 et 660/5138 de la section C d'Esch-Sud est concernée par la modification ponctuelle.

Une partie du domaine public situé au niveau de la place de la Frontière, actuellement à vocation de parking public et située à l'intersection de la rue d'Audun et de la rue Jean-Pierre Bausch, fait partie de la modification ponctuelle. Cette partie doit être réaménagée dans le cadre du projet. Les nouvelles affectations seront précisées dans le(s) Plan(s) d'aménagement particulier résultant(s).

Présentation du projet :

Le projet de Modification ponctuelle « Rout Lens » du PAG en vigueur de la Ville d'Esch-sur-Alzette a pour objectif l'urbanisation du site par la création d'un nouveau quartier à fonctions mixtes, associant logements, équipements et services publics, commerces et bureaux. L'aménagement d'espaces verts de qualité et de rencontre ainsi que des chemins piétons y sont également prévus.

La fonction principale de ce futur quartier est l'habitation. Il a été choisi de réaliser ce nouveau quartier selon une densité répondant à la demande forte de besoin en logements, avec un maximum de 205 log./ha.

Afin d'offrir un nouveau quartier de qualité dans un environnement convivial et accueillant, le projet prévoit la réalisation de deux places publiques et l'intégration des maisons plurifamiliales dans des espaces largement verdurisés, jallonnés de chemins piétons.

Une place de taille relativement importante doit être réalisée au centre du site, afin d'y accueillir, commerces, cafés et restaurants, d'y aménager un lieu de vie agréable et de rencontre et de créer un nouveau centre de quartier. La création d'une seconde place, de taille réduite située au niveau du carrefour des rues d'Audun et Jean-Pierre Bausch, respectivement place de la Frontière, doit permettre l'identification de l'entrée du quartier.

Le projet prévoit également la réalisation d'un nouvel établissement scolaire de 400 à 450 places, avec maison relais et crèche, à destination des enfants du nouveau quartier projeté mais également des enfants des quartiers existants voisins, respectivement quartier Grenz, dans le but de désengorger les équipements scolaires existants.

Le projet d'urbanisation du site prévoit aussi la conservation de certains anciens bâtiments industriels existants afin de les intégrer au nouveau quartier et de les réaffecter partiellement vers une vocation publique, par exemple culturelle.

1.1.2 Stratégie de développement de la commune et situation actuelle du PAG

Afin de se conformer et d'adapter ses documents urbanistiques à la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, la Ville d'Esch-sur-Alzette a entamé les travaux de la refonte complète de son PAG.

En raison des besoins de la commune en matière de logements, d'équipements scolaires et périscolaires, la commune souhaite l'élaboration d'une modification ponctuelle du PAG en vigueur, permettant une procédure plus rapide pour un secteur laissé en friche depuis plusieurs années.

L'urbanisation de ce secteur s'appuie sur des réflexions de la commune engagées depuis plusieurs années suite à l'arrêt de la production et de l'activité du site, en collaboration avec plusieurs bureaux d'études.

En raison de la situation et de l'activité passée du site, le développement de ce projet dépend des études environnementales en cours de réalisation et de la dépollution du site.

Le développement du site exige un reclassement en zone d'habitation d'une part et en zone mixte d'autre part dans le PAG en vigueur de la Ville d'Esch-sur-Alzette. Le PAG en vigueur a été élaboré sous le régime de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes.

1.1.3 Schéma Directeur

Sans préjudice de l'absence d'obligation d'élaborer une étude préparatoire (voir chapitre « Introduction »), un schéma directeur a été réalisé sur les terrains concernés par la présente modification ponctuelle.



Fig. 5 : Schéma directeur « Rout Lëns » à Esch-sur-Alzette (source : Best, ingénieurs-conseils, mai 2018)

Le schéma directeur propose la réaffectation d'une ancienne friche industrielle par la conception d'un nouveau quartier urbain durable et innovateur, dans la continuité du centre-ville.

Le principe général repose sur une nouvelle manière d'envisager la ville dense, tout en y intégrant la nature, la biodiversité, le patrimoine bâti existant, la gestion de l'eau, l'énergie, etc...

Les détails en intégralité du schéma directeur (fiche technique et partie graphique) sont repris en annexes, page 25.

Annexe: Fiche de présentation

Refonte complète du PAG	<input type="checkbox"/>	Commune de	Esch-sur-Alzette	N° de référence (réservé au ministère)	
Mise à jour du PAG	<input type="checkbox"/>	Localité de	Esch-sur-Alzette	Avis de la commission d'aménagement	
Modification du PAG	<input checked="" type="checkbox"/>	Lieu-dit	Arbed - Terres-Rouges	Vote du conseil communal	
		Surface brute	11,0297 ha	Approbation ministérielle	

Organisation territoriale de la commune		La présente fiche concerne :	
Région	Sud	Commune de	Esch-sur-Alzette
CDA	<input checked="" type="checkbox"/>	Localité de	Esch-sur-Alzette
		Quartier de	Grenz
Membre du parc naturel		Surface du territoire	1.435 ha
		Nombre d'habitants	35.032 hab.
		Nombre d'emplois	13.310 empl.
Remarques éventuelles	Création d'un nouveau quartier à vocation mixte avec construction d'un nouvel établissement scolaire avec maison relais et crèche, commerces, bureaux, espaces culturels, etc ... avec espaces verts, chemins piétons et places publiques.		

Potentiels de développement urbain (estimation)							
Hypothèses de calcul							
Surface brute moyenne par logement		75	m²				
Nombre moyen de personnes par logement		2,2	hab.				
Surface brute moyenne par emploi en zone d'activités			m²				
Surface brute moyenne par emploi en zone mixte et zone d'habitation			m²				
		nombre d'habitants			nombre approximatif d'emplois		
	surface brute [ha]	situation existante [hab]	potentiel [hab]	croissance potentielle [%]	situation existante [empl]	potentiel [empl]	croissance potentielle [%]
dans les "quartiers existants" [QE] *	29,5523		0	0%		0	0%
* quartier Grenz urbanisé							
dans les "nouveaux quartiers" [NQ]							
zones d'habitation	6,7782		3057				
zones mixtes	4,2515		795			360	
zones d'activités						0	
zones de bâtiments et d'équipements publics							
autres							
TOTAL [NQ]	11,0297		3852	201,2%		360	
TOTAL [NQ] + [QE]	40,582	1279	3852	201,2%		360	
Population du quartier Grenz au 01.01.2018							

Phasage		surface brute [ha]		nombre d'habitants (selon DL max.)		nombre d'emplois (selon CUS max.)	
		Zone d'am. différé	zone d'urbanisation prioritaire	Zone d'am. différé	zone d'urbanisation prioritaire	Zone d'am. différé	zone d'urbanisation prioritaire
		0	0	0	0	0	0

Zones protégées	
Surfaces totales des secteurs protégés d'intérêt communal EC	0 ha
Surfaces totales des secteurs protégés d'intérêt communal EN	0 ha
Surfaces totales des secteurs protégés « vestiges archéologiques »	0 ha
Nombre d'immeubles à protéger	0 u.

Partie 2 – Projet de Modification du Plan d'Aménagement Général

2.1 Champ d'application

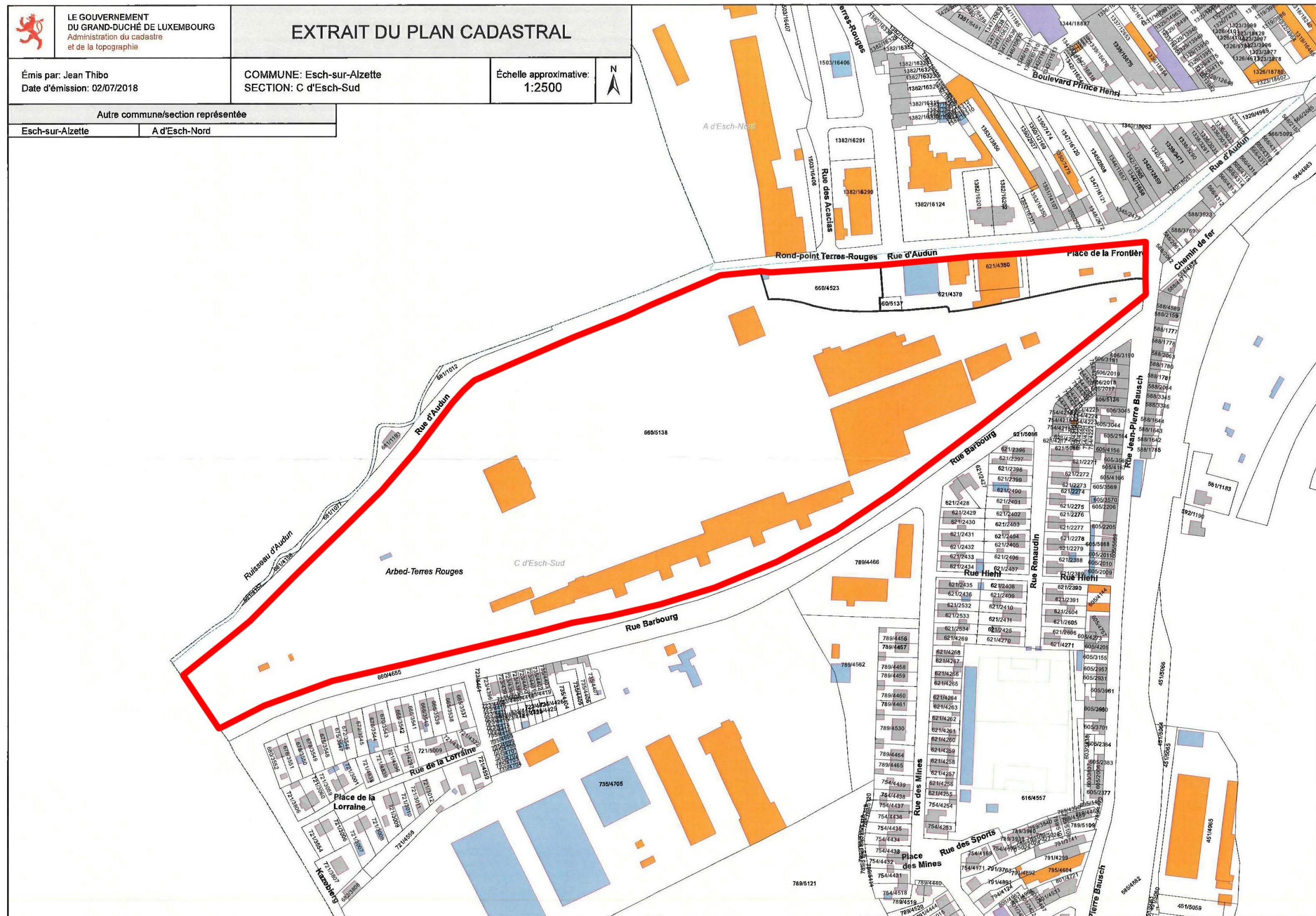
La présente Modification ponctuelle s'applique aux terrains tels qu'ils sont délimités sur la partie graphique du présent projet de Modification du PAG de la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Les terrains concernés au lieu-dit 'Arbed – Terres-Rouges' sont délimités par la rue d'Audun et la place de la Frontière au nord, la rue Jean-Pierre Bausch à l'est et la rue Barbourg au sud.

Sont concernées les parcelles suivantes de la section C d'Esch-Sud :

Numéro Parcelle	Propriétaire	Contenance
621/4379	Petro-Center S.A.	0 ha 30 a 48 ca
621/4380	Terre Rouge Carburants S.A.	0 ha 09 a 48 ca
660/4523	Domaine de l'Etat	0 ha 25 a 12 ca
660/5137	Petro-center S.A.	0 ha 01 a 67 ca
660/5138	ArcelorMittal Luxembourg S.A.	10 ha 50 a 84 ca

La partie nord-est des terrains concernés par la présente modification ponctuelle, respectivement Place de la Frontière, se situe sur le domaine public de la Ville d'Esch-sur-Alzette.



© Origine Cadastre: Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg (2018)

Fig. 6: Parcelles concernées par la Modification ponctuelle du PAG (Extrait du plan cadastral, Administration du cadastre et de la topographie, 02.07.2018)

2.2 Modification envisagée

2.2.1 Changement des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées

Secteur à études → Zone d'habitation 2 et zone mixte urbaine

La Modification ponctuelle du PAG porte sur le classement d'un terrain classé actuellement en 'Zone urbaine - Secteur à études' (Art. 1.11 et Art. 2.11 du PAG en vigueur de la Ville d'Esch-sur-Alzette) en 'Zone d'habitation 2' et 'Zone mixte urbaine' (Art. 8 et Art. 9 du Règlement Grand-Ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune).

2.2.2 Les zones superposées

Zone soumise à un plan d'aménagement « nouveau quartier ».

Les 'Zone d'habitation 2' et 'Zone mixte urbaine' sont superposées par une 'Zone soumise à un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier »' (Art. 37 du Règlement Grand-Ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune).

Seules les parcelles 621/4379, 660/5137 et 621/4380, où sont installées une station service et un petit supermarché, ne sont pas concernées par la superposition d'une zone soumise à un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier ».

Selon le schéma directeur « Rout Lens » précité (p. 11), qui détermine des utilisations du sol, des typologies du bâti et des densités différentes selon les secteurs projetés, la présente modification ponctuelle délimite deux secteurs de degré d'utilisation du sol.

Les degrés d'utilisation du sol de chaque secteur définis sont retranscrits dans la représentation schématique du degré d'utilisation du sol pour les zones soumises à un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » de la partie graphique de la modification ponctuelle « Rout Lens ».

Couloirs pour projet de mobilité douce

La 'Zone mixte urbaine' est superposée également par une 'Zone de servitude « couloirs et espaces réservés » - couloir pour projets de mobilité douce' (Art. 31 du Règlement Grand-Ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune).

Partie graphique

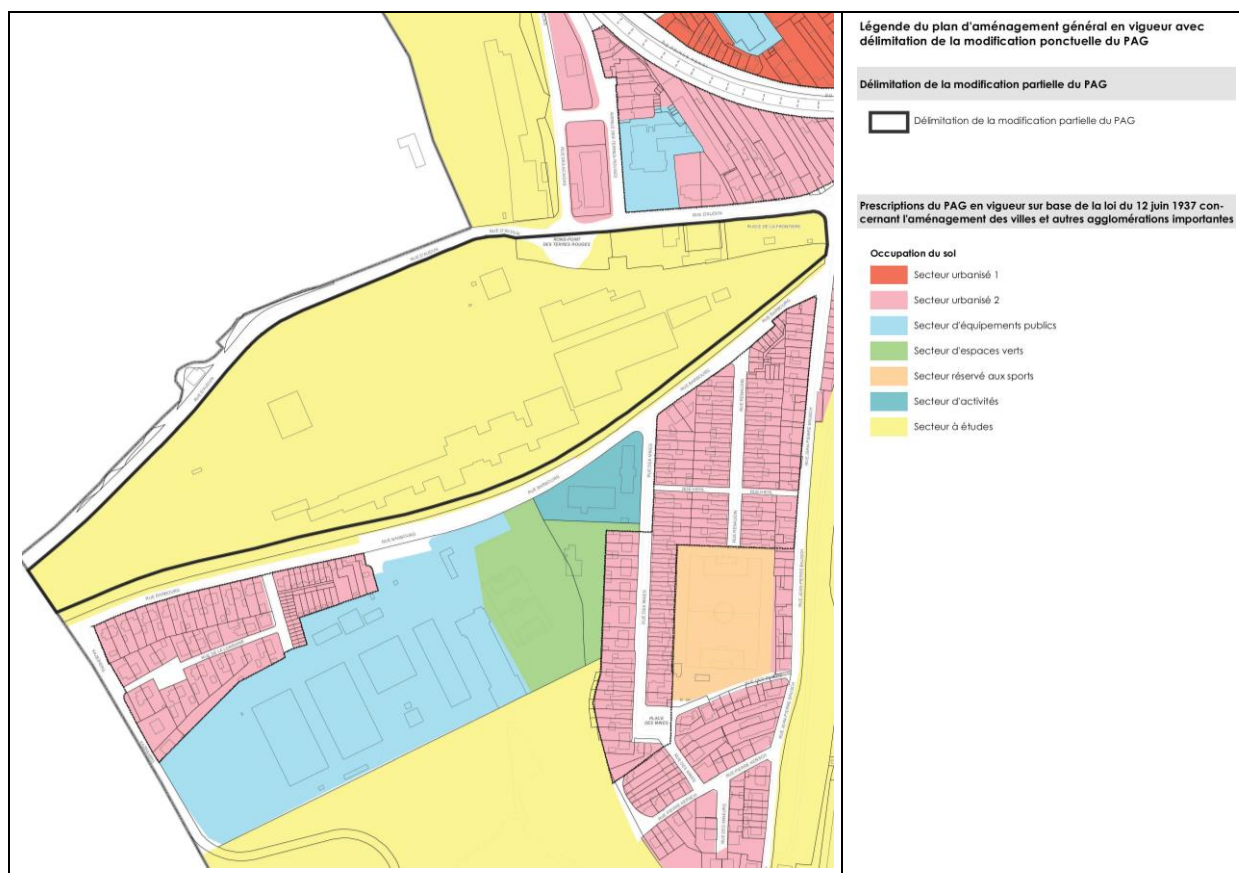


Fig. 7 : Extrait du PAG en vigueur (source: a+a)

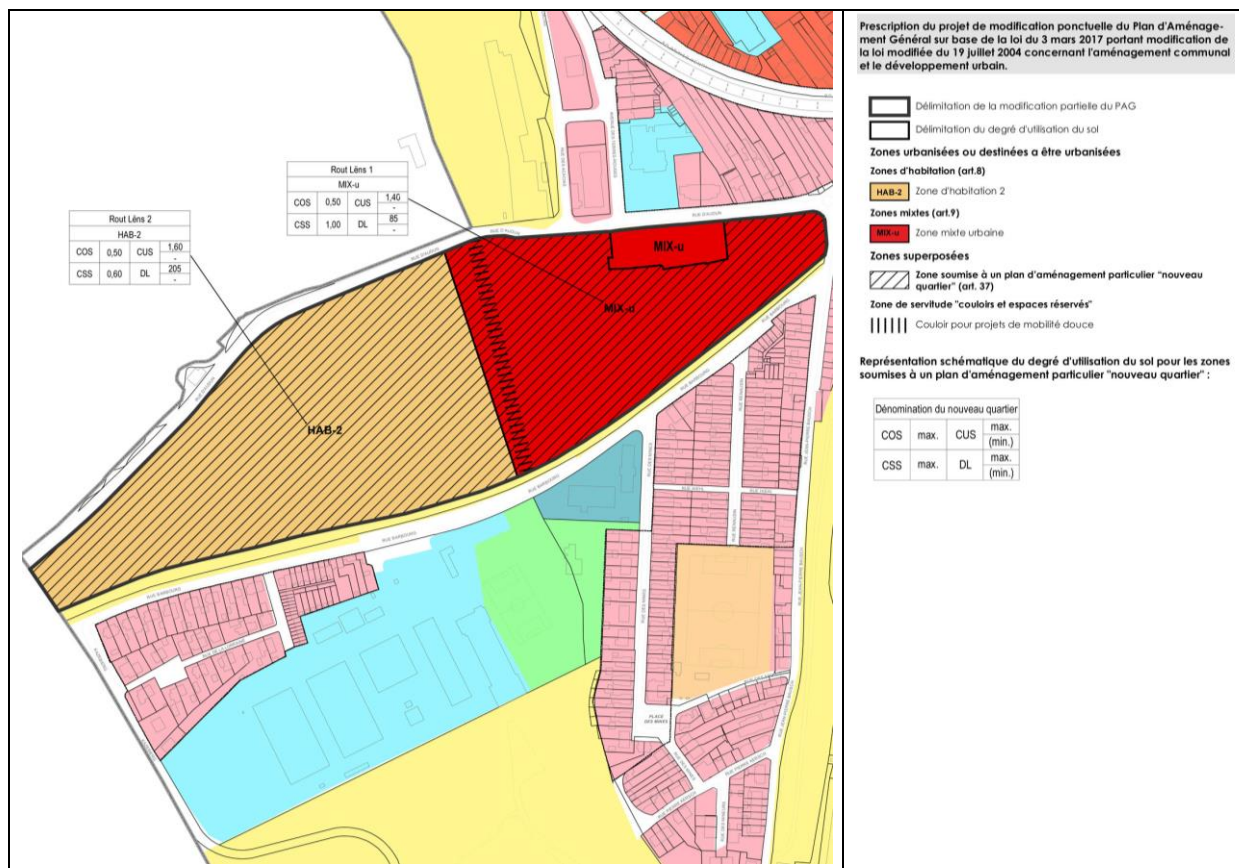


Fig. 8 : Extrait du PAG modifié (source: a+a)

2.3 Partie écrite

Dans la partie écrite du Plan d'Aménagement Général de la Ville d'Esch-sur-Alzette (avec dernière Modification ponctuelle concernant le site 'Wobrecken' approuvée par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région en date du 19/07/2018, réf. 59C/007/2018) les dispositions suivantes s'insèrent dans le texte de la partie écrite après l'article 3.6 :

3.7 59C/008/2018 – Modification ponctuelle concernant le site 'Rout Lens'

Pour garantir un développement urbain cohérent du site, sis au lieu-dit "Arbed – Terres-Rouges", les terrains actuellement classés en "zone urbaine - secteur à études" sont reclassés en "zone d'habitation 2" et "zone mixte urbaine", superposés par une "zone soumise à l'aménagement d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier »", conformément à la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et au "Règlement Grand-Ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune".

Dispositions générales

La Modification ponctuelle du PAG se compose d'une partie graphique et d'une partie écrite, les deux se complétant réciproquement. La zone de la modification ponctuelle du PAG se situe dans le quartier Grenz, sur le site Lentille Terre Rouge et couvre le lieu-dit 'Arbed – Terre-Rouge' sur les parcelles 621/4379, 621/4380, 660/4523, 660/5137 et 660/5138, de la section C d'Esch-Sud.

Zone communale introduite par la Modification ponctuelle du PAG de la ville d'Esch-sur-Alzette

1. Zones d'habitation

Selon article 8 du Règlement Grand-Ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général

Les zones d'habitation englobent les terrains réservés à titre principal aux habitations. Y sont également admis des activités de commerce, des activités artisanales et de loisirs, des services administratifs ou professionnels, des activités culturelles, des activités de culte, ainsi que des équipements de services publics.

De manière générale, y sont interdits les constructions et les établissements qui par leur nature et leur importance seraient incompatibles avec la sécurité, la salubrité, la commodité et la tranquillité d'un quartier d'habitation.

Les zones d'habitation sont subdivisées en fonction du type d'habitation en :

- 1. zones d'habitation 1 [HAB-1] ;*
- 2. zones d'habitation 2 [HAB-2].*

1.2 Zones d'habitation 2

HAB-2

La zone d'habitation 2 est principalement destinée aux logements de type collectif.

Pour tout plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » exécutant une zone d'habitation 2, au moins la moitié des logements est de type collectif. La surface construite à dédier à des fins de logement est de 80 pour cent au minimum. La commune peut déroger au principe des 80 pour cent si les caractéristiques ou les particularités du site l'exigent.

2. Zones mixtes

2.1 Zone mixte urbaine [MIX-u]

MIX-u

Selon article 9 du Règlement Grand-Ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général

La zone mixte urbaine couvre les localités ou parties de localités à caractère urbain. Elle est destinée à accueillir des habitations, des activités de commerce dont la surface de vente est limitée à 10.000 m² par immeuble bâti, des activités de loisirs, des services administratifs ou professionnels, des hôtels, des restaurants et des débits de boissons, des équipements de service public, des établissements de petite et moyenne envergure, ainsi que des activités de récréation.

Pour tout plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », la part minimale de la surface construite brute à réserver à l'habitation ne pourra être inférieure à 25 pour cent.

La commune peut déroger au principe des 25 pour cent si les caractéristiques ou les particularités du site l'exigent.

3. Le degré d'utilisation des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées

3.1 Prescriptions générales

Pour les zone d'habitation 2 et zone mixte urbaine de la présente partie écrite et soumises à un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », la détermination du degré d'utilisation du sol est exigée.

4. Zones superposées

4.2 Zones de servitude « couloirs et espaces réservés »

Selon article 31 du Règlement Grand-Ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général

Les servitudes « couloirs et espaces réservés » se rapportent à des fonds réservés soit aux projets d'infrastructures de circulation ou de canalisation, soit à l'écoulement et à la rétention des eaux pluviales.

Les couloirs et espaces réservés doivent être gardés libres de toute construction jusqu'à la réalisation des travaux visés à l'alinéa 1^{er}.

Dès que les travaux visés à l'alinéa premier ont été entamés de manière significative, les prescriptions fixées à l'alinéa 2 ne produisent plus d'effets.

4.2.1. Couloirs réservés pour projets de mobilité douce

La présente modification ponctuelle concernant le site « Rout Lens » prévoit la réalisation d'un cheminement piétonné traversant l'ensemble du site. Ce cheminement piétonné a pour objectif de traverser le site du nord au sud et de connecter les quartiers situés au nord de la voie ferrée et ceux au sud.

4.1 Zone soumise à un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier »

Selon article 37 du Règlement Grand-Ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général

Le développement urbain dans ces zones est orienté par le schéma directeur. Ces zones font l'objet d'un ou de plusieurs plans d'aménagement particulier « nouveau quartier ».

Le degré d'utilisation du sol des zones soumises à un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » est exprimé par le coefficient d'utilisation du sol (CUS), par le coefficient d'occupation du sol (COS), par le coefficient de scellement du sol (CSS) et par la densité de logement (DL), pour lesquels des valeurs maxima sont définis. Des valeurs minima sont également définies pour la densité de logement (DL).

Les définitions de la terminologie utilisée à l'alinéa 2 sont reprises à l'annexe 2: Terminologie du degré d'utilisation du sol, page 23.

Pour tout plan d'aménagement particulier « nouveau quartier », les coefficients précités constituent des valeurs moyennes qui sont à respecter pour l'ensemble des fonds

couverts par un même degré d'utilisation du sol. Ces coefficients peuvent par conséquent être dépassés pour certains lots ou parcelles.

Dans ces zones, des aménagements et des constructions d'utilité publique, nécessaires à la mise en œuvre du plan d'aménagement général, en application de l'article 23 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, à réaliser par la Ville d'Esch-sur-Alzette, l'Etat ou des gestionnaires de réseaux peuvent être autorisés, sous condition que leur implantation se limite au strict minimum et qu'un soin particulier soit apporté à leur intégration dans le site.

Ville d'Esch-sur-Alzette

Modification ponctuelle "Rout Lëns"

Annexes

A 1 Partie graphique – Compilation du contenu de la partie graphique de la Modification partielle du PAG

A 2 Terminologie du degré d'utilisation du sol

A. Coefficient d'utilisation du sol [CUS]

On entend par coefficient d'utilisation du sol le rapport entre la somme des surfaces construites brutes de tous les niveaux et la surface totale du terrain à bâtir brut, pour autant que la hauteur d'étage moyenne ne dépasse pas 5 mètres. Pour tous les niveaux dont la hauteur moyenne d'étage est comprise entre 5 mètres et 10 mètres, la surface construite brute est multipliée par 2. Pour tous les niveaux dont la hauteur d'étage moyenne dépasse 10 mètres, la surface construite brute est multipliée par 3.

B. Coefficient d'occupation du sol [COS]

On entend par coefficient d'occupation du sol le rapport entre la surface d'emprise au sol de la ou des constructions (au niveau du terrain naturel) et la surface du terrain à bâtir net.

C. Coefficient de scellement du sol [CSS]

On entend par coefficient de scellement du sol le rapport entre la surface de sol scellée et la surface du terrain à bâtir net.

D. Densité de logement [DL]

On entend par densité de logement le rapport entre le nombre d'unités de logement et le terrain à bâtir brut exprimé en hectares.

Les logements intégrés au sens de l'annexe II du RGD PAG 2017 concernant le contenu du PAP QE et du PAP NQ portant exécution du PAG d'une commune ne sont pas pris en compte.

E. Terrain à bâtir brut

On entend par terrain à bâtir brut tous les fonds situés en zone urbanisée ou destinée à être urbanisée, non encore ou partiellement viabilisés.

F. Terrain à bâtir net

On entend par terrain à bâtir net tous les fonds situés en zone urbanisée ou destinée à être urbanisée déduction faite de toutes les surfaces privées ou publiques nécessaires à sa viabilisation.

G. Surface construite brute

On entend par surface construite brute la surface hors oeuvre obtenue d'un bâtiment et des dépendances en additionnant la surface de tous les niveaux. Seules les surfaces non aménageables en sous-sol ou partiellement en sous-sol et sous combles ne sont pas prises en compte. Les surfaces non closes, notamment les loggias, les balcons et les car-ports, ne sont pas prises en compte pour le calcul de la surface construite brute.

H. Surface non aménageable

Pour établir si une surface est non aménageable, il convient d'appliquer les critères suivants :

a. hauteur des locaux :

Les surfaces, dont la hauteur sous plafond est inférieure à 1,80 mètre, sont considérées comme surfaces non aménageables.

b. affectation des locaux :

Les locaux techniques qui sont exclusivement affectés au fonctionnement technique de l'immeuble sont à considérer comme surfaces non aménageables. Sont également à considérer comme surfaces non aménageables, les espaces de circulation, dont les garages, les

cages d'escalier et les cages d'ascenseur, les dépôts ainsi que les caves individuelles des constructions collectives ne comportant pas d'ouverture sur l'extérieur. Par contre, est considéré comme aménageable tout local où peut s'exercer une activité quelconque, tel que les buanderies, ateliers, vestiaires, cantines, réserves commerciales, restaurants, salles de réunion, salles de cinéma et salles d'ordinateurs.

c. solidité et géométrie des locaux :

Sont à considérer comme non aménageables les locaux dont les planchers ne peuvent supporter des charges supérieures à 1,5 kN/m² ou en raison de l'encombrement de la charpente ou d'autres installations.

Ces critères ne sont pas cumulatifs.

I. Surface hors oeuvre

Est à considérer comme surface hors oeuvre, la surface de plancher mesurée au nu extérieur des murs de pourtour, l'isolation thermique et le parachèvement compris. Sont à exclure du calcul les constructions ne formant pas de plancher, dont les pylônes, canalisations, ouvrages de stockage tels que les citernes et les silos ainsi que les auvents. Sont également à exclure, les modénatures telles que les acrotères, bandeaux, corniches ou marquises ainsi que les rampes et les escaliers extérieurs. En cas d'assainissement énergétique, la couche isolante supplémentaire de même que le nouveau parachèvement extérieur ne seront pas pris en compte.

J. Surface d'emprise au sol

On entend par surface d'emprise au sol la surface hors oeuvre mesurée sur le plan du ou des parties de niveaux en contact direct avec le terrain naturel. Ne sont pas pris en compte pour le calcul de la surface d'emprise au sol les aménagements extérieurs en dur, notamment les rampes de garage, les chemins d'accès, les surfaces non closes au rez-de-chaussée, les terrasses non couvertes, les surfaces non closes aux étages, tels que les loggias, les balcons, les perrons et les seuils.

K. Surface scellée

Est considéré comme surface scellée toute surface dont l'aménagement ne permet pas l'infiltration des eaux pluviales ainsi que toute surface surplombée par une construction. Concernant les surfaces scellées par des constructions souterraines et couvertes de terre végétale, la surface de sol scellée à prendre en compte est réduite par tranche de 15 % pour 15 cm d'épaisseur de couverture végétale, jusqu'à concurrence de 75 %.

L. Surface de vente

Il s'agit de la surface de vente au sens de la loi du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Ville d'Esch-sur-Alzette

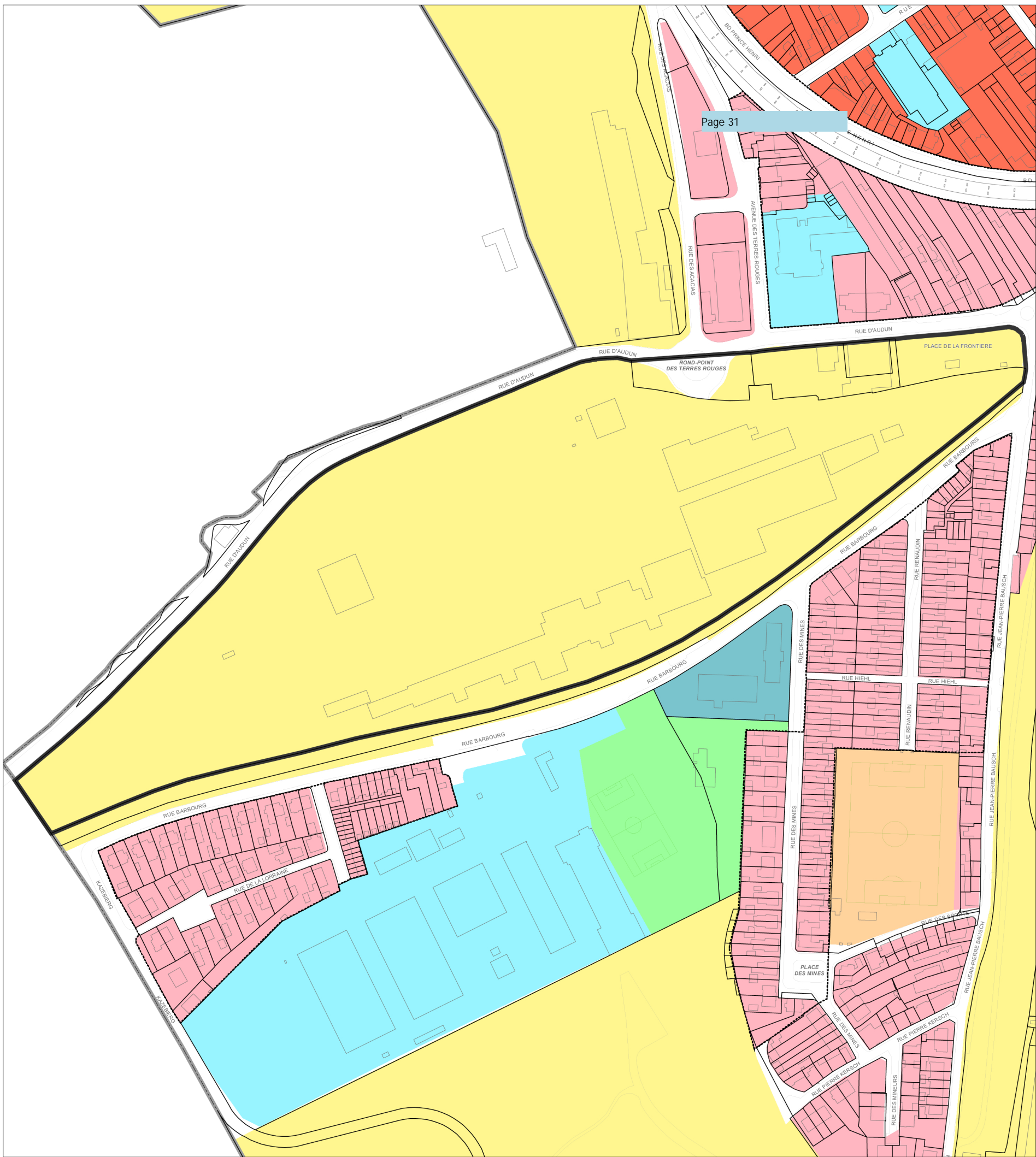
Modification ponctuelle "Rout Lens"

A 3 Schéma directeur « Rout Lens »

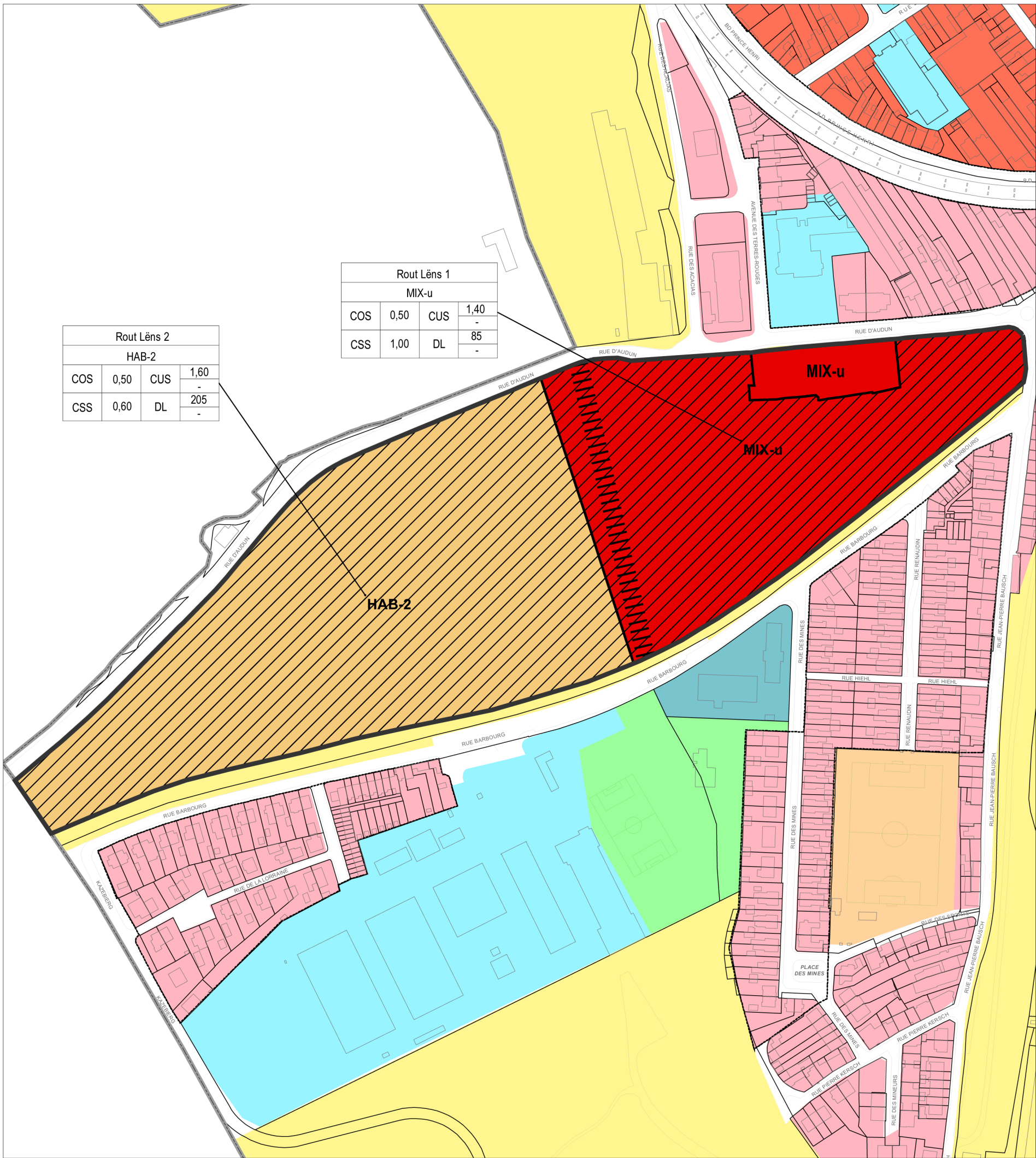
A : Image aérienne avec délimitation de la Modification ponctuelle



B : Situation avec PAG en vigueur



C : Situation après Modification ponctuelle du PAG



Légende

Légende du plan d'aménagement général en vigueur avec délimitation de la modification ponctuelle du PAG

Délimitation de la modification partielle du PAG

- Délimitation de la modification partielle du PAG

Prescriptions du PAG en vigueur sur base de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes

Occupation du sol

- Secteur urbanisé 1
 Secteur urbanisé 2
 Secteur d'équipements publics
 Secteur des espaces verts
 Secteur réservé aux sports
 Secteur d'activités
 Secteur à études

Prescription du projet de modification ponctuelle du Plan d'Aménagement Général sur base de la loi du 3 mars 2017 portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

- Délimitation du degré d'utilisation du sol
 Délimitation de la modification partielle du PAG

Zones urbanisées ou destinées à être urbanisées

Zones d'habitation (art.8)

- Zone d'habitation 2

Zones mixtes (art.9)

- Zone mixte urbaine

Zones superposées

- Zone soumise à un plan d'aménagement particulier "nouveau quartier" (art. 37)

Zones de servitude "couloirs et espaces

- Couloir pour projets de mobilité douce

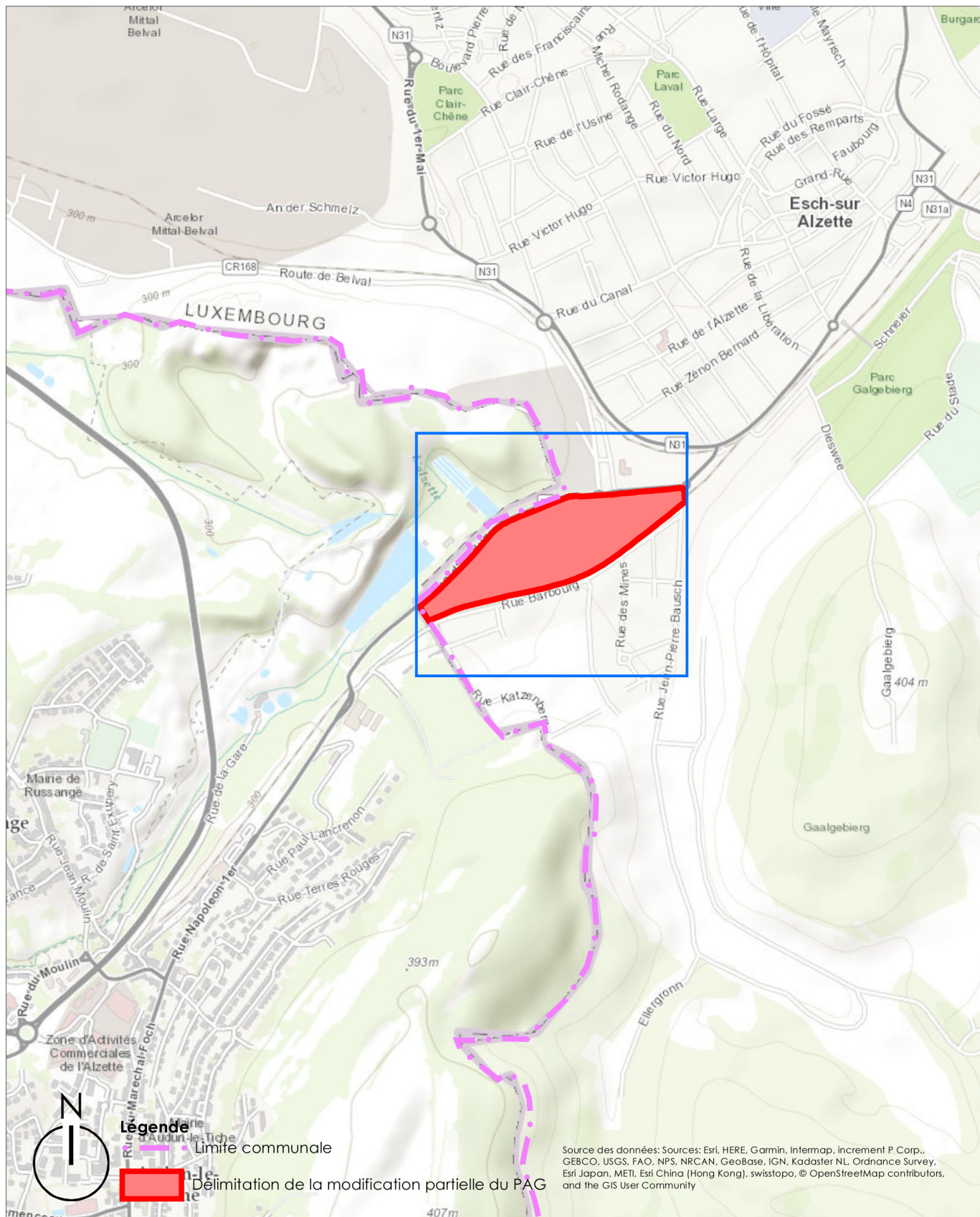
Représentation schématique du degré d'utilisation du sol pour les zones soumises à un plan d'aménagement particulier "nouveau quartier" :

Dénomination du nouveau quartier			
COS	max.	CUS	max. (min.)
CSS	max.	DL	max. (min.)

Fond de carte

Fond de plan: Fond de plan cartographique de la Ville d'Esch-sur-Alzette, mars 2018
© 2018 architecture + aménagement S.A.
Droits réservés à la Ville d'Esch-sur-Alzette, copie et reproduction interdites.

Vue d'ensemble



Procédure d'approbation:

Conseil communal (Accord):

Date / Signatures

Commission d'Aménagement (Avis):

Date / Signatures

Ministre du Développement durable et des Infrastructures - (Département de l'Environnement) (Avis):

Date / Signatures

Conseil communal (vote):

Date / Signatures

Ministre du Développement durable et des Infrastructures (Département de l'Environnement) (Décision):

Date / Signatures

Ministre de l'Intérieur (Décision):

Date / Signatures



Aménagement général de la Ville d'Esch-sur-Alzette

MODIFICATION PONCTUELLE DU PLAN D'AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL

Modification ponctuelle du Plan d'Aménagement Général "Rout Lëns" de la Ville d'Esch-sur-Alzette, Section C d'Esch Sud lieu-dit : ARBED - TERRES-ROUGES

Projet d'aménagement général

Compilation de la partie graphique de la Modification ponctuelle du PAG

A : Image aérienne avec délimitation de la Modification ponctuelle

B : Situation avec PAG en vigueur

C : Situation après Modification ponctuelle du PAG

Editeur: © Ville d'Esch-sur-Alzette Administration Communale d'Esch-sur-Alzette Adresse: P.P. 145 L-4002 Esch-sur-Alzette Téléphone: (+352) 27 54 1 Fax: (+352) 27 54 6660 Internet: www.esch.lu	Client: Ville d'Esch-sur-Alzette Project: 1800
Edition: Phase de planification: Modification ponctuelle du PAG Etat actuel: 28.09.2018 Fond de plan légal: Fond de plan Cartographique de la Ville d'Esch-sur-Alzette, 2018 © 2018 Architecture et Aménagement S.A. DROITS RÉSERVÉS À LA VILLE D'ESCH-SUR-ALZETTE (copie et reproduction interdites) Ce document est protégé par la loi Toute réimpression ou reproduction, même partielle, est interdite sans autorisation préalable de l'auteur.	
Elaboration / Cartographie: Architecture et Aménagement S.A. Adresse: 9b, Plateau Altmünster L-1123 Luxembourg Téléphone: (+352) 26 20 60 Fax: (+352) 26 20 60 - 40 E-Mail: info@a-a.lu Internet: www.a-a.lu  architecture + aménagement Bureau d'architecture et d'urbanisme	



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Intérieur

Notre réf.: 59C/008/2018



Dossier suivi par : Sonja GOMPELMANN
Tél. 247-84663
E-mail sonja.gompelmann@mi.etat.lu

Luxembourg, le 8 janvier 2019

AVIS

Conformément à l'article 11 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, la commission d'aménagement, ci-après dénommée « *la commission* », dans sa séance du 24 octobre 2018, à laquelle assistaient les membres Messieurs Arno Van Rijswijck et Robert Wealer ainsi que Madame Vanessa Sckuvie, a émis à l'unanimité des voix le présent avis au sujet du projet de modification ponctuelle des parties écrite et graphique du plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Esch-sur-Alzette concernant des fonds situés à Esch-sur-Alzette, au lieu-dit « *Roud Lëns* », présenté par le collège des bourgmestre et échevins de la commune précitée et élaboré par architecture+aménagement s.a. Le représentant-expert Monsieur Christophe Reuter assistait avec voix consultative à la séance.

La présente modification ponctuelle vise le reclassement de fonds classés en « *secteur à études* » en « *zone d'habitation 2* » et « *zone mixte urbaine* » majoritairement superposées d'une « *zone soumise à un plan d'aménagement particulier "nouveau quartier"* ». La « *zone mixte urbaine* » sera également superposée d'une « *zone de servitude "couloirs et espaces réservés" - couloirs pour projets de mobilité douce* ».

Elle vise aussi l'ajout de plusieurs articles « *1. Zones d'habitation* », « *1.2 Zones d'habitation 2* », « *2. Zones mixtes* », « *2.1 Zone mixte urbaine* », « *3. Le degré d'utilisation des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées* », « *3.1 Prescriptions générales* », « *4. Zones superposées* », « *4.2 Zones de servitude "couloirs et espaces réservés"* », « *4.2.1. Couloirs réservés pour projets de mobilité douce* », « *4.1 Zone soumise à un plan d'aménagement particulier "nouveau quartier"* » à la partie écrite du PAG en vigueur.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Intérieur

Réf : 59C/008/2018

Objet : Avis de la commission d'aménagement

Le reclassement est sollicité en vue de « *reconvertir une ancienne friche industrielle, située dans le périmètre d'agglomération, mais aussi afin de répondre à l'augmentation croissante de la population et des besoins scolaires et périscolaires y résultants, la Ville souhaite engager la reconversion urbanistique du site Lentille Terre Rouge et aménager un nouveau quartier à vocation mixte, attractif et innovant; que ce nouveau quartier a pour objectif d'associer logements, équipements publics, commerces et bureaux intégrés dans un paysage urbain largement dédié aux rencontres et à la convivialité, à la récréation et aux déplacements piétons* ». (Délibération du conseil communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette en séance publique du 28 septembre 2018)

La modification ponctuelle sous marge a comme objectif de permettre le réaménagement de la fiche industrielle en un quartier urbain dense. Ce dernier se veut principalement axé sur le logement, bien qu'une certaine mixité (emplois, commerces) soit également prévue. La modification du PAG précise explicitement que le quartier devra s'articuler autour des mobilités actives avec des espaces publics généreux et agréables. Ces objectifs généraux et les orientations du plan directeur élaboré sont en phase avec les objectifs étatiques.

Toutefois, la commission attire l'attention sur le fait qu'à ce stade aucun concept d'accessibilité plus large ne fait partie des documents élaborés. Or un tel quartier, se voulant exemplaire en termes de parts modales pour les transports en commun, le vélo et les piétons, ne peut fonctionner que si les conditions pour de tels déplacements sont données également en dehors du site lui-même.

Ainsi, lors de l'élaboration du PAP, il est recommandé d'élaborer un concept de mobilité allant au-delà de ce qui est généralement fait à ce stade. Ce concept devra d'une part définir et préciser la mobilité et l'accessibilité sur le site lui-même (accès, perméabilités piétonnes et cyclables, positionnement et dimensionnement volontariste du stationnement, schéma de circulation afin d'empêcher tout trafic parasite et rendre l'utilisation des transports en commun et des mobilités actives plus court et attractif que le recours à la voiture, etc.), mais également s'intéresser aux mesures annexes à prévoir sur un périmètre plus large. Par ces mesures annexes, il faut comprendre toutes les modifications d'accessibilité ou d'offre ou les nouvelles infrastructures à prévoir à l'extérieur du site lui-même afin de mettre les habitants et usagers du site en condition de se déplacer autrement qu'en voiture particulière. Parmi les thèmes à aborder dans ce cadre, il est possible de citer sans être exhaustif: l'accessibilité du site au rail (gare d'Esch actuelle / nouvel arrêt futur?); la desserte en transports en commun (réseau TICE et/ou RGTR à adapter?); l'accessibilité cyclable vers le centre d'Esch, mais



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Intérieur

Réf : 59C/008/2018

Objet : Avis de la commission d'aménagement

également vers Belval ; les cheminements piétonniers vers le centre-ville d'Esch, Belval, mais aussi les zones de récréation telles que le Galgebierg, etc.

La Direction de la planification de la mobilité du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics se tient à la disposition des auteurs du projet pour participer à l'élaboration du cahier des charges d'un tel concept de mobilité et pour accompagner le cas échéant le projet lui-même.

Sans vouloir s'opposer à la modification ponctuelle soumise pour avis, la commission tient également à formuler certaines observations concernant l'ajout de nouveaux articles à la partie écrite du PAG.

Au niveau de l'**article 1.2**, les formulations « *est principalement destinée aux logements de type collectif* » et « *au moins la moitié des logements est de type collectif* » ne sont guère judicieuses dès lors qu'une zone d'habitation 2 ne devrait pas uniquement autoriser du logement collectif, mais devrait davantage promouvoir une certaine mixité des typologies de logements. Dans l'intérêt d'une meilleure mixité de différents types de logements, l'article 1.2 devrait être complété par une disposition exigeant un minimum de maisons unifamiliales.

Aux fins de garantir une certaine mixité des typologies de logements ainsi que d'autres fonctions urbaines, la commission est d'avis que la densité de logements maximale définie pour la zone d'habitation 2 est à revoir sensiblement à la baisse. Il importe en effet d'éviter la création d'un quartier d'habitation monofonctionnel composé essentiellement voire exclusivement de logements collectifs.

Quant à l'**article 2.1**, une disposition devrait y être rajoutée exigeant pour chaque plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » un minimum d'autres fonctions urbaines que l'habitat. Cette mesure est essentielle afin de garantir l'objectif premier consistant dans la mixité des fonctions visé par ce type de zone. Dans ce contexte, une fourchette entre 25 à 50% d'autres fonctions que l'habitat devrait être fixée, notamment au rez-de-chaussée des immeubles collectifs en vue d'augmenter l'attractivité du site, voire du quartier.

Finalement, la dernière phrase de l'article « 2.1 Zone mixte urbaine [MIX-u] » stipulant que « *la commune peut déroger au principe des 25 pour cent si les caractéristiques ou les particularités du site l'exigent* » devrait être supprimée puisqu'il appartient justement au présent règlement de vérifier si les caractéristiques du site l'exigent ou non.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Intérieur

Réf : 59C/008/2018

Objet : Avis de la commission d'aménagement

Le Président de la
commission d'aménagement

Arno VAN RIJSWIJCK

Esch-sur-Alzette

Plan d'aménagement particulier "Nouveau quartier" du site
"Parc Lankelz"

PARTIE ECRITE

26 Octobre 2018

COMMUNE :

Esch-sur-Alzette

PARCELLES (Section B de Lallange) :

20/2961, 27/3315, 27/2835,
20/3313, 27/3316, 27/3314,
27/2653, 27/2654, 27/2655

MAITRE DE L'OUVRAGE :

Tracol S.A
Z.I. Rohlach
BP 38
L-5201 Sandweiler

CONCEPTION :


M.A.R.S Group
3, Avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette
mail@mars-group.eu

DATE :

26 octobre 2018

TABLE DES MATIERES

I. GÉNÉRALITES

II. PRESCRIPTIONS

1. AMÉNAGEMENT DU DOMAINE PRIVÉ

1.1 Délimitation et contenance des lots et parcelles

1.2 Mode d'utilisation du sol et répartition de la mixité

1.3 Degré d'utilisation du sol

a. Surface construite brute, emprise au sol, surface pouvant être scellée et espaces verts

b. Emplacements de stationnement

c. Reculs et distances entre constructions

d. Nombre de niveaux hors sol et sous-sol

e. Hauteurs des constructions

f. Nombre d'unités de logement par construction

g. Type et disposition des constructions hors sol et en sous-sol

h. Dépendances

1.4 Autres prescriptions

a. Forme, pente et orientation des toitures

b. Accès carrossable

c. Surfaces destinées à recevoir des plantations

d. Aménagements extérieurs, remblais et déblais, clôtures et murs et surfaces consolidées

e. Raccordements aux réseaux publics

f. Servitudes

1.5 Dispositions destinées à garantir le développement harmonieux du quartier

a. Traitement du socle commercial - rez-de-chaussée

b. Traitement de la toiture terrasse du socle commercial

c. Hall Sportif

d. Traitement des façades

e. Traitement des toitures

f. Auvents

g. Éclairage, enseignes et signalisation

h. Surfaces consolidées

2. AMÉNAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC

2.1 Fonds destinés à être cédés au domaine public

2.2 Évacuation des eaux pluviales

3. DISPOSITIONS SPECIALES

3.1 Mise en oeuvre de l'article 29(2) de la loi du 19 juillet 2004 - modifiée par la loi du 3 mars 2017 dite "Omnibus"- concernant l'aménagement communal et le développement urbain

3.2 Les pièces à l'appui d'une demande d'autorisation de bâtir

I. GÉNÉRALITÉS

Le présent Projet d'aménagement particulier (PAP) a été élaboré à l'initiative de Tracol Immobilier S.A. et de la Ville d'Esch-sur-Alzette. Il se conforme à la loi «Loi du 3 mars 2017 dite «Omnibus» portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain» et des règlements qui en résultent.

Le présent PAP a pour objet de préciser et de compléter les dispositions réglementaires du Plan d'aménagement général (PAG) de la commune d'Esch-sur-Alzette.

La présente partie écrite fait partie intégrante du PAP «Parc Lankelz» et fait référence au plan PAP_PG_1.1, appelés par la suite «partie graphique». La présente partie écrite et cette partie graphique sont indissociables.

L'application du présent document se fera sans préjudice des lois et règlements en vigueur émanant d'organes officiels gouvernementaux.

Pour tout ce qui n'est pas défini par le présent document, le plan d'aménagement particulier NQ «Parc Lankelz» reste soumis à la réglementation des zones mixtes urbaines «Mix-u» ainsi qu'aux règles générales d'urbanisme et au règlement sur les bâtisses de la ville d'Esch-sur-Alzette.

II. PRESCRIPTIONS

1. AMENAGEMENT DU DOMAINE PRIVE

1.1 Délimitation et contenance des lots et parcelles

Le périmètre du PAP couvre une superficie de 3ha 23a 10ca correspondant aux parcelles suivantes de la section B de Lallange à Esch-sur-Alzette : 20/2961, 27/3315, 27/2835, 20/3313, 27/3316, 27/3314, 27/2653, 27/2654, et 27/2655.

L'identification des limites est basée sur le plan dressé par le géomètre officiel (Claude Rauchs - BCR S.à.r.l. ingénieurs-conseils) en date du 27.06.2017.

La partie graphique reprend la délimitation des différents lots.

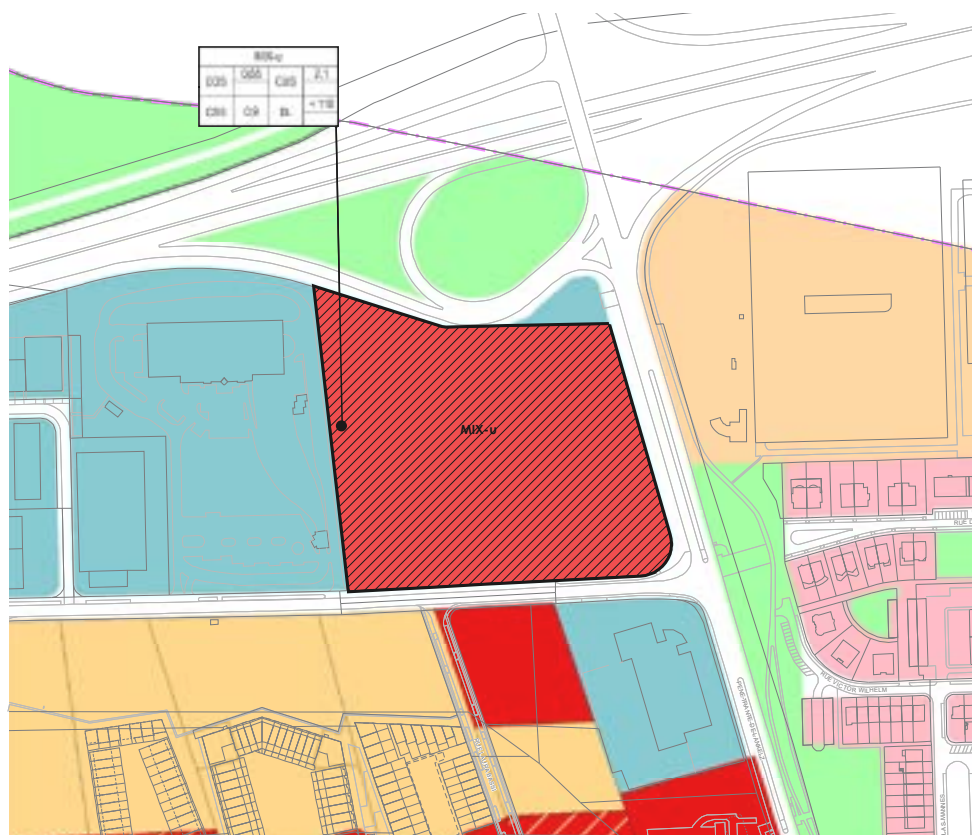
Les tableaux «représentation schématique du degré d'utilisation du sol» insérés dans la partie graphique indiquent la contenance des différents lots.

La réunion où la subdivision de lot est autorisée sous réserve que les prescriptions pour chaque lot initial, pris individuellement, soient respectées.

En cas de création de parcelles différentes, des servitudes de vues directes ou obliques seront créées pour les toitures terrasses-jardin.

1.2 Mode d'utilisation du sol et répartition de la mixité

La parcelle couverte par le présent PAP est classée dans le PAG modifié de la commune de Esch-sur-Alzette en «zone mixte urbaine» MIX-u. Le projet d'aménagement particulier y prévoit les affectations suivantes : habitat, bureaux, hall sportif, commerces, gastronomie, tertiaire.



Extrait de la modification ponctuelle du PAG concernant le lieu dit "Parc Lankelz"

Le lot 1 est destiné à recevoir au premier étage plein un socle commercial, désigné «socle» dans les tableaux «représentation schématique du degré d'utilisation du sol».

Au dessus du socle, s'organisent plusieurs entités complémentaires ou zones de construction désignées par des lettres. Ces zones de construction ne concernent que les étages à partir du deuxième étage plein. L'entité «socle» n'est pas divisée en zones.

La zone de construction A du lot 1, est destinée à recevoir un programme mixte intégrant un hall sportif et un musée du sport, en un seul ou plusieurs bâtiments. Des commerces et des services pourront cohabiter avec ces deux équipements.

La zone de construction B du lot 1, est destinée à recevoir des usages commerciaux ou de service.

La zone de construction C du lot 1, est destinée à recevoir des usages mixtes d'habitat, de commerce, de service et de bureaux.

Au minimum 10% de la surface du lot 1 est destinée à accueillir du logement.

Le lot 2 est destiné à recevoir un usage mixte avec un usage commercial ou de service aux deux premiers étages pleins et des logements ou des bureaux aux étages.

Au minimum 60% de la surface du lot 2 est destinée à accueillir du logement.

Les lots 3 et 4 sont destinés à un usage mixte de logements et de bureaux.

Au maximum 50% de la surface des lots 3 et 4 est destinée à accueillir du logement.

Les lots 5 et 6 sont destinés à des immeubles d'habitation collectifs, avec possibilité d'installer des bureaux ou des locaux pour l'exercice de professions libérales, cabinets médicaux ou similaire, ainsi que des occupations socioculturelles, dans la mesure où la fonction d'habitation n'en soit pas lésée.

Au minimum 80% de la surface des lots 5 et 6 est destinée à accueillir du logement.

Le lot 7 est destiné à un usage mixte de logements et de bureaux, avec possibilité d'installer des bureaux ou des locaux pour l'exercice de professions libérales, cabinets médicaux ou similaire, ainsi que des occupations socioculturelles, dans la mesure où la fonction d'habitation n'en soit pas lésée.

Au minimum 80% de la surface du lot 7 est destinée à accueillir du logement.

Le lot 8 est destiné à des immeubles d'habitat collectif, avec possibilité d'installer des bureaux ou des locaux pour l'exercice de professions libérales, cabinets médicaux ou similaire, ainsi que des occupations socioculturelles, dans la mesure où la fonction d'habitation n'en soit pas lésée. Au rez-de chaussée pourront s'installer des commerces ou des services. Le premier étage plein ne pourra pas accueillir de logements donnant sur la rue Jos kieffer.

Au minimum 60% de la surface du lot 8 est destinée à accueillir du logement.

Les grandeurs des parcelles indiquées dans la partie graphique du présent PAP sont approximatives. Seulement après l'établissement du plan de mesurage par le géomètre officiel, les dimensions des parcelles seront fixées définitivement. De légères variations entre les indications en plans et les valeurs réelles seront alors admises.

La décomposition des logements par typologie est la suivante :

- logement de type studio : 20% des unités
- logement à une chambre à coucher : 40% des unités
- logement à deux chambres à coucher : 30% des unités
- logement à trois chambres à coucher : 10% des unités

La taille minimale des logements est fixée comme suit :

- logement de type studio : 25m²
- logement à une chambre à coucher : 50m²
- logement à deux chambres à coucher : 72m²
- logement à trois chambres à coucher : 88 m²

Si un local débarras est aménagé à l'intérieur du logement alors cette surface est à majorer de 3 m².

À l'intérieur des constructions abritant des logements de type collectifs sont à aménager :

- une cave privative au sous-sol de min 3,00 m² par logement ou un local débarras de min 3,00 m² à l'intérieur du logement.
- un local pour compteurs, dimensionné suivant les indications des services techniques communaux.

A l'intérieur des constructions comportant plus de quatre logements, une buanderie de minimum 8,00m² est à aménager. Pour tout logement supplémentaire, la surface est à majorer de 1,00m² par logement. Toutefois, ce local n'est pas obligatoire si l'aménagement des appartements permet l'installation de machine à laver dans le logement. La surface minimale des logement est alors à majorer de 1,5m² (indépendamment du débarras)

1.3 Degré d'utilisation du sol

Le Coefficient d'utilisation du sol (CUS) et le Coefficient d'occupation du sol (COS) sont fixés pour l'ensemble de la parcelle par le Plan d'aménagement général (PAG).

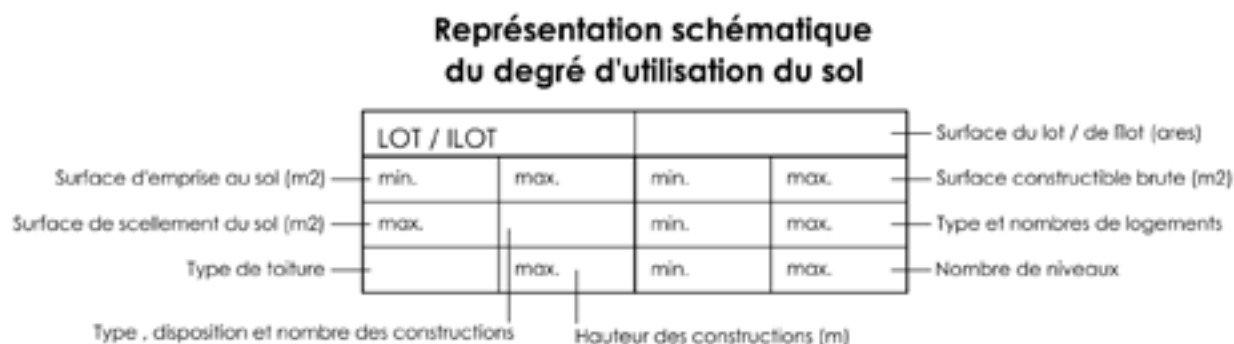
On entend par coefficient d'occupation du sol (COS) le rapport entre la surface d'emprise au sol de la construction implantée ou de la somme des surfaces d'emprise au sol des constructions implantées et

de la surface totale du terrain à bâtir net.

On entend par coefficient d'utilisation du sol (CUS) le rapport entre la somme des surfaces construites brutes de tous les niveaux et la surface totale du terrain à bâtir brut.

a. Surface construite brute, emprise au sol, surface pouvant être scellée et espaces verts

Les tableaux «représentation schématique du degré d'utilisation du sol» insérés dans la partie graphique indiquent la surface construite brute, l'emprise au sol et la surface scellée maximum réalisable sur chaque lot.



b. Emplacements de stationnement

Pour les voitures doivent être réalisés au maximum :

- 1,5 place par habitation sur les lots privés
- 1 place pour 75 m2 de SCB de bureaux
- 400 places pour le complexe sportif, les activités commerciales et culturelles (musée et autre)

Une gestion multi-fonctionnelle des parking pour le complexe sportif, les activités commerciales, sportives et culturelles permettra de limiter à 400 le nombre de places en question.

Pour chaque tranche de 50 emplacements, un emplacement de stationnement d'une largeur minimale de 3,50m doit être réservé aux personnes à mobilité réduite.

Le passage libre devra être de minimum 6,00m

Tous les emplacements devront figurer dans le dossier de demande d'autorisation de bâtir. Il ne peuvent être affectés à d'autres destinations.

Pour les bicyclettes doivent être réalisés au minimum :

- 1,5 emplacement par unité de logement
- 1,0 emplacement par 500m2 de SCB de bureaux
- 50 emplacements pour le complexe sportif, les activités commerciales et culturelles (musée et autre)

Une gestion multi-fonctionnelle des emplacements pour le complexe sportif, les activités commerciales, sportives et culturelles permettra de limiter à 50 le nombre d'emplacements en question.

c. Reculs et distances entre constructions

Les reculs avants, latéraux et arrières, ainsi que les distances à observer entre constructions sont repris au cas par cas sur la partie graphique du présent PAP. Les distances de recul sont mesurées perpendiculairement à partir du nu de la façade, compte non tenu des terrasses non couvertes, des seuils, des perrons, des escaliers extérieurs, des rampes, des balcons et autres installations.

Le positionnement et les dimensions des avant-corps autorisés est repris en partie graphique. Ceux-ci concernent les étages à partir du premier étage plein sans restriction concernant le pourcentage d'avant-corps de la façade. Ils doivent se trouver à au moins 4 mètres de hauteur, mesurée entre le bord inférieur du corps saillant et le niveau du trottoir à l'alignement.

d. Nombre de niveaux hors sol et sous-sol

Les tableaux «représentation schématique du degré d'utilisation du sol» insérés dans la partie graphique reprennent le nombres de niveaux réalisables sur chaque lot.

e. Hauteurs des constructions

La cote du niveau de référence prise sur le terrain existant à partir de laquelle sont données les hauteurs, correspond à +288,00 m ü NN.

Les tableaux «représentation schématique du degré d'utilisation du sol» insérés dans la partie graphique reprennent les hauteurs des constructions réalisables sur chaque lot.

f. Nombre d'unités de logement par construction

Les tableaux «représentation schématique du degré d'utilisation du sol» insérés dans la partie graphique reprennent le nombre d'unités de logement réalisables sur chaque lot.

g. Type et disposition des constructions hors sol et en sous-sol

Les tableaux «représentation schématique du degré d'utilisation du sol» insérés dans la partie graphique reprennent les types des constructions sur chaque lot.

La partie graphique reprend les dispositions des constructions réalisables sur chaque lot.

Pour le lot 1, l'emprise maximale bâtie, reprise par la partie graphique, correspond à un socle dont la forme doit venir dessiner les limites de la place publique.

Ce socle peut être évidé ponctuellement pour faire entrer la lumière et offrir un rapport entre son niveau d'accès et sa toiture.

Des volumes indépendants s'organisent sur ce socle :

- Dans la partie de construction A doivent s'installer un ou plusieurs volumes. L'un d'eux abritant le hall sportif s'imagine comme un signal urbain visible. Il occupera préférentiellement l'angle Nord-Est de la parcelle et proposera une architecture non standard.
- Dans la partie de construction B peut s'installer un volume en dialogue avec la place haute, présentant un accès depuis la toiture du socle.
- Dans la partie de construction C doit s'installer un volume qui coupe la place de la circulation sur la pénétrante Lankelz.

h. Dépendances

La partie graphique reprend la disposition des dépendances.

Concernant le lot 1, seule la construction d'une couverture de la voirie de desserte est autorisée dans la zone désignée en partie graphique comme „surface constructible pour dépendances“

Cette couverture, plate, devra être traitée en harmonie avec le traitement de la terrasse publique installée sur le socle du lot 1.(cf 1.4.a). Ses dimensions ainsi que la disposition de sa structure porteuse ne devront en aucun cas gêner la circulation et/ou les manoeuvres nécessaires à la bonne desserte des différents lots.

Concernant les lots 5, 6 et 8, ce sont des constructions qui ne dépassent pas 3,5m de hauteurs, non-chauffées qui peuvent abriter une partie des locaux associés aux logements comme des garages à vélos. Elles peuvent être couvertes mais sont ouvertes à l'air. Leur matérialité et leur traitement devront être cohérents sur la totalité de l'ilot.

1.4 Autres prescriptions*a. Forme, pente et orientation des toitures*

Les tableaux «représentation schématique du degré d'utilisation du sol» insérés dans la partie graphique reprennent la forme, la pente et l'orientation des toitures réalisables sur chaque lot.

Pour le lot 1 :

- Les parties de construction A correspondent au hall sportif et au musée du sport qui doivent se distinguer du reste de l'opération. La liberté est laissée aux architectes quant au choix de la toiture qui peut être plate ou à minimum deux pans. L'ensemble du volume bâti ne pouvant pas dépasser la hauteur maximum signalée en partie graphique.
- Les parties de construction B seront dotées d'une toiture plate.
- Les parties de construction C seront dotées d'une toiture plate ou d'une toiture à un pan (0 à 7°).
- Le „socle“ lorsqu'il n'est pas recouvert par un bâtiment sera doté d'un toit terrasse en partie aménagé en terrasse publique accessible.

Pour les lots 2,3 et 4 :

Les constructions seront dotées d'une toiture plate.

Pour les lot 5,6 et 8 :

Les constructions seront dotées d'une toiture plate ou d'une toiture à un pan (0 à 7°).

Pour le lot 7 :

Le lot 7 abritant un bâtiment d'exception de grande hauteur, la liberté est laissée aux architectes quant au choix de la toiture qui peut être plate ou à pans. L'ensemble du volume bâti ne pouvant pas dépasser la hauteur maximum signalée en partie graphique.

b. Accès carrossable

L'accès aux différents bâtiments se fait au moyen de voiries de desserte privées avec servitude de passage. Ces surfaces sont identifiées sur la partie graphique comme surface pouvant être scellée. Néanmoins, les emprises non nécessaire à l'accès carrossable (y compris des services de secours) ou au cheminement des piétons devront être aménagés en espaces verts et plantés d'arbres à haute tige.

c. Surfaces destinées à recevoir des plantations

Le „socle“ du lot 1, doit, en toiture, être végétalisé et planté en intensif sur au moins 30 % de sa surface. Le dessin, la répartition et les caractéristiques de ces espaces verts sur dalle doit permettre une gestion sur place des eaux pluviales.

Les surfaces identifiées comme «coeur d'îlot» et délimitées dans la partie graphique du présent PAP, ainsi que les abords des constructions sur les lots 5,6,7 et 8 jouxtant cet espace, doivent être végétalisés et plantés en intensif sur au moins 50% de leur surface.

Un projet architectural et paysager cohérent devra permettre d'unifier le «coeur d'îlot», il intégrera notamment des plantations de feuillus à haute tige.

La proportion de toiture végétalisée en intensif pourra être réduite si :

- pour des raisons de sécurité, notamment incendie, une plus grande proportion d'espace scellé est requise.
- l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite de tous les bâtiments n'est pas possible.

En dehors des toitures aménagées en terrasses accessibles, des toitures du lot 7 et des parties de constructions A du lot 1, toutes les toitures doivent être réalisées en tant que toiture végétalisée.

d. Aménagement extérieur, remblais et déblais, clôtures et murs et surfaces consolidées

L'aménagement des surfaces privées devra se faire en respectant les niveaux du terrain remanié des voies de circulation, des places et des espaces verts communaux. Le niveau du terrain remanié est défini dans les documents successifs, d'avant projet détaillé (APD), des projets d'exécution (PE) des espaces publics, approuvés par le conseil communal.

Les niveaux de terrain figurant en partie graphique sont indiqués en coordonnées nationales, ils sont à respecter avec une tolérance de 50 cm.

Les travaux de remblai et de déblai sont autorisés tant qu'ils ne remettent pas en cause ni la viabilisation, l'aménagement et l'urbanisation des terrains voisins, ni la qualité et la fonctionnalité des espaces publics.

Les talus abruptes dépassant 30° doivent être fixés par des plantations ou des installations d'ancrage, afin d'éviter tout risque d'éboulement.

Les niveaux d'accès sont laissés à l'appréciation des architectes et aménageurs en ce qui concerne la place publique (possibilité d'une pente de 0 à 4% en moyenne pour intégrer le socle du lot 1). Le parti choisi devra être repris et complété par les aménagements extérieurs du lot 1. Les cotes d'exécution du projet de place serviront de base pour la mise en place des niveaux du lot 1. La définition du système d'accès au socle commercial devra permettre l'impact minimal de ce socle (premier étage plein du lot 1) en hauteur sur la place et la visibilité du hall sportif (partie de constructions A du lot 1)

Le lot 1 devra proposer sur sa parcelle un projet d'aménagement extérieur permettant de rendre la terrasse aménagée sur son „socle“ accessible aux piétons et aux personnes à mobilité réduite depuis la place publique. Les aménagements de franchissement (emmarchements, rampe, escalier, ascenseurs) devront s'intégrer harmonieusement à la place.

Les murs, clôtures ou haies ne sont pas autorisées entre les parcelles. Les entrées et limites des différents lots pourront être soulignées ponctuellement dans la partie dénommée «coeur d'îlot» par des murets plein ou des haies d'une hauteur moyenne de 1,00m maximum.

e. Raccordements aux réseaux publics

L'installation des différents réseaux (p.ex. trafos, boîtes de distribution, pompes) est intégrée au paysage de manière à ne pas nuire à l'image urbaine, intégrée dans les constructions-mêmes, ou alors combinée avec des éléments paysagés. Des installations isolées et non-intégrées ne sont pas autorisées. Les réglementations en vigueur concernant les distances minimales en matière de sécurité sont à respecter.

f. Servitudes

Servitudes de passage privées :

La partie graphique reprend les servitudes de passage privées sur les voiries d'accès.

Elle donnent droit au passage pour piétons, cyclistes et automobilistes et sont au profit de tout utilisateur des constructions de l'opération. Le statut et l'utilisation des voies de desserte ont été discutés et détaillés lors de la réunion du 17/04/2018 à l'administration des ponts et chaussées. (cf annexe 3 du rapport justificatif)

Les sous-sols pour lesquels le stationnement ou les accès sont mutualisés pour plusieurs lots sont soumis servitudes privées sur toute leur emprise. Elles donnent droit au passage pour piétons, cyclistes et automobilistes et sont au profit de tout utilisateur du parking.

Dans la partie non constructible dénommée «coeur d'îlot» et identifiée en partie graphique, est instauré un droit de passage piétonnier au profit de tout utilisateur des lots 3,4,5,6,7 et 8.

La zone désignée «passage» et identifiée en partie graphique (lot 8) correspond à une servitude de passage. Elle doit être libre de toute parties construite sur au moins 80% de sa surface, sur les deux premiers niveaux pleins et offrir une ouverture de minimum 4 mètres de large sur la rue Jos Kieffer. Elle oblige un passage libre pour piétons et cyclistes, au profit de tout utilisateur des lots 3,4,5,6,7 et 8.

Servitudes de vues :

Des servitudes de vue directes sont laissées au lot 2 sur le lot 1.

Des servitudes de vues directes et obliques sont laissées au lot 6 sur le lot 7 et au lot 8 sur le lot 7.

Servitudes de passage publiques :

Sur la terrasse aménagée sur le socle pour les parties de constructions B du lot 1, est instauré un droit de passage piétonnier ouvert au public.

Servitudes AGE

Les détails de mise en oeuvre des servitudes sont à régler par contrat dans le cadre de la réalisation du projet d'exécution, respectivement par convention entre la commune concernée, représentée par son collège des bourgmestre et échevins, et le(s) propriétaire(s) des terrains auxquels elles s'appliquent.

1.5 Dispositions destinées à garantir le développement harmonieux du quartier*a. Traitement du socle commercial - rez-de-chaussée*

Le socle du lot 1 sera constitué de surfaces destinées au commerce liées entres elles par une galerie couverte/ouverte (protégée par un toit mais ouverte à l'air) en lien avec la place.

b. Traitement de la toiture terrasse du socle commercial

La toiture terrasse du socle commercial est destinée à être une prolongation de la place publique située au rez-de-chaussée. Aucune installation technique ne devra être visible sur cette toiture.

Des aménagements urbains devront être réalisés afin que cet espace soit vivant et qualitatif. (terrasse, jeux pour enfants, espaces verts ouverts au public etc...)

Les matériaux utilisés, le mobilier, les aménagements devront être cohérents avec ceux de la place.

Les parties de construction A et B du lot 1 devront proposer leur(s) entrée(s) principale(s) sur la toiture terrasse du socle du lot 1.

Les parties de construction C du lot 1 devront proposer une partie de leur accès sur la toiture terrasse du socle du lot 1.

c. Hall sportif

Dans les parties de construction A du lot 1 devra s'installer un hall sportif pouvant recevoir maximum 2000 spectateurs ainsi qu'un musée du sport.

Le terrain du présent PAP étant situé à l'entrée de la ville, ce hall sportif devra avoir une architecture non-standard avec une image forte marquant l'entrée dans Esch-sur-Alzette. Le hall sportif devra être entièrement accessible aux personnes à mobilité réduite.

d. Traitement des façades

Pour le lot 8, au premier niveau plein, pour les parties donnant sur la rue, la part de surface vitrée doit être entre 50% et 90%.

Pour le lot 1, au premier niveau plein, pour les parties donnant sur la place, la part de surface vitrée doit être entre 50% et 90%.

A l'exception du hall sportif, les matériaux réfléchissants, notamment le verre miroitant et les revêtements de matières plastiques imitant des matériaux naturels sont interdits. Sont également interdits les matériaux de finition de moindre qualité, les panneaux grand format.

Sauf exceptions reprises à l'article 1.5 *g. Eclairage, enseignes et signalisation*, l'installation d'équipements techniques en saillie sur les façades est interdite.

L'apposition d'antennes paraboliques en façade est interdite.

Les éléments protégeant du soleil doivent être intégrés à la conception de la façade et des alentours immédiats. Les boîtes aux lettres installées à l'extérieur doivent être intégrées aux façades.

Les façades des lots 5,6,7 et 8 donnant sur la partie identifiée en partie graphique comme „cœur d'îlot“ chercheront par leur géométrie à animer l'espace vert central, à limiter les effets de vis à vis et à capter les meilleures orientations.

e. Traitement des toitures

Les toitures doivent, à l'exception du hall sportif et de la tour (lot 7), être aménagées en tant que toiture végétalisée ou en tant que toiture-terrasse avec revêtement minéral, respectivement en bois.

La dernière couche de la toiture ne peut être constituée de films plastiques ou de bitumes.

Les superstructures ponctuelles de la construction, tels que cabanons d'ascenseurs, équipements

techniques et équipement de conditionnement de l'air doivent prendre place dans un étage technique. Celui-ci doit être inscrit dans le gabarit défini dans la partie graphique sans dépasser le plan théorique dessiné par les acrotères du bâtiment.

Si aucune solution technique ne permettait d'intégrer ces installations dans le gabarit du PAP, alors la hauteur à l'acrotère réglementaire du bâtiment pourrait être augmentée légèrement afin de préserver l'aspect caché des installations techniques.

L'habillage des cabanons techniques et des installations techniques regroupées est obligatoire sur tous leurs cotés y compris leur toiture. Les matériaux employés doivent s'accorder à ceux utilisés pour les façades et les toitures. Le verre n'y est pas autorisé.

Les garde-corps sur les toit-terrasses doivent être transparents.

f. Auvents

Des auvents pourront être installés à la jonction entre le premier et le deuxième niveau plein du lot 1 et des lots 7 et 8 sur les façades donnant sur la place ainsi que sur la voie de desserte. La profondeur de ces auvents ne pourra excéder 3 mètres. Les auvents devront être traités de manière similaire sur toute l'opération. Ils ne pourront pas être réalisés en matériaux transparents.

g. Éclairage, enseignes et signalisation

Les enseignes lumineuses clignotantes ou animées sont interdites.

Les lettres formant les logos d'entreprises doivent être accrochées de manière isolée, directement sur la façade et non sur un panneau de support continu.

L'implantation de bannières verticales est admissible à partir d'une hauteur de 3,00m par rapport au domaine public.

Les panneaux et supports publicitaires doivent se trouver sur les fonds-même de l'entreprise à laquelle ils se rapportent.

La taille maximale des supports publicitaires mobiles est limitée à 594 mm x 841 mm. Leur hauteur ne peut dépasser 1,20m.

Toutes les enseignes et signalisations confondues ne peuvent avoir une surface en élévation dépassant 25% des ouvertures de façade du premier niveau plein.

Les câbles et gaines techniques ne peuvent être apposés sur les façades.

L'installation d'équipements publicitaires sur les toits est interdite.

Exception faite des parties du lot 1 donnant sur l'autoroute et la pénétrante Lankelz, au premier niveau plein les vitrages opaques sont interdits. L'espace derrière les vitrages doit être perceptible en profondeur à partir de l'extérieur. Au niveau du premier niveau plein, les autocollants pour vitre doivent être posés de l'intérieur et garantir une transparence visuelle.

h. Surfaces consolidées

Exception faite des voies de dessertes les surfaces scellées doivent être réalisées avec de la pierre naturelle, du granit ou des dalles en béton contenant de la pierre naturelle.

Pour le lot 1, les matériaux des surfaces en lien avec la place doivent être strictement les mêmes que ceux de l'espace public et permettre une unité visuelle de l'ensemble.

2 AMÉNAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC

2.1 Fonds destinés à être cédés au domaine public

Dans la partie graphique sont marquées les surfaces attribuées au domaine public. Aucune surface à l'intérieur des différents lots n'est à céder à la commune.

Le taux de cession se présente comme suit :

Terrain : surface brute: 32 310m ²	100%
Domaine public : 4 306 m ²	13,3%
Domaine privé : 28 004 m ²	86,7%

2.2 Évacuation des eaux pluviales

Sur les surfaces rétrocédées à la commune s'installera un système de rétention à ciel ouvert dont le concept devra être validé par l'administration de la gestion de l'eau. Le détail des installations sera fourni dans le cadre de la mise en oeuvre et de l'exécution du présent PAP.

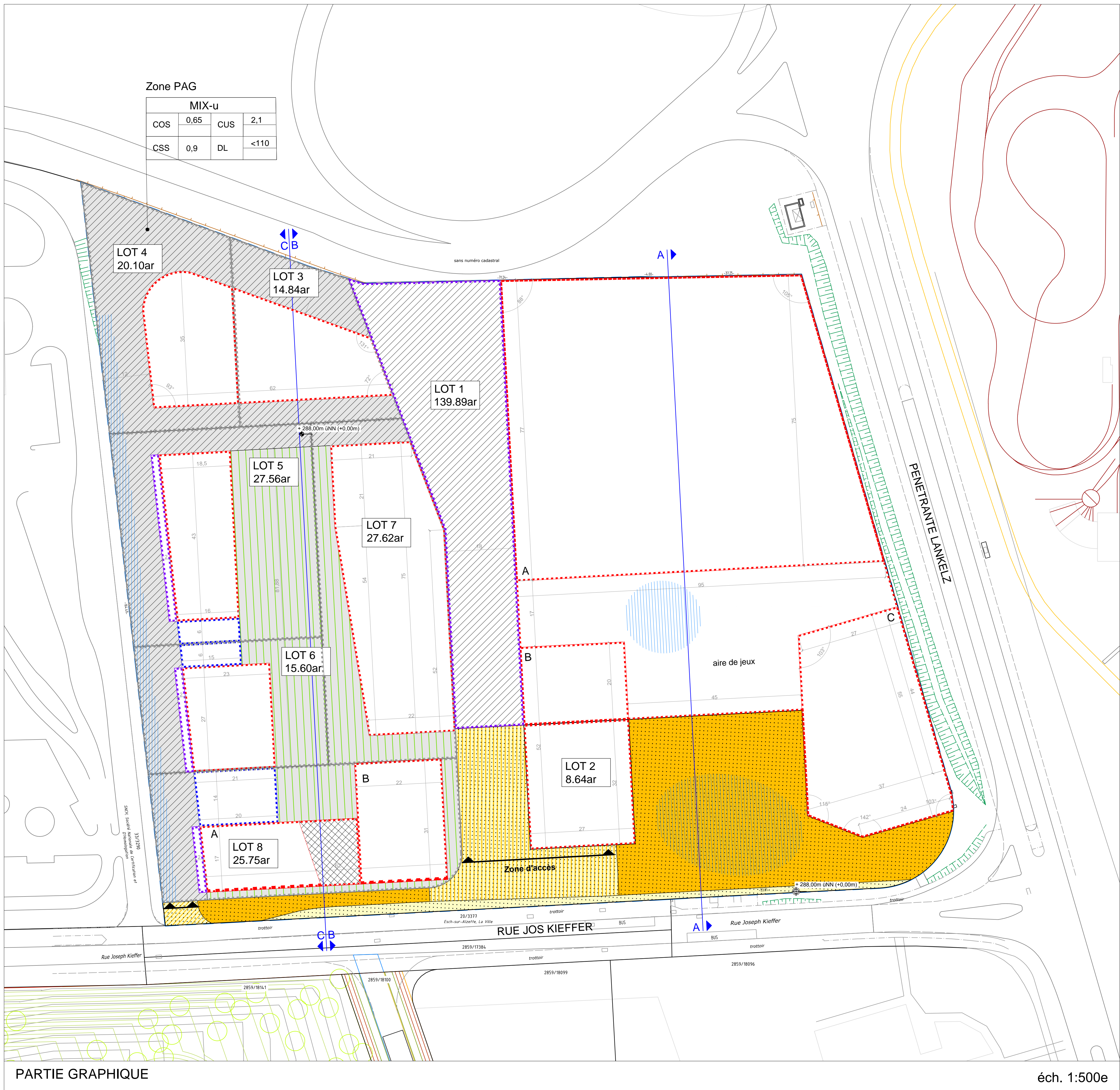
3. DISPOSITIONS SPECIALES

3.1 Mise en oeuvre de l'article 29(2) de la loi du 19 juillet 2004 - modifiée par la loi du 3 mars 2017 dite "Omnibus"- concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Au moins 10 % de la surface construite brute à dédier au logement sont réservés à la réalisation de logements à coût modéré, destinés à des personnes répondant aux conditions d'octroi des primes de constructions ou d'acquisition prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Sur tous ces lots, au cas où un nombre de logements supérieur au nombre minimum de logements requis est planifié, la quote-part de 10% à réserver aux logements à coût modéré doit être maintenue.

La localisation et le type de logement doivent être renseignés dans les plans joints à la demande d'autorisation de construire.



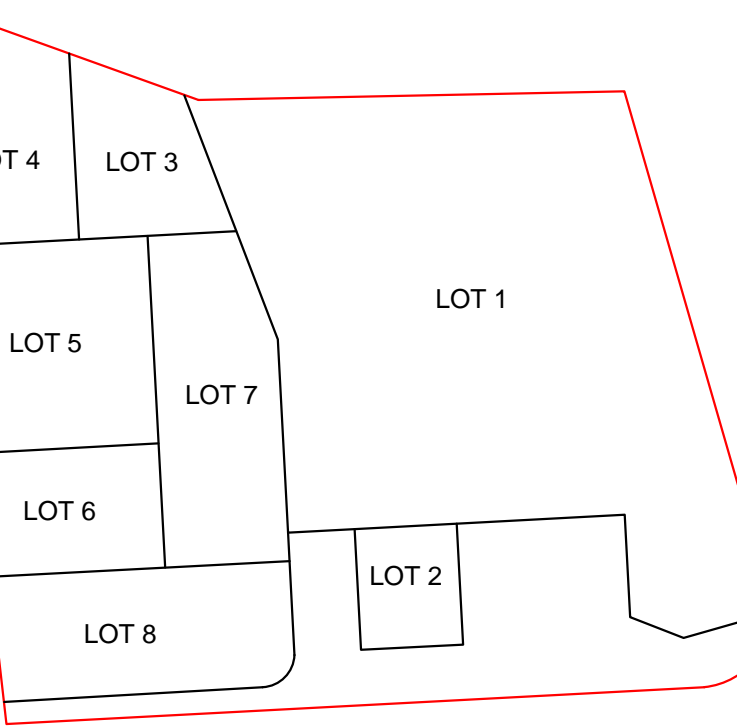
BILAN DES SURFACES (arrondi au m2)			
Surfaces de voirie publique		32 310m2	= 100%
rues, chemins piétons, pistes cyclables		4306 m2	= 13,33%
aires de stationnement		0 m2	
espace vert public		0 m2	
Surfaces privées		28004 m2	= 86,67%
surface constructible		18803 m2	
surface non constructible		6791 m2	
espace vert privé		2403 m2	

LOT 1		139,89	
-	8145	-	18 865
11289,76	oc/onc	0-c	37-c
A: tp/12	+34,00 m	A: 0	A: III (sur socle)
SOCLE: tp	+10,00 m	SOCLE: 0	SOCLE: I + 3S
B: tp	+19,50 m	B: 0	B: II (sur socle)
C: tp/11 [0%-7%]	+29,00 m	C: 0	C: V (sur socle)

LOT 2		8,64	
-	600	-	4 200
864	oc/onc	0-c	36-c
tp	+39,50 m	0	X + 3S

LOT 3		14,84	
-	656	-	5248
821,78	oc/onc	0-c	20-c
tp	+32,50 m	0	VIII + 3S

LOT 4		20,10	
-	656	-	5248
747,11	oc/onc	0-c	20-c
tp	+32,50 m	0	VIII + 3S



LOT 5		27,56	
-	741	-	4515
1200	oc/onc	0-c	46-c
tp/11 [0%-7%]	+29,00 m	0	VII + 4S

LOT 6		15,60	
-	586	-	2730
990	oc/onc	0-c	28-c
tp/11 [0%-7%]	+29,00 m	0	VII + 4S

LOT 7		27,62	
-	1502	-	21 319
1502	oc/onc	0-c	122-c
tp/11	+69,00	0	XX + 4S

LOT 8		25,75	
-	1150	-	5725
1990	oc/onc	0-c	46-c
A: tp/11 [0%-7%]	+25,50 m	0	VI + 3S
B: tp/11 [0%-7%]	+29,00 m	0	VII + 3S

LEGENDE

Représentation schématisée du degré d'utilisation du sol:

LOT	LOT 1	LOT 2	LOT 3	LOT 4	LOT 5	LOT 6	LOT 7	LOT 8
Surface d'habitat au sol (m2)	139 890	8 640	14 840	20 100	27 560	15 600	27 620	25 750
Surface d'habitat hors sol (m2)	0	0	0	0	0	0	0	0
Surface de stationnement (m2)	0	0	0	0	0	0	0	0
Type de terrain	0	0	0	0	0	0	0	0
Type: disposition et nombre des constructions	1	1	1	1	1	1	1	1
Hauteur des constructions (m)	10	10	10	10	10	10	10	10

Délimitation du PAP et des zones du PAG

— délimitation du PAP

--- délimitation des différentes zones du PAG

Courbes de niveau

--- Terrain existant

--- Terrain reconstitué

— cotes de niveau projetées

— point de référence pour la mesure de la hauteur des constructions

Nombre de niveaux

L, II, III nombre de niveaux pleins

+1,2, R nombre d'étages en retrait

+1,2, C nombre de niveaux sous combles

+1,2, S nombre de niveaux en sous-sol

Hauteur des constructions

h_{cc} hauteur à la corniche de x m

h_{ax} hauteur à l'acrotère de x m

h_{fx} hauteur au faîte de x m

Types et dispositions des constructions

oc constructions en ordre corrigé

onc constructions en ordre non corrigé

x-m x maisons isolées

x-mj x maisons jumelées

x-mx x maisons mitoyennes

Types et nombre de logements

x-a x logement de type familial

x-b x logement de type bi-familial

x-c x logement de type collectif

Formes de toiture

tp toiture plate

tx (y/z-%) toiture à versants, degré d'inclinaison

— orientation du faîte

Gabari des immeubles (plan/coupe)

— alignement obligatoire pour constructions destinées au séjour protégé

— limites de surfaces constructibles pour constructions destinées au séjour protégé

— alignement obligatoire dépendances

— limites de surfaces constructibles pour dépendances

— limites de surfaces constructibles pour avant-corps

— limites de surfaces constructibles pour constructions souveraines

Délimitation des lots

— lots projetés

— terrains cédés à la commune

Degré de mixité des fonctions

mix 33 pourcentage minimal en surface constructible brute à déduire du logement par construction

mix 33 pourcentage maximal en surface constructible brute de logement par construction

mix 33 pourcentage obligatoire en surface constructible brute de logements par construction

Espace extérieurs privés et publics

— espace vert privé

— espace vert public

— aire de jeux ouverte au public

— espace extérieur pouvant être scellé

— voie de circulation motorisée

— chemin piéton (piste cyclable) zone piétonne

— voie de circulation de type zone résidentielle ou zone de rencontre

Plantations et murets

— arbres à moyenne ou haute tige projetés / arbres à moyenne ou haute tige à conserver

— haies projetées / haies à conserver

— murets projetés / murets à conserver

Servitudes

— servitude de type urbanistique

— servitude écologique

— servitude de passage

— élément bâti ou naturel à sauvegarder

Infrastructures techniques

— intention à ciel ouvert pour eaux pluviales

— canalisation pour eaux pluviales

— canalisation pour eaux usées

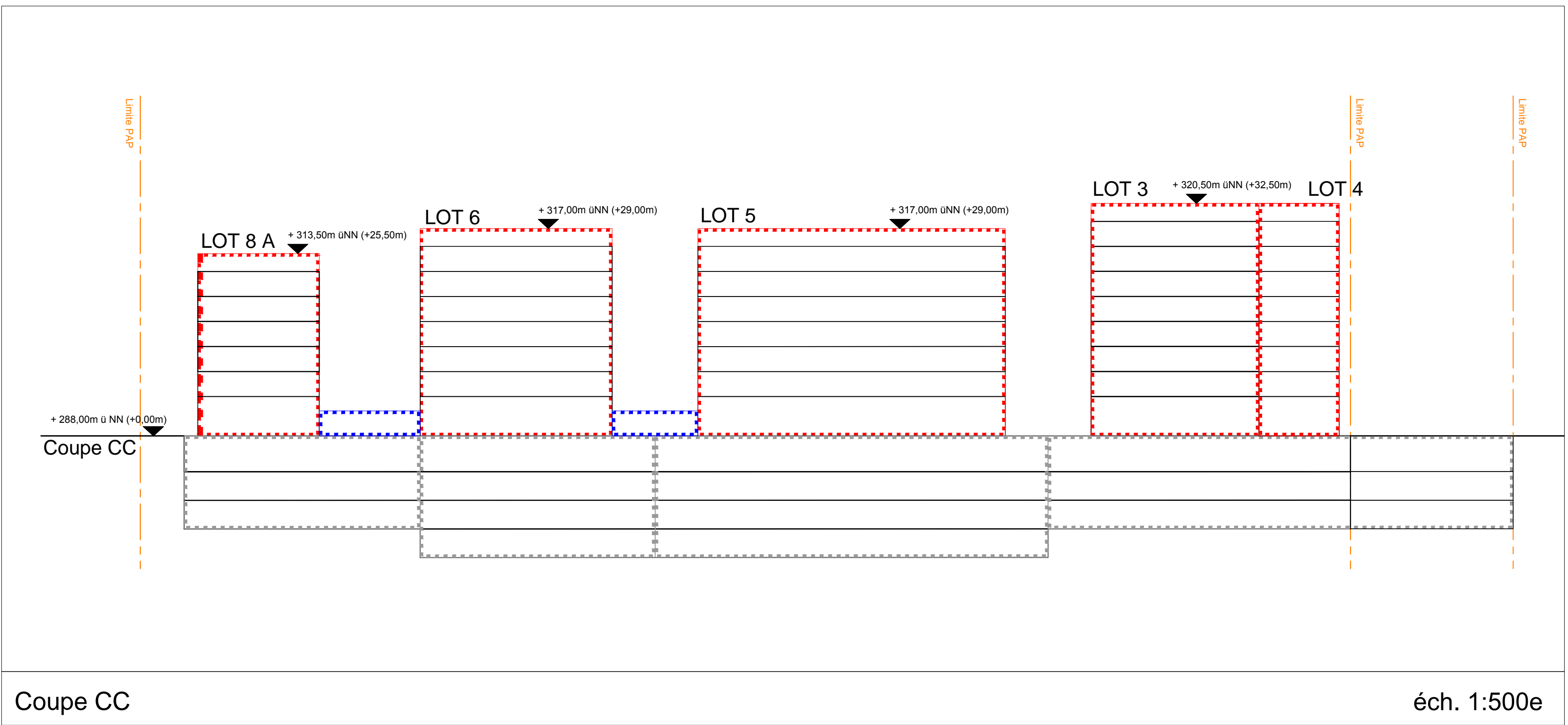
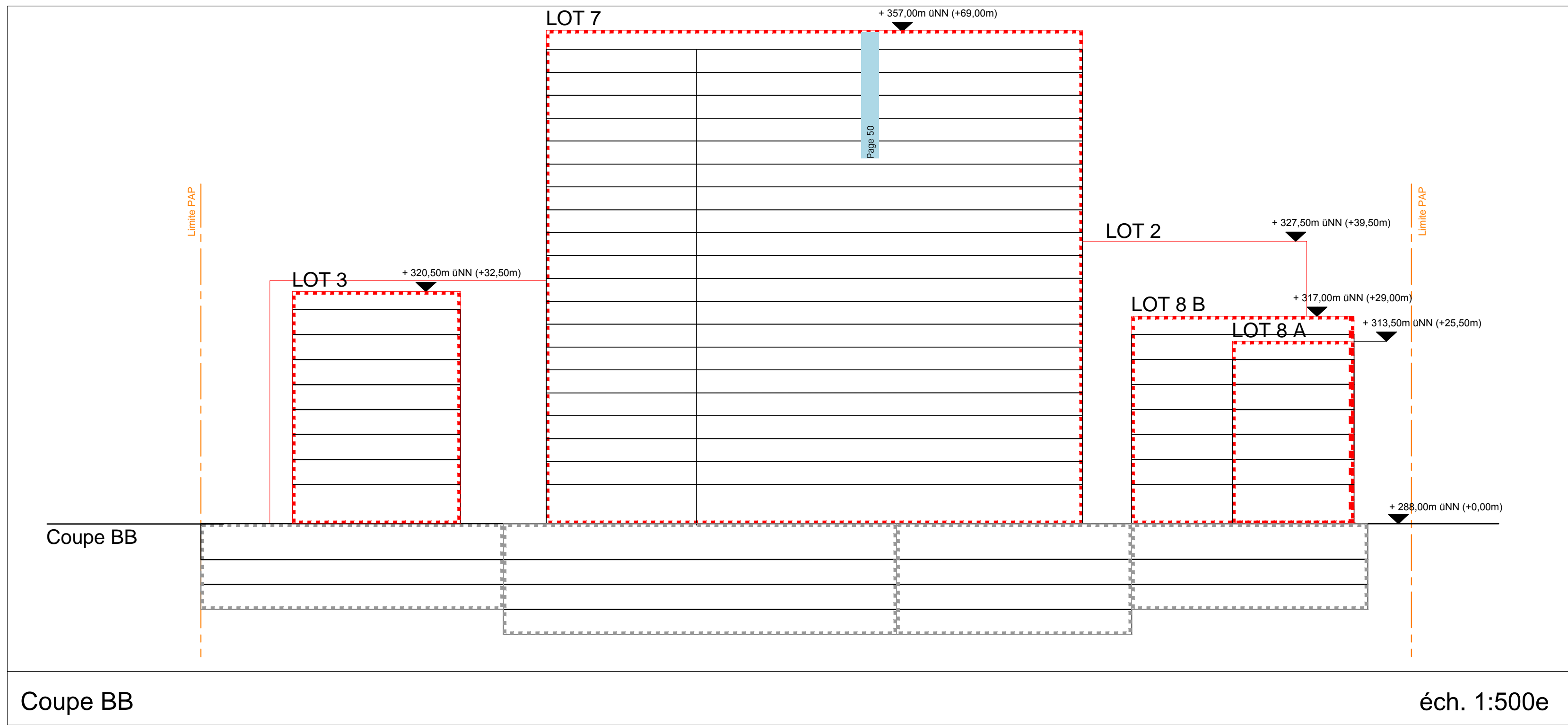
— fossés ouverts pour eaux pluviales

Légende complémentaire

— zone "cœur d'lot" dédiée en partie droite

— passage

— zone d'accès carrossable



PROJEKT

Lankelz

Esch-sur-Alzette

BAUHERR

TRACOL S.A.

Z.I Rohlach

L-5201 Sandweiler

PLANUNGSSTAND

PAP

PLAN

Projet d'aménagement particulier

Partie graphique

DATUM

26.10.2018

GEZEICHNET

LJ

MASZSTAB

1:500

PLAN NUMMER

PAP_PG_1.1

ARCHITEKT

3, avenue du Rock'n Roll

L - 4361 Esch-sur-Alzette

Tel: +352 (0)261 736 25

Fax: +352 (0)261 736 20

METROPOLITAN ARCHITECTURE RESEARCH STUDIO

UNTERSCHRIFT BAUHERR

UNTERSCHRIFT ARCHITEKT



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Intérieur

Notre réf.: 18452/59C

Dossier suivi par : Yves DELCOURT
Tél. 247-84664
E-mail yves.delcourt@mi.etat.lu



Luxembourg, le 4 décembre 2018

Reçu en date du

- 6 DEC. 2018



AVIS

Conformément à l'article 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, la cellule d'évaluation, ci-après dénommée « *la cellule* », dans sa séance du 22 novembre 2018, à laquelle assistaient les membres Frank Goeders, Yves Delcourt et Vanessa Schkuvie, a émis à l'unanimité des voix le présent avis au sujet du projet d'aménagement particulier (PAP) concernant des fonds situés à Esch-sur-Alzette, commune de Esch-sur-Alzette, au lieu-dit « *Parc Lankelz* », présenté par le collège des bourgmestre et échevins de la commune précitée pour le compte de la société TRACOL S.A.. Les représentants-experts Stéphanie Smit et Manuel Wirtgen assistaient à la séance.

Le terrain d'une envergure de 3,231 hectares est situé en « zone mixte urbaine [*MIX-u ; COS ≤ 0,65 ; CUS ≤ 2,1 ; CSS ≤ 0,9 ; DL ≤ 110*] » superposée d'une zone soumise à un plan d'aménagement particulier nouveau quartier. Le projet vise l'aménagement de 8 lots et prévoit un programme mixte composé d'un complexe commercial et de bureaux, un hall sportif, un musée du sport et 355 unités de logement collectifs réparties dans 8 immeubles et prévoit une cession de 13,3 % du terrain brut à la commune (domaine public communal). La densité de logements s'élève à 109,9 unités de logement par hectare brut.

- Le projet d'aménagement particulier [PAP] **est conforme** au plan d'aménagement général [PAG] tel qu'en vigueur.
- Quant à la conformité du projet d'aménagement particulier aux objectifs définis à l'article 2 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 précitée, il convient de tenir compte des



Réf : 18452/59C

Objet : Avis de la cellule d'évaluation

recommandations suivantes, en ce qui concerne notamment les points **(a) l'utilisation rationnelle du sol et de l'espace et (c) utilisation rationnelle de l'énergie et énergies renouvelables.**

(a) Utilisation rationnelle du sol et de l'espace

a.1. Implantation des constructions des lots 3, 4 et 5

Afin de limiter les nuisances sonores provenant de l'autoroute, il s'avère nécessaire de fermer le corridor nord-sud entre les bâtiments projetés sur les lot 1 et 3, de manière à créer un front bâti par rapport à l'autoroute. En d'autres termes, il y a lieu de créer une connexion bâtie entre le bâtiment du lot 3 et le hall sportif afin de diminuer les résonnances sonores au niveau de la cour intérieure à l'ouest du projet. Dans le même ordre d'idées, une connexion bâtie entre les lots 4 et 5 serait à prévoir. Il s'avère opportun de définir également la matérialité et le revêtement des façades dans la partie écrite afin d'atténuer l'impact du bruit.

(c) Utilisation rationnelle de l'énergie et énergies renouvelables

c.1. Nombre de sous-sols excessif et réflexion sur un parking hors-sol

Force est de constater que le projet prévoit 3 à 4 niveaux de sous-sol, allant jusqu'à 17 mètres de profondeur et ceci sur pratiquement la totalité du site concerné. Ce volume de déblais correspond à environ 345'500 m³, l'équivalent de 29'000 camions d'une capacité de 27 tonnes. L'empreinte carbone excessive liée rien qu'aux déblais projetés, n'est guère en accord avec une politique environnementale durable et écologique. En outre, la pénurie des décharges adéquates en matière de déchets inertes au Luxembourg persiste et est à prendre en considération.

Afin d'éviter ces quantités importantes de déblais, la cellule suggère donc d'adapter le projet et de restreindre les déblaiements à un ou deux sous-sols maximum, ceci en évitant la construction d'un parking en sous-sol et en prévoyant un parking à étages hors-sol en dehors du site concerné. Le cas échéant, celui-ci pourrait, par exemple, s'implanter au sud du nouveau quartier projeté, entre le quartier Nonnewisen et le garage Renault.

Le projet d'envergure Südspidol projeté à proximité du site concerné, évite également la construction de sous-sol et prévoit un parking à étages hors-sol, ce qui est fortement salué par la cellule.



Réf : 18452/59C

Objet : Avis de la cellule d'évaluation

- Concernant la conformité du projet d'aménagement particulier au règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement particulier « *quartier existant* » et du plan d'aménagement particulier « *nouveau quartier* » portant exécution du plan d'aménagement général d'une commune, il y a lieu de prendre en compte les observations reprises à l'annexe I, telle que jointe au présent avis, et d'apporter les modifications suivantes :

Partie graphique

- Il y a lieu d'adapter la représentation de la limite de surfaces constructibles pour les constructions souterraines en fonction de la légende fixée dans l'annexe I : Légende-type du plan d'aménagement particulier du RGD du 8 mars 2017 concernant le contenu du PAP.
- Il y a lieu d'intégrer la délimitation et la contenance des zones du PAG dans le plan d'implantation.
- Il importe de compléter la partie graphique par le réseau d'évacuation des eaux.
- Il y a lieu d'indiquer les reculs des constructions (hors-sol et sous-sol) par rapport aux limites du terrain pour tous les lots.
- Il y a lieu de compléter la partie réglementaire par les mandats des propriétaires ($\frac{1}{2}$ des propriétaires disposant de la $\frac{1}{2}$ de la surface brute des fonds).

Partie écrite

- De manière générale, il y a lieu d'éviter toute disposition dans la partie écrite étant déjà fixée dans la partie graphique. En effet, les dispositions de la partie écrite et de la partie graphique se complètent réciproquement.
- Sous l'article 1.2, l'extrait illustrant le classement des terrains au niveau du PAG est à supprimer et à intégrer dans le rapport justificatif.
- Sous l'article 1.3, le tableau « représentation schématique du degré d'utilisation du sol » est à supprimer.

Rapport justificatif

- La cellule rend attentif à une incohérence au niveau du tableau « récapitulatif (Annexe I) », du tableau « Données structurantes relatives au PAP (Annexe II) » et de la partie graphique/graphique en ce qui concerne les surfaces à bâtir nette. Par conséquent, il y a lieu d'adapter le calcul des coefficients.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Intérieur

Réf : 18452/59C

Objet : Avis de la cellule d'évaluation

- Divers

D.1 Article 34 (1) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain : cession des fonds réservés à la voirie et aux équipements publics

Etant donné que le PAP sous avis prévoit une cession inférieure à 25%, une indemnité compensatoire peut être exigée. Le cas échéant, il appartient au conseil communal de définir concrètement la destination des fonds compensatoires dans la délibération portant adoption du présent projet.

En vertu de l'article 34 précité, il y a lieu de rappeler que seuls des travaux de viabilisation du PAP respectivement des mesures urbanistiques en relation directe avec le PAP concerné peuvent être pris en compte. Il est, par conséquent, exclu que l'indemnité compensatoire serve pour financer des travaux d'équipements collectifs visés par l'article 24 de la loi précitée.

Il y a également lieu de rappeler que la simple réfection, réparation ou remplacement d'une voie de desserte ou d'une aire de jeux existante ne peut être mise à charge de l'initiateur du PAP (cf. art. 24 (1) de la loi).

La cellule invite par conséquent, les autorités communales d'exiger une indemnité compensatoire que s'il s'avère que les travaux projetés sont dans l'intérêt propre et direct du PAP concerné.

Toutefois, le conseil communal peut également décider de renoncer à l'indemnité compensatoire. Dans ce cas, la renonciation doit être dûment motivée dans la délibération du conseil communal.

D.2 Logements à coûts modérés

La cellule voudrait rendre attentif au fait que l'article 29 (2) de la Loi s'applique en l'occurrence. Comme le présent projet d'aménagement particulier « nouveau quartier » prévoit un nombre de logements supérieur à 25 unités, il y a lieu de fixer, soit dans la partie graphique ou dans la partie écrite du projet, les lots respectivement les logements qui sont destinés à la réalisation de logements à coût modéré, de même que les surfaces construites brute qui sont à dédier au logement à coût modéré. Les



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Intérieur

Réf : 18452/59C

Objet : Avis de la cellule d'évaluation

modalités de vente seront par la suite arrêtées dans la convention, tel que prévue à l'article 36 de la Loi.

D.3 Administration de la gestion de l'eau

Avant que le PAP soit définitivement adopté, il y a lieu de se concerter avec l'Administration de la gestion de l'eau afin d'approuver le concept d'assainissement. La situation des eaux souterraines est un autre aspect à prendre en considération. Compte tenu de l'envergure des sous-sols projetés, il est fort probable que ceux-ci constituent une barrière pour les eaux souterraines causant un rehaussement local de la nappe phréatique. Une étude hydro-géotechnique est à réaliser.

Le Président de la
cellule d'évaluation



Frank GOEDERS



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Intérieur

Annexe I : Conformité au RGD du 8 mars 2017 concernant le contenu du PAP¹

En vue de garantir la conformité du PAP (Référence : 18452/59C) au règlement précité, la partie réglementaire du PAP nécessite d'être complétée par les éléments marqués dans le tableau ci-dessous :

Fond de plan		PG²
1.1	échelle (1:1000, 1:500 ou 1:250)	<input type="checkbox"/>
1.2	application de la légende-type	<input checked="" type="checkbox"/>
1.3	délimitation du PAP dressée par un géomètre officiel	<input type="checkbox"/>
1.4	délimitation des zones du PAG (y compris la délimitation du degré d'utilisation du sol)	<input checked="" type="checkbox"/>
1.5	contenance des zones du PAG (y compris la délimitation du degré d'utilisation du sol) [ares]	<input checked="" type="checkbox"/>
1.6	courbes de niveau du terrain existant (équidistance 1m) / cote d'altitude en cas de terrain plat	<input type="checkbox"/>
1.7	contexte urbain existant / cours d'eau et éléments caractéristiques du lieu	<input type="checkbox"/>
Partie réglementaire		PG PE³
Domaine public		
2.1	terrains à céder au domaine public	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
2.2	réseaux d'évacuation des eaux pluviales	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
2.3	emplacements de stationnement publics	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
2.4	bassins de rétention	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Domaine privé		
3.1	mode d'utilisation du sol	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
3.2	représentation schématique du degré d'utilisation du sol pour chaque lot / îlot	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
a.	surface du lot / îlot	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
b.	surface construite brute	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
c.	surface d'emprise au sol	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
d.	surface pouvant être scellée	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
e.	hauteurs des constructions (hc et hf ou ha)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
f.	type et nombre de logements	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
g.	nombre de niveaux (hors sol et sous-sol)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
h.	type, disposition et nombre de constructions (hors sol et sous-sol)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
i.	type de toiture	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
3.3	courbes de niveau du terrain remodelé (équidistance 1m)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
3.4	délimitation des lots ou îlots	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
3.5	dispositions relatives aux dépendances (abris de jardins, car ports, ...)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
3.6	reculs des constructions par rapport aux limites du terrain (hors sol et sous-sol)	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
3.7	nombre d'emplacements de stationnement privés	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
3.8	deux coupes significatives (conformément à la légende-type)	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
3.9	courbes de niveau du terrain remodelé (équidistance 1m) public	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Documents complémentaires		
4.1	mandats des propriétaires (½ des propriétaires disposant de la ½ de la surface brute des fonds)	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
4.2	version numérique (modèle vectoriel et PDF) de la partie réglementaire	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

¹ Règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier » portant exécution du plan d'aménagement général d'une commune.

² PG : partie graphique du PAP

³ PE : partie écrite du PAP



Ville d'Esch-sur-Alzette
Secrétariat

Date de l'annonce publique de la séance:
Date de la convocation des conseillers :
point de l'ordre du jour no:

Délibération du Conseil Communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette

Séance publique du

Présents:
Absents :

Le Conseil Communal;

**Objet: Règlement portant création de la Commission de Surveillance du
Conservatoire de la Ville d'Esch-sur-Alzette**

Vu les articles 99,102 et 107 de la Constitution,
Vu l'article 50 du décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités,
Vu la loi du 28 avril 1998 portant harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal ;
Vu le règlement grand-ducal du 3 août 1998 ayant pour objet de définir les conditions-cadre de l'organisation de l'enseignement musical par les communes ;
Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

a r r ê t e

I. Dispositions générales

Article 2. - L'administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette est dotée d'une Commission de Surveillance pour son conservatoire.

La Commission de Surveillance est composée de la manière suivante :

- Un président,
- Un membre de chaque sensibilité politique représentée au sein du Conseil communal,
- Un membre nommé par le Ministère ayant l'enseignement musical dans ses attributions,
- Un représentant de l'Association des Enseignants du Conservatoire (AECEA),
- Un représentant de l'Association des Parents d'élèves du Conservatoire (APEC),
- Un membre du Service Culture de la Ville d'Esch-sur-Alzette,
- Un secrétaire.

La présidence sera confiée d'office au président de la Commission des affaires culturelles.

Les membres représentant les sensibilités politiques représentées au sein du Conseil communal seront élus par le Conseil communal. Leur nombre dépendra du nombre de sensibilités politiques représentés au sein du Conseil communal.

Le secrétariat de la Commission de Surveillance est assuré par un fonctionnaire communal de la Ville à désigner par le Collège des bourgmestre et échevins sur proposition du président. Hormis le secrétaire, tous les membres de la Commission sont dotés du droit de vote.

La Commission de Surveillance ainsi constituée a une mission consultative. Elle est appelée à émettre son avis dans les domaines énumérés à l'article 5 et à conseiller le Conseil communal, respectivement le Collège des bourgmestre et échevins dans les décisions à prendre dans l'intérêt du bon fonctionnement du conservatoire.

Article 2. Mandat : durée, incompatibilités.

La durée du mandat des membres de la Commission de Surveillance est de six années. Pour les membres représentants une sensibilité politique du Conseil communal, leur mandat expirera à la fin du mandat du Conseil communal. Les mandats sont renouvelables.

La durée du mandat du président correspondra à celle du président de la Commission des affaires culturelles.

En cas de renouvellement partiel de la Commission, les nouveaux membres achèvent le mandat de ceux qu'ils remplacent. Le mandat de membre de la Commission de Surveillance est incompatible avec les fonctions de directeur, de directeur-adjoint ainsi que de membre du personnel du Conservatoire, exception faite du représentant de l'AECEA.

Article 3 : Fonctionnement et missions de la Commission

3.1. Au début de son mandat, la Commission élit en son sein un suppléant au président. Ces nominations sont faites à la majorité relative sans préjudice des dispositions prévues à l'article 5.

Le directeur du Conservatoire et / ou le directeur-adjoint assistent aux séances de la Commission de surveillance pour présenter les sujets à l'ordre du jour et donner leur avis. Ils ne disposent pas d'un droit de vote.

Sur invitation de la Commission de Surveillance, peuvent assister aux séances : deux représentants du corps enseignant ainsi que des membres de l'administration. La Commission peut inviter toute personne qu'elle estime susceptible de l'éclairer dans ses missions.

Le collège des bourgmestre et échevins peuvent assister en tout temps aux séances de la Commission de Surveillance.

Sans préjudice des dispositions inscrites dans d'autres chapitres, la Commission de Surveillance dispose des attributions suivantes :

3.2 La Commission de Surveillance émet son avis :

- Chaque fois que cet avis est légalement requis, dont notamment sur les candidatures au moment du recrutement d'un nouveau directeur ou directeur-adjoint ou encore sur la composition des jurys lors d'examens d'embauche de fonctionnaires ;
- Sur l'organisation scolaire provisoire et définitive du Conservatoire ;
- Chaque fois que le Collège des bourgmestre et échevins, respectivement le Conseil communal en font la demande ;
- Chaque fois que la direction du Conservatoire en fait la demande.

Article 4 : Tenue des séances

Le président convoque la Commission de Surveillance en réunion ordinaire toute les fois que la gestion des affaires l'exige. La convocation comprend l'ordre du jour et doit être envoyée aux membres au moins huit jours à l'avance, sauf cas d'urgence.

Article 5 : Vote et quorum de présence

Les résolutions sont prises à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

La Commission de Surveillance ne peut délibérer valablement que lorsque quatre membres au moins sont présents.

Article 6 : Propositions et avis de la Commission

Les propositions et avis de la Commission de Surveillance seront transmis au Collège des bourgmestre et échevins, respectivement au Conseil communal par le secrétaire de la Commission.



Ville d'Esch-sur-Alzette

QUESTIONS DE PERSONNEL

(séance publique)

A) Créations et suppressions de poste

1) Département des Travaux Municipaux - Service de la Circulation:

Création d'un poste de catégorie B, groupe de traitement B1, sous-groupe technique

Création sous le régime du fonctionnaire d'un poste appartenant la catégorie de traitement B, groupe de traitement B1, sous-groupe technique.

Rapport de Madame le chef de service du service structures et organisation du 11 décembre 2018.

La mission du nouveau titulaire est définie comme suit :

- Suivi des chantiers au niveau de la circulation
- Planification du trafic autour des chantiers en dressant des plans de situation

Suppression par voie de conséquence auprès du service Circulation du poste de fonctionnaire de la catégorie C, groupe de traitement C1, sous-groupe administratif dès que ce dernier sera vacant.

2) Département des Travaux Municipaux, Service des Espaces Verts

Création d'un poste de d'agent polyvalent

Création d'un poste de salarié dans la carrière de l'agent polyvalent (Carrière A3 prévue par la CCT des ouvriers des communes du Sud) au service des Espaces Verts.

Rapport de Madame le chef de service du service structures et organisation du 7 janvier 2019 aux termes duquel l'engagement d'un travailleur handicapé âgé de 62 ans travaillant pour le service des Espaces Verts dans le régime ATI depuis plus de 7 ans, est proposé dans le cadre du projet REVIS. Pour les personnes âgées de plus de 50 ans, les frais salariaux sont remboursés à 100% (le plafond maximal correspond à 150% du salaire social minimum) jusqu'au jour de l'attribution d'une pension de vieillesse.

Création de 10 postes de d'agents polyvalents

Création de dix postes de salarié dans la carrière de l'agent polyvalent (Carrière A3 prévue par la CCT des ouvriers des communes du Sud) au service des Espaces Verts.

Rapport de Madame le chef de service du service structures et organisation du 8 janvier 2019 aux termes duquel l'engagement de 10 chômeurs longue durée mis à disposition par l'ADEM via des contrats OTI pour le service des Espaces Verts est proposé dans le cadre du projet REVIS. Pour six d'entre eux, âgés de plus de 50 ans, les frais salariaux sont remboursés à 100% (le plafond maximal correspond à 150% du salaire social minimum) jusqu'au jour de l'attribution d'une pension de vieillesse. Pour les quatre autres, les frais de salaire sont remboursés à hauteur de 100% la première année, 80% la deuxième année, 60% la troisième année ; il n'y a plus de remboursement au-delà de 3 années.

3) Service des Sports, Equipe Outdoor

Création de 5 postes de d'agents de nettoyage

Création de cinq postes de salarié dans la carrière de l'agent de nettoyage (Carrière A2 prévue par la CCT des ouvriers des communes du Sud) au sein de l'équipe Outdoor.

Rapport de Madame le chef de service du service structures et organisation du 8 janvier 2019 aux termes duquel l'engagement de 5 chômeurs longue durée mis à disposition par l'ADEM via des contrats ATI pour le nettoyage des infrastructures sportives est proposé dans le cadre du projet REVIS. Pour un d'entre eux, âgé de plus de 50 ans, les frais salariaux sont remboursés à 100% (le plafond maximal correspond à 150% du salaire social minimum) jusqu'au jour de l'attribution d'une pension de vieillesse. Pour les quatre autres, les frais de salaire sont remboursés à hauteur de 100% la première année, 80% la deuxième année, 60% la troisième année ; il n'y a plus de remboursement au-delà de 3 années.

4) Service des Sports, Equipe Indoor : Mise en place d'une buvette au sein du centre sportif E Mayrisch

Rapport de Madame le chef de service du service structures et organisation du 6 septembre 2018.

1) Création d'un poste de cuisinier détenteur d'un CATP.

Les tâches du cuisinier sont les suivantes :

- Préparation des repas journaliers
- Commande des aliments nécessités
- Gestion des crédits budgétaires disponibles
- Travaux de gestion d'une cuisine s'occupant de restauration collective
- Travaux de nettoyage et de remise en ordre de la cuisine après confection des repas
- Exécution de tous travaux imprévisibles à l'heure actuelle, incombant normalement à un cuisinier affecté à la cuisine responsable pour la confection de repas pour la buvette au COHS

Ces tâches ne sont pas exhaustives et pourront évoluer en fonction des besoins du service.

Le profil adéquat pour le poste de cuisinier qui sera classé dans la carrière H3 est le suivant :

- Parler le luxembourgeois, le français et l'allemand
- Résistance au stress
- Sens de l'organisation
- Flexibilité au niveau des horaires puisque la buvette sera idéalement ouverte entre 11h et minuit
- Etre détenteur d'un DAP/CATP de cuisinier et ayant suivi la formation HORESCA permettant d'obtenir l'autorisation de commerce

2) Création d'un poste d'aide-cuisinier

Les tâches de l'aide-cuisinier sont les suivantes :

- Assistance au cuisinier dans les tâches de préparation des repas journaliers ainsi qu'aux travaux de nettoyage et de remise en ordre de la cuisine après la confection des repas
- Exécution de tous travaux imprévisibles à l'heure actuelle, incombant normalement à un aide cuisinier affecté à la buvette du COHS

Ces tâches ne sont pas exhaustives et pourront évoluer en fonction des besoins du service.

Le profil adéquat pour l'aide-cuisinier qui sera classé dans la carrière A2 est le suivant :

- Parler le luxembourgeois, le français et l'allemand
- Résistance au stress
- Habileté, agilité et rapidité
- Bonne mémoire
- Flexibilité au niveau des horaires puisque la buvette sera idéalement ouverte entre 11h et minuit
- Une expérience professionnelle dans ce secteur sera considérée comme un avantage.

3) Création de 4 postes de salarié « service »

Les salariés de la buvette devront assurer le service dans le café et ce du petit déjeuner à la fermeture.

Les tâches des salariés « Service » sont les suivantes :

- Préparation de boissons et petite restauration

- Service
 - Dresser les tables
 - Prendre les commandes
 - Servir les clients
 - Encaisser les clients
 - Débarrasser
- Décompte de la caisse

Le profil adéquat pour les salariés « Service » qui seront classés dans la carrière A3 (CCT ouvriers Sud) est le suivant :

- Parler le luxembourgeois, le français et l'allemand (la connaissance de l'anglais constitue un atout)
- Excellent sens de la relation client : amabilité, politesse, discrétion
- Résistance au stress
- Habileté, agilité et rapidité
- Bonne mémoire
- Flexibilité au niveau des horaires puisque la buvette sera idéalement ouverte entre 11h et minuit
- Une expérience professionnelle dans ce secteur sera considérée comme un avantage.

5) Maisons Relais - Administration :

Création d'un poste d'agent administratif classé dans la carrière C4, sous-groupe profession administrative

Création sous le régime du salarié à tâche intellectuelle d'un poste d'agent administratif classé dans la carrière C4, sous-groupe profession administrative, de la convention collective de travail pour le secteur d'aide et de soins et pour le secteur social actuellement en vigueur (en abrégé CCT SAS).

Rapport de Madame le chef de service du service structures et organisation du 8 janvier 2019.

La mission du nouveau titulaire est définie comme suit :

- Accueil au guichet :
- Gestion du Pool des remplaçants du personnel d'encadrement, de cuisine et de nettoyage :
 - Etablir le plan de travail mensuel sur base des demandes des différentes Maisons Relais
 - Remplacement des absences spontanées journalières
 - Relation étroite avec les remplaçants, gestion de leurs absences et congés
 - Informations des nouveautés auprès de la commune
 - Mise à jour de l'horaire mobile des remplaçants
- Inscription et gestion des enfants :
 - Réception et contrôle des dossiers des enfants
 - Saisie des enfants sur les listes d'attentes ou des Maisons Relais respectives
 - Changements, modifications et désinscriptions des enfants dans la base de donnée
 - Gestion des dossiers des enfants
 - Etablissement de certificats d'inscription
 - Gestion de la base de données (GESCOM)
 - Inscriptions des présences planifiées dans le système de facturation
 - Etablissements des listes pour les différentes Maisons Relais
 - Relation avec d'autres services de la commune et du ministère s'occupant des enfants scolarisés et plus jeunes à besoins spécifiques
- Organisation des vacances scolaires :
 - Envoi des courriers d'inscription aux parents
 - Inscriptions des enfants pour les vacances scolaires
 - Inscriptions des présences planifiées dans le système de facturation
- Chèques service :
 - Réception des dossiers en vue de l'établissement de la carte chèque service
 - Rédaction du contrat carte chèque service
- Etroite collaboration avec le gestionnaire des Maisons Relais et assurer son remplacement

Suppression par voie de conséquence auprès de l'Administration des Maisons Relais du poste de rédacteur (groupe de traitement B1, sous-groupe administratif) après le départ de l'actuel titulaire.

B) Prolongations de stages

1) Prolongation de la durée du stage d'un an de **Madame Sylvie Muller**, née le 9 août 1994, nommée provisoirement avec effet au 1^{ier} mai 2017 aux fonctions d'agent municipal.

Motif: ajournement dans une matière.

Demande de prolongation de stage de l'intéressée du 28 décembre 2018.

C) Primes d'astreinte.

1) Allocation avec effet au 1^{er} octobre 2018 d'une prime d'astreinte fixe à **Monsieur Tom Favaro**, né le 13 octobre 1975, préposé en charge du service technique bâtiment qui s'occupe de la maintenance technique tant au niveau électrique qu'au niveau chauffage-sanitaire. L'intéressé est appelé à remplir ses missions et à intervenir de manière fréquente pendant les heures d'astreinte.

La prime d'astreinte afférente est à fixer à 22 points indiciaires.

Esch-sur-Alzette, le 16 janvier 2019.
Service du personnel.

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point



Ville d'Esch-sur-Alzette

Esch-sur-Alzette, le 11 janvier 2019

Au Collège des Bourgmestre et Echevins

Concerne : ordre du jour du Conseil Communal du 11 janvier 2019 - Transactions immobilières

Par la présente, je vous sou mets le point suivant à mettre à l'ordre du jour du prochain Conseil Communal.

Acte de vente entre la Ville et ESCHO S.A.

La partie venderesse, ESCHO S.A., ici représentée par Monsieur Jean-Louis Beaujean et Monsieur Thierry Beaujean, cède à la Ville dans un immeuble en copropriété, sis à Esch/Alzette, 85, rue de l'Alzette, inscrit au cadastre comme suit :

- **Commune d'Esch-sur-Alzette, section A d'Esch-Nord**

Numéro 1467/18198, lieu-dit : « rue de l'Alzette », place (occupée), bâtiment à habitation, contenant 03 ares 85 centiares

o **en propriété privative et exclusive :**

- **Local de poubelles** constituant le lot numéro 001/U/A/81, au sous-sol, avec une surface pondérée de 5,46m², faisant une quotité de 3,208/1000ièmes
- **Commerce-duplex** constituant le lot numéro 006/U/B/81, au sous-sol, avec une surface pondérée de 199,09m²
- **Commerce-duplex** constituant le lot numéro 007U/B/00, au rez-de-chaussée, avec une surface pondérée de 259,82 m², faisant une quotité de 305,341/1000ièmes

o **en copropriété et indivision forcée :**

- Cinq cent quarante-deux virgule cinq cent vingt millièmes des parties communes, y compris le sol ou terrain (3,208 + 233,971 + 305,341 = 542,520/1000ièmes).

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix de vente de 2.500.000,-€.

Veuillez agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes meilleurs sentiments.



Melissa Lima
Service des Biens fonciers

PROJET

VENTE

No. Du 25 janvier 2019

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-cinq janvier.

Pardevant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

Ont comparu:

D'UNE PART COMME VENDEUR

La société anonyme « **ESCHO S.A.** » numéro d'identité n° 20112218042, établie et ayant son siège social à L-8064 Bertrange, 21, Cité Millewee, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 162904,

constitué aux termes d'un acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 05 août 2011, publié au Mémorial C, numéro 2176 en date du 16 septembre 2011,

dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis sa constitution, ici représentée par deux administrateurs :

Monsieur Jean-Louis BEAUJEAN, demeurant professionnellement à Bertrange

Monsieur Thierry BEAUJEAN, demeurant professionnellement à Bertrange, nommé aux termes de l'assemblée générale extraordinaire, tenue en suite de la prédite constitution et dont le mandat a été renouvelé aux termes de l'assemblée générale du 14 août 2017 publié au Recueil Électronique des Sociétés et Associations sous le numéro RESA_2017_220 en date du 19 septembre 2017.

ci-après dénommé "la partie venderesse" ;

D'AUTRE PART COMME ACQUEREUR

L'**Administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette**, numéro national 0000 5132 045,

représentée aux fins des présentes par son collègue des bourgmestre et échevins, à savoir: Monsieur Georges MISCHO, bourgmestre, Monsieur

Martin KOX, Monsieur André ZWALLY et Monsieur Pim KNAFF, échevins, et Madame Mandy RAGNI, échevine, tous demeurant à Esch-sur-Alzette,

ci-après dénommée "la partie acquéreuse", d'autre part;

Lesquelles parties comparantes ont requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit l'acte de vente qu'ils ont arrêté et conclu entre eux:

La partie venderesse déclare par les présentes avoir vendu, cédé et transporté en pleine propriété, en s'obligeant à toutes les garanties de fait et de droit, à la partie acquéreuse, ici présente et ce acceptant, tous ses droits et parts de l'immeuble suivant, inscrit au cadastre comme suit:

Dans un immeuble en copropriété sis à Esch/Alzette, 85, rue de l'Alzette, inscrit au cadastre comme suit:

- Commune d'Esch-sur-Alzette, section A d'Esch-Nord -

Numéro **1467/18198**, lieu-dit: "rue de l'Alzette", place (occupée), bâtiment à habitation, contenant **03 ares 85 centiares**

a) en propriété privative et exclusive:

* **Local de poubelles** constituant le lot numéro **001/U/A/81**, au sous-sol, avec une surface pondérée de cinq virgule quarante-six mètres carrés (5,46 m²), faisant une quotité de **3,208/1000ièmes**

Le local de poubelles est à usage de cave.

* **Commerce-duplex** constituant le lot numéro **006/U/B/81**, au sous-sol, avec une surface pondérée de cent quatre-vingt-dix-neuf virgule zéro neuf mètres carrés (199,09 m²), faisant une quotité de **233,971/1000ièmes**

* **Commerce-duplex** constituant le lot numéro **007/U/B/00**, au rez-de-chaussée, avec une surface pondérée de deux cent cinquante-neuf virgule quatre-vingt-deux mètres carrés (259,82 m²), faisant une quotité de **305,341/1000ièmes**

b) en copropriété et indivision forcée:

Cinq cent quarante-deux virgule cinq cent vingt millièmes des parties communes, y compris le sol ou terrain (3,208 + 233,971 + 305,341 = 542,520/1.000ièmes).

Origine de propriété.

La partie venderesse a acquis lesdits immeubles aux termes d'un acte de vente reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 27 septembre 2011, transcrit au deuxième bureau des hypothèques à Luxembourg, le 04 octobre 2011, volume 1844, numéro 37.

Prix de vente

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix de vente de **deux millions cinq cent mille euros (2.500.000,- €)**

Ce prix est payable par la Ville d'Esch/Alzette endéans trois mois à partir de l'approbation de l'acte notarié par les autorités supérieures compétentes, et sur le vu d'un certificat délivré par le Conservateur des Hypothèques à Luxembourg constatant que l'immeuble vendu est libre de toutes charges privilégiées et hypothécaires, sans intérêts jusque là ou sur base d'une recherche hypothécaire avec une lettre du créancier qui réclame la totalité du produit de vente.

Tous les paiements se feront sans déduction et à l'exclusion de toute compensation, en bonnes espèces ayant cours dans les caisses de l'État, entre les mains et contre les quittances du notaire soussigné, sans que celui-ci ne puisse être considéré comme notaire receveur à ce constitué.

Renonciation au privilège du vendeur et à l'action résolutoire.

A la demande du notaire instrumentaire la partie venderesse déclare renoncer expressément au droit de résolution et au privilège du vendeur et dispenser Monsieur le Conservateur de toute inscription à prendre en vertu du présent acte.

Droit de préemption.

Sur la demande expresse du notaire instrumentaire, la partie venderesse déclare que l'objet de vente n'est grevé d'aucun droit de préemption au profit d'un tiers.

Entrée en jouissance.

L'entrée en jouissance aura lieu à partir de l'approbation de l'acte notarié par les autorités supérieures compétentes.

Clauses et conditions.

1.- La partie acquéreuse prend les biens et droits immobiliers présentement vendus dans l'état dans lequel ils se trouvent actuellement, avec toutes les appartenances et dépendances, sans garantie de la part de la partie venderesse et sans pouvoir exercer aucun recours contre la partie venderesse pour quelque cause que ce soit, notamment pour mauvais état du sol ou sous-sol, vétusté, dégradations quelconques, vices de construction ou autres, apparents ou cachés, mitoyennetés, communautés ou aliègnement pouvant y être afférents, sous réserve de l'application de l'article 1646-1 du Code Civil.

Les parties déclarent que les locaux de commerce sont vendus dans un état non complètement achevé et que les frais concernant les travaux de parachèvement restent à charge de la partie acquéreuse.

Les parties déclarent être parfaitement informées quant à l'état d'achèvement des locaux présentement vendus et des travaux qui restent à charge de la partie acquéreuse, déclarant en faire leur propre affaire.

2.- La partie acquéreuse souffrira toutes les servitudes actives et passives, occultes et apparentes, légales et conventionnelles, qui pourraient être attachées aux biens et droits immobiliers présentement vendus. Elle fera valoir les unes et se défendra des autres, le tout à ses risques et périls et sans aucun recours contre la partie venderesse.

La partie venderesse déclare qu'elle n'a personnellement créé aucune servitude et qu'il n'est pas à sa connaissance qu'il en existe une à charge des biens et droits immobiliers présentement vendus.

3.- Il n'y aura de part et d'autre ni garantie ni répétition, soit pour raison de mauvais état, soit pour erreur dans la désignation cadastrale ou pour différence entre la mesure réelle et celle exprimée ; une telle différence, excédât-elle même un vingtième, serait au profit ou à la perte de la partie acquéreuse.

4.- La partie acquéreuse sera tenue de respecter les baux, soit verbaux, soit écrits, pouvant exister et sera par contre subrogée à partir de l'entrée en jouissance dans les droits de la partie venderesse contre les locataires ou fermiers.

Sur demande expresse du notaire instrumentant, la partie venderesse déclare qu'il n'existe ni bail oral ni bail écrit, ni aucune autre charge, obligation ou droit, grevant l'objet présentement vendu et entravant la libre jouissance par la partie acquéreuse de l'immeuble présentement vendu.

5.- A partir de l'entrée en jouissance, toutes les impositions et contributions grevant les biens et droits immobiliers vendus seront à charge de la partie acquéreuse.

6.- Les biens et droits immobiliers vendus sont vendus pour libres de toutes charges hypothécaires et privilégiées et de tous droits de résolution dans le chef de la partie venderesse ou de ses auteurs en ce sens que, s'il en existait, le produit de la vente serait employé jusqu'à due concurrence à les éteindre. Le notaire instrumentaire est chargé de provoquer la radiation à l'amiable aux frais de la partie venderesse. La partie acquéreuse ne pourra différer ou refuser le paiement du prix de vente en vertu de l'article 1653 du Code Civil.

7.- Tous les frais et honoraires des présentes sont à charge de la partie acquéreuse, toutes les parties en étant solidairement tenues envers le notaire.

Toutes les obligations à charge de la partie acquéreuse résultant du présent acte sont solidaires et indivisibles et lient pareillement ses héritiers et ayants-cause.

8.- La partie acquéreuse déclare avoir connaissance de ce que la copropriété par indivis avec les autres copropriétaires des parties de l'immeuble est une indivision forcée et que cette indivision ne tombe pas sous l'application de l'article 815 du Code civil.

9.- La partie acquéreuse doit assumer toutes les clauses et conditions du règlement général de copropriété et participer au règlement des charges communes conformément aux principes y énoncés, sous réserve de l'application des dispositions d'ordre public de la loi du 16 mai 1975, telle que modifiée et par le règlement grand-ducal du 13 juin 1975.

Ce règlement de copropriété a été arrêté dans un acte de base reçu par le notaire instrumentant en date de ce jour, qui sera transcrit dès avant ou en même temps que les présentes.

La partie acquéreuse reconnaît avoir reçu un exemplaire de ce règlement.

10.- Les charges communes courantes venues à échéance au jour de l'entrée en jouissance restent à charge de la partie venderesse. Toutes charges communes qui ne viennent à échéance que postérieurement au jour de l'entrée en jouissance sont à charge de la partie acquéreuse.

La partie venderesse s'engage à notifier le transfert de propriété au syndic et à faire dresser un décompte relativement aux avances sur frais communs payées par elle et les frais réels communs réduits jusqu'au jour de l'entrée en jouissance, la différence en plus ou en moins entre ces avances et les frais réels étant à bonifier ou à charge de la partie venderesse. A ce sujet, le notaire a attiré l'attention des parties sur le fait que la partie venderesse reste tenue des charges de copropriété jusqu'au jour de la notification au syndic et que la partie acquéreuse, à défaut de notification, devient redevable des arriérés de charges dus par la partie venderesse, sans préjudice de la solidarité résultant du dernier alinéa de l'article 25 de la loi modifiée sur la copropriété.

Les charges pour travaux de remise en état, de remplacement, d'amélioration et, le cas échéant de réfection de parties communes ou d'éléments d'équipement commun, décidés par l'assemblée des copropriétaires avant la date des présentes, lors même que leur exécution ne serait pas encore commencée, et/ou la charge liquide et exigible non encore décomptée restent, à défaut de convention contraire sous seing privé, à charge de la partie venderesse.

11.- La présente vente est consentie et acceptée aux clauses, conditions et dispositions résultant du règlement de copropriété susvisé. La partie acquéreuse est par le seul fait des présentes subrogée dans tous les droits et obligations de la partie venderesse résultant dudit document ; la partie acquéreuse s'oblige et oblige ses héritiers et ayants droits solidairement et indivisiblement entre eux à l'exécution du règlement de copropriété, pour autant que ces dispositions se rapportent aux parties privatives et aux quotités de copropriété dans les parties communes vendues par les présentes.

12.- Le notaire a encore attiré l'attention des parties sur le fait qu'un décompte doit être fait entre parties quant à la consommation d'énergie, respectivement des autres fournitures, par la lecture des compteurs afférents.

13.- La partie venderesse déclare, conformément à l'article 25 de la loi du 16 mai 1975, qu'il n'existe pas de syndic pour la copropriété dans laquelle les prédits lots sont vendus, et qu'elle est libre de tout engagement envers la copropriété de l'immeuble en copropriété sis à Esch/Alzette, 85, rue de l'Alzette; la partie venderesse s'engage de manière expresse à faire en sorte que la partie acquéreuse ne pourra être ni recherchée, ni inquiétée à ce sujet.

CONDITIONS PARTICULIERES

L'acte de vente des prédits immeubles, dont question au titre de propriété, contient les conditions spéciales dont la teneur suit et au respect desquelles l'acquéreur se soumet pour autant qu'elles puissent encore le concerner:

CONVENTION

Par la présente le propriétaire de la maison 85, rue de l'Alzette autorise le propriétaire de la maison 83, rue de l'Alzette à déverser l'eau de pluie provenant du pignon latéral de sa maison dans le tuyau d'écoulement de la maison 85, rue de l'Alzette. Cette autorisation toutefois est révocable à tout moment par le propriétaire de la maison 85, rue de l'Alzette et ne donnera droit à aucune servitude.

En outre le propriétaire de la maison 85, rue de l'Alzette autorise le propriétaire de la maison 83, rue de l'Alzette à munir d'un revêtement le pignon de sa maison dépassant la toiture de la maison 85, rue de l'Alzette, bien que ce revêtement dépasse de 5 cm la mitoyenneté. Toutefois cette autorisation ne donnera droit à aucune servitude et est révocable à tout moment par le propriétaire de la maison 85, rue de l'Alzette dans l'intérêt de sa maison.

En outre le propriétaire de la maison 83, rue de l'Alzette s'engage à supporter tous les frais d'entretien de ce revêtement et tous les frais de dégâts causés au propriétaire de la maison 85, rue de l'Alzette, qui peuvent en provenir.

Pour parer à toute servitude le propriétaire de la maison 83, rue de l'Alzette versera annuellement au propriétaire de la maison 85, rue de l'Alzette une somme de dix francs.

Fait en deux exemplaires à Esch-Alzette, le 12.11.65, un exemplaire étant destiné à chacun des signataires."

Certificat de performance énergétique.

La partie venderesse a remis, à l'instant, une copie du certificat de performance énergétique (passeport énergétique) daté du 30 avril 2018 de l'immeuble d'habitation faisant l'objet de la présente vente, à la partie acquéreuse qui le reconnaît expressément, conformément à l'article 11 du règlement

grand-ducal du 30 novembre 2007 concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation, tel que modifié.

La partie venderesse déclare qu'elle n'a pas pu établir un certificat de performance énergétique concernant les locaux de commerce présentement vendus étant donné qu'il reste à effectuer différents travaux de parachèvement, ce qui expressément accepté par la partie acquéreuse et avec décharge pour le notaire instrumentant.

Élection de domicile.

Pour l'exécution des présentes toutes les parties font élection de domicile en l'étude du notaire soussigné.

Approbation.

La présente transaction reste soumise à l'approbation du Conseil Communal de la Ville d'Esch/Alzette ainsi que des autorités supérieures compétentes.

Utilité publique.

Les représentants de la Ville d'Esch/Alzette déclarent, que cette acquisition a été faite dans un but d'utilité publique, à savoir pour des services ouverts au public par la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Déclaration en matière de blanchiment d'argent.

Les parties déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires effectifs de l'opération immobilière faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits ne proviennent pas d'une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment), respectivement d'un acte de terrorisme tel que défini à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Loi du 28 janvier 1948.

Avant de clore et conformément à la loi, le notaire instrumentaire a donné lecture aux parties, des articles 1 à 4 et 29 de la loi du vingt-huit janvier mil neuf cent quarante-huit, tendant à assurer la juste et exacte perception des droits d'enregistrement et de succession et il leur en a expliqué la portée dans une langue d'elles connue.

Toutes les parties au présent acte ont affirmé, chacune séparément, sous les peines édictées par l'article 29 précité, que le présent acte exprime l'intégralité du prix de vente, et le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance, il n'est modifié ou contredit par aucune contre-lettre contenant une éventuelle augmentation.

Sur demande expresse du notaire instrumentant, les parties ont affirmé que la présente vente a été conclue sans l'intervention d'un intermédiaire prévu par l'article 2 de la prédite loi du 28 janvier 1948.

Déclarations générales.

Les parties déclarent que leur identité est conforme à celle indiquée en tête des présentes et qu'elles ne sont pas dans un état civil, civique ou commercial mettant obstacle à la libre disposition de leurs biens.

La partie venderesse déclare qu'à la date du présent acte, il n'existe aucun litige ou menaces de propriétaires fonciers adjacents ou autres, et relatifs aux droits et biens immobiliers présentement vendus et qu'elle n'a pas connaissance de faits qui risquent de donner lieu à un tel litige.

Pouvoirs

Les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoirs à tous clercs et employés de l'étude du notaire instrumentant, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes, pour notamment mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et relatifs à l'état civil.

DONT ACTE.

Passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée dans une langue d'eux connue, les comparants, connus du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, ont signé le présent acte avec le notaire, qui certifie leur état civil dans le cadre et conformément aux dispositions de la loi du 26 juin 1953.



Ville d'Esch-sur-Alzette

Esch-sur-Alzette, le 11 janvier 2019

Au Collège des Bourgmestre et Echevins

Concerne : ordre du jour du Conseil Communal du 25 janvier 2019 - Transactions immobilières

Par la présente, je vous sou mets le point suivant à mettre à l'ordre du jour du prochain Conseil Communal.

Acte de cession entre la Ville et G.B. TECHNOTRUST

Acte de cession administratif par lequel la Ville acquiert de la société anonyme G.B. Technotrust une parcelle inscrite au cadastre dans la commune d'Esch-sur-Alzette, section A d'Esch-Nord, au lieu-dit « Rue de Belval », n° 1850/18513, place voirie, d'une contenance de 88 ca. La cession se fait à titre gratuit vu que la parcelle fait partie de la voirie de longue date et dans le but de l'intégrer dans le domaine public communal, donc avec un but d'utilité publique.

Veuillez agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Jessica Krebs
Service Biens fonciers

Rép. no.

VILLE D'ESCH-SUR-ALZETTE

ACTE DE CESSION

L'an deux mille dix-neuf,
le

entre

- 1) **L'Administration Communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette**, numéro d'identité national 0000 5132 045, établie à L – 4138 Esch-sur-Alzette, Place de l'Hôtel de Ville, représentée par son collège des Bourgmestre et Echevins actuellement en fonction, à savoir Monsieur Georges MISCHO, Bourgmestre, Monsieur Martin KOX, Monsieur André ZWALLY et Monsieur Pierre Marc KNAFF, échevins, Madame Mandy RAGNI, échevine

d'une part, et

- 2) **La société anonyme G.B. Technotrust.**, avec siège social à L-4170 Esch-sur-Alzette, 1, boulevard J.F. Kennedy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 70319 (numéro d'identité 2003 22 07 031), constituée suivant acte reçu par le notaire Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, le 15 juin 1999, publié au Mémorial C numéro 649 du 26 août 1999, modifiée en vertu d'un acte reçu par le notaire Robert SCHUMAN en date du 4 avril 2003, publiée au Mémorial C numéro 511 du 12 mai 2003,

ici représentée par Monsieur René Nicolas François GREISCH, employé privé, demeurant à L-4281 Esch-sur-Alzette, 59, rue Portland et Monsieur Maurizio BEI, gérant de sociétés, demeurant à L-4628 Differdange, rue Metzkimmert, habilités à engager valablement la société en toutes circonstances par leurs signatures conjointes,

d'autre part.

Il a été convenu la cession ci-après :

sous réserve d'une délibération approbative du Conseil Communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette, sous la garantie légale de fait et de droit, quitte et libre de toutes dettes, charges, privilèges et hypothèques, la partie

cédante prédésignée sub 2) déclare céder à la partie acquéreuse prédésignée sub 1)

Désignation

Une parcelle inscrite au cadastre dans la commune d'Esch-sur-Alzette dans la section A d'Esch-Nord sous le numéro 1850/18513, place voirie, au lieu-dit « Rue de Belval », d'une contenance de 88 ca.

Titre de propriété

La société anonyme G.B. Technotrust a acquis la parcelle inscrite au cadastre dans la commune d'Esch-sur-Alzette dans la section A d'Esch-Nord, numéro 1850/18513, au lieu-dit « Rue de Belval » en vertu d'un acte de vente reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, le 23 novembre 2007, transcrit au deuxième bureau des hypothèques à Luxembourg, le 30 novembre 2007, Vol. 1615, Art.77. La parcelle A 1850/18513 est un descendant d'une partie de la parcelle 1850/13957 suivant le mesurage n° 3082 du 18 mars 2014 signé par Monsieur Jean-François Lemperez, géomètre officiel auprès de Geolux G.O. et validé le 25 mars 2014 par Monsieur Gilbert Barzen, géomètre officiel auprès de l'Administration du Cadastre et de la Topographie.

Prix de vente

La présente cession se fait à titre gratuit vu que la parcelle fait partie de la voirie publique de longue date.

La parcelle doit être libre de tout droit de privilège, d'hypothèques et de résolution.

Charges et conditions

La prédite parcelle est cédée dans l'état où elle se trouve actuellement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et non apparentes y attachées, sans aucune garantie ni répétition de la part de la partie cédante pour erreur dans la désignation ou dans la contenance indiquée. Les différences éventuelles de mesures, en plus ou en moins, excédassent-elles un vingtième, seront au profit ou à la perte de la partie acquéreuse.

Les impositions et contributions, taxes et autres perceptions de l'Etat ou de la Commune grevant la propriété cédée sont à charge de la partie acquéreuse à partir du jour de l'entrée en jouissance, à l'exception de l'impôt foncier qui sera à sa charge à partir du 1^{er} janvier 2020.

Tous les frais et honoraires auxquels les présentes donneront lieu sont à charge de la partie acquéreuse.

Utilité publique

La Ville d'Esch-sur-Alzette déclare acquérir la parcelle, section A d'Esch-Nord, numéro 1850/18513 dans le but de respecter les alignements de rue et de les intégrer dans le domaine public communal. Vu que la parcelle fait partie de la voirie communale, l'utilité publique de la présente acquisition est donc donnée.

Déclaration

La Ville d'Esch-sur-Alzette déclare faire intégrer la parcelle, section A d'Esch-Nord, numéro 1850/18513 dans la voirie publique.

Entrée en jouissance

La partie acquéreuse est propriétaire de la propriété cédée et en aura la pleine et entière jouissance à partir du jour de l'approbation de la présente par le Conseil Communal.

Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile au Secrétariat Communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette.

DONT ACTE

Fait et passé au Secrétariat communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et, après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays aux comparants, et après que le soussigné bourgmestre, en conformité et dans le cadre de la loi du 26 juin 1953, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 11 novembre 2003 relative à la publicité foncière, a certifié l'identité des prénommés sub 2), ils ont tous signé le présent acte.

Georges MISCHO

Martin KOX

André ZWALLY

Pierre-Marc KNAFF

Mandy RAGNI

René GREISCH

Maurizio BEI

Convention CO-LABOR « Escher Holzmanufaktur »

Entre les soussignées :

L'Administration Communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette établie à L-4138 Esch-sur-Alzette, Place de l'Hôtel de Ville, représentée par son Collège des Bourgmestre et Échevins actuellement en fonction,

Monsieur Georges Mischo, bourgmestre,
Monsieur Martin Kox, échevin,
Monsieur André Zwally, échevin,
Monsieur Pierre-Marc Knaff, échevin,
Madame Mandy Ragni, échevine

d'une part,

et

la société CO-LABOR représentée par son Président M. Giancarlo de Toffoli et par son gérant M. Marc Kohl

d'autre part.

Article 1: Objet et mission

Dans le cadre de cette convention la société CO-LABOR s'engage à mettre en place pour le compte de l'Administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette, dans l'intérêt de la gestion sylvicole dans les massifs boisés, un projet pilote dénommé «Escher Holzmanufaktur» pour développer conjointement l'insertion socioprofessionnelle de demandeurs d'emploi.

Article 2: Durée

2.1. Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'une année et porte sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

2.2. Résiliation anticipée

Chacune des parties contractantes se réserve le droit de résilier, avec effet immédiat, la présente convention au cas où l'autre partie enfreint les dispositions. Toutefois, avant qu'une partie ne puisse exercer ce droit, elle doit avoir sommé l'autre partie contractante de se conformer aux stipulations de la convention.

Toute notification se fera par lettre recommandée avec accusé de réception, le tampon de la poste faisant foi.

Article 3: Fonctionnement de l' «Escher Holzmanufaktur»

La société coopérative CO-LABOR engagera pour l'exécution de ces travaux des demandeurs d'emploi inscrits à l'Administration de l'emploi et résidant sur le territoire de la Ville. Elle assurera l'encadrement social et la formation de ces chômeurs et toutes les mesures utiles à leur insertion socioprofessionnelle.

La réalisation du projet est censée se faire dans l'optique d'un développement durable de l'exploitation forestière en conformité avec les prescriptions des certifications forestières selon le label FSC (FOREST STEWARDSHIP COUNCIL).

Le projet «Escher Holzmanufaktur» prévoit pour les demandeurs d'emploi visés la création d'activités qui tournent autour du bois d'ouvrage et de la mise en place d'une menuiserie sur le terrain de la Ville pour construire du mobilier destiné avant tout à un usage extérieur.

Le projet est censé valoriser le bois local issu des forêts certifiées FSC de la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Son objet est la formation par la pratique de savoir-faire dans les travaux de menuiserie pour la construction de mobilier en bois, à commencer dans une première étape avec la construction de potagers surélevés pour balcons/terrasses et pour le jardin. Au fur et à mesure d'autres produits seront développés comme des bacs de plantation, des gloriottes, des pare-vues/vent, des poubelles, bancs etc.

Il est prévu à court terme pour ledit projet la réalisation d'une plus-value économique visant un autofinancement maximal de ces activités de production par le développement d'une commercialisation pour une clientèle privée.

Article 4: Locaux

La «Escher Holzmanufaktur» de CO-LABOR sera établie dans les locaux annexant (ateliers) la maison sise au 146, rue de Belval à L-4024 Esch-sur-Alzette.

CO-LABOR se charge de:

- l'aménagement du local en question
- la souscription de contrats (assurance risques locatifs et de responsabilité civile, fournitures énergétiques, enlèvement des ordures,...)
- toute autre taxe (taxes communales, ...).

Article 5: Financement du projet

5.1. participation aux frais d'exploitation

La Ville participe aux frais de fonctionnement à hauteur d'une somme ne pouvant dépasser **71.661,01 € TTC** pour l'année budgétaire **2019**.

5.3. Recettes

Deux tiers (2/3) des recettes sont à réinvestir directement dans l'activité afin de financer les investissements au niveau des équipements et des frais de marketing. Un décompte détaillé des sommes investies sera fourni à la Ville d'Esch-sur-Alzette, factures à l'appui.

Un tiers (1/3) est réservé pour la réalisation de travaux au bénéfice de la Ville. Un décompte détaillé, reprenant la nature des travaux, les consommables (factures à l'appui) et les services pour lesquels ces travaux ont été réalisés sera établi et transmis à la Ville d'Esch-sur-Alzette.

5.4. Budget

CO-LABOR présente annuellement et au plus tard pour le premier septembre à la Ville une proposition de Budget pour l'exercice budgétaire de l'année suivante.

5.5. Paiement

La Ville paiera la somme retenue pour l'année budgétaire en question, après réception d'un décompte annuel établi par CO-LABOR et parvenu à la Ville au plus tard le 15 mars de l'année suivante. Ce décompte tiendra compte des avances payées et détaillera toutes les dépenses et recettes en relation avec «Escher Holzmanufaktur».

Article 6: Généralités

Cette convention entrera en vigueur suite à son approbation par le Conseil Communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Article 7: Loi applicable et for juridique

La loi applicable au présent contrat est le droit luxembourgeois. Les cours et tribunaux luxembourgeois sont seuls compétents pour connaître d'éventuels litiges nés ou résultant de la présente Convention. En cas de désaccord, les parties s'obligent à tenter de trouver une solution à l'amiable à leur litige avant d'intenter toute autre procédure.

Fait en triple exemplaire à Esch-sur-Alzette, le 25 janvier 2019.

Pour l'Administration communale
de la Ville d'Esch-sur-Alzette

Pour CO-LABOR

Monsieur Georges Mischo,
Bourgmestre,

Monsieur Giancarlo de Toffoli
Président

Monsieur Martin Kox,
Échevin

Monsieur Marc Kohl
Gérant

Monsieur André Zwally,
Échevin

Monsieur Pierre-Marc Knaff,
Échevin

Madame Mandy Ragni,
Échevine

Convention CO-LABOR «Valobois»

Entre les soussignées :

L'Administration Communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette établie à L-4138 Esch-sur-Alzette, Place de l'Hôtel de Ville, représentée par son Collège des Bourgmestre et Échevins actuellement en fonction,

Monsieur Georges Mischo, bourgmestre,
Monsieur Martin Kox, échevin,
Monsieur André Zwally, échevin,
Monsieur Pierre-Marc Knaff, échevin,
Madame Mandy Ragni, échevine

d'une part,

et

la société CO-LABOR représentée par son Président M. Giancarlo de Toffoli et par son gérant M. Marc Kohl

d'autre part.

Article 1: Objet et mission

Dans le cadre de cette convention la société CO-LABOR s'engage à mettre en place pour le compte de l'Administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette, dans l'intérêt de la gestion sylvicole dans les massifs boisés, un projet pilote dénommé «Valobois» pour développer conjointement l'insertion socioprofessionnelle de demandeurs d'emploi.

Article 2: Durée

2.1. Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'une année et porte sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

2.2. Résiliation anticipée

Chacune des parties contractantes se réserve le droit de résilier, avec effet immédiat, la présente convention au cas où l'autre partie enfreint les dispositions. Toutefois, avant qu'une partie ne puisse exercer ce droit, elle doit avoir sommé l'autre partie contractante de se conformer aux stipulations de la convention.

Toute notification se fera par lettre recommandée avec accusé de réception, le tampon de la poste faisant foi.

Article 3: Fonctionnement de «Valobois»

Dans le cadre de cette convention la société CO-LABOR s'engage à mettre en place pour le compte de l'Administration communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette, dans l'intérêt de la gestion sylvicole dans les massifs boisés, un projet pilote dénommé «Valobois» pour développer conjointement l'insertion socioprofessionnelle de demandeurs d'emploi.

La société coopérative CO-LABOR engagera pour l'exécution de ces travaux des demandeurs d'emploi inscrits à l'Administration de l'emploi et résidant sur le territoire de la Ville. Elle assurera l'encadrement social et la formation de ces chômeurs et toutes les mesures utiles à leur insertion socioprofessionnelle.

La réalisation du projet est censée se faire dans l'optique d'un développement durable de l'exploitation forestière en conformité avec les prescriptions des certifications forestières selon le label FSC (FOREST STEWARDSHIP COUNCIL).

Le projet «Valobois» prévoit pour les demandeurs d'emploi visés la récolte et la valorisation des déchets de coupe non exploités dans la futaie et le perchis par la gestion forestière dans les forêts communales. Il prévoit également la construction de palettes box métalliques.

Le bois ainsi obtenu est traité et transformé selon les règles de l'art dans l'intérêt de la production et du conditionnement en bois de chauffage par sac et en vrac en vue de sa commercialisation.

Son objet est la formation par la pratique de savoir-faire dans les travaux forestiers et plus spécifiquement la valorisation de déchets d'exploitation forestière locale.

Il est prévu à court terme pour ledit projet la réalisation d'une plus-value économique permettant un autofinancement maximal de ces activités de production dans le cadre d'un entretien supplémentaire desdits massifs boisés.

Article 4: Locaux

«Valobois» de CO-LABOR sera établie dans un local (hangar) sis dans la cité jardinière «Op der Gläicht» à Esch-sur-Alzette.

CO-LABOR se charge de:

- l'aménagement du local en question
- la souscription de contrats (assurance risques locatifs et de responsabilité civile, fournitures énergétiques, enlèvement des ordures,...)
- toute autre taxe (taxes communales, ...).

Article 5: Financement du projet

5.1. Participation aux frais d'exploitation

La Ville participe aux frais de fonctionnement à hauteur d'une somme ne pouvant dépasser **32.058,01 € TTC** pour l'année budgétaire **2019**.

5.3. Recettes

Deux tiers (2/3) des recettes sont à réinvestir directement dans l'activité afin de financer le coût de la commercialisation et produire des palettes box supplémentaires. Un décompte détaillé des sommes investies sera fourni à la Ville d'Esch-sur-Alzette, factures à l'appui.

Un tiers (1/3) est réservé pour la réalisation de travaux au bénéfice de la Ville. Un décompte détaillé, reprenant la nature des travaux, les consommables (factures à l'appui) et les services pour lesquels ces travaux ont été réalisés sera établi et transmis à la Ville d'Esch-sur-Alzette.

5.4. Budget

CO-LABOR présente annuellement et au plus tard pour le premier septembre à la Ville une proposition de Budget pour l'exercice budgétaire de l'année suivante.

5.5. Paiement

La Ville paiera la somme retenue pour l'année budgétaire en question, après réception d'un décompte annuel établi par CO-LABOR et parvenu à la Ville au plus tard le 15 mars de l'année suivante. Ce décompte tiendra compte des avances payées et détaillera toutes les dépenses et recettes en relation avec «Valobois».

Article 6: Généralités

Cette convention entrera en vigueur suite à son approbation par le Conseil Communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Article 7: Loi applicable et for juridique

La loi applicable au présent contrat est le droit luxembourgeois. Les cours et tribunaux luxembourgeois sont seuls compétents pour connaître d'éventuels litiges nés ou résultant de la présente Convention. En cas de désaccord, les parties s'obligent à tenter de trouver une solution à l'amiable à leur litige avant d'intenter toute autre procédure.

Fait en triple exemplaire à Esch-sur-Alzette, le 25 janvier 2019.

Pour l'Administration communale
de la Ville d'Esch-sur-Alzette

Pour CO-LABOR

Monsieur Georges Mischo,
Bourgmestre,

Monsieur Giancarlo de Toffoli
Président

Monsieur Martin Kox,
Échevin

Monsieur Marc Kohl
Gérant

Monsieur André Zwally,
Échevin

Monsieur Pierre-Marc Knaff,
Échevin

Madame Mandy Ragni,
Échevine

CONVENTION

En exécution de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et des articles 2 et 45 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental,

entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par Monsieur Claude Meisch, Ministre de l'Education Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ci-après dénommé « l'Etat »,

d'une part,

et

la Ville d'Esch-sur-Alzette, représentée par son collège des bourgmestre et échevins actuellement en fonctions, à savoir :

Monsieur Mischo Georges, bourgmestre,
Monsieur Knaff Pierre-Marc, échevin,
Monsieur Kox Martin, échevin,
Madame Ragni Mandy, échevine,
Monsieur Zwally André, échevin,

ci-après dénommée « la Ville »,

d'autre part,

en matière de mise à disposition temporaire de personnel socio-éducatif engagé sous contrat à durée indéterminée de la Ville à l'Etat.

Article 1^{er}. - Objet

La présente convention a pour objet la mise à disposition temporaire de personnel socio-éducatif, dénommé ci-après « agent », dans le cadre de l'application des lois modifiées du 6 février 2009 précitées.

Cette mise à disposition consiste en l'exécution, par l'agent, de la tâche telle que définie à l'article 2, paragraphe 7, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

L'identité, la fonction et la qualité de l'agent, ainsi que les modalités concernant la fin de la mise à disposition figurent à l'annexe de la présente convention, qui en fait partie intégrante. La liste regroupant l'identité des personnes, figurant à l'annexe, peut être modifiée par le biais d'un avenant signé par les deux parties à la convention. Ladite annexe est mise à jour à la fin de l'année scolaire.

Article 2. - Obligation d'information de la Ville

Un mois au plus tard après la signature de la présente convention, la Ville fait parvenir à l'Etat, pour chaque agent repris à l'annexe de la convention, la « feuille de renseignements », accompagnée de tous les documents nécessaires en vue de constituer le dossier personnel et de calculer la rémunération versée par l'Etat.

La Ville s'engage à transmettre à l'Etat, en cas de changement de la situation personnelle ou administrative de l'agent et dès qu'elle en dispose, une copie de la ou des pièces justificatives.

Pour le 15 octobre de chaque année au plus tard, la Ville envoie, pour chaque agent, un décompte détaillé des rémunérations versées pendant l'année scolaire écoulée.

Article 3. - Conditions de rémunération, droit du travail, tutelle administrative

L'Etat prend à charge le traitement légal ou la rémunération perçue en raison de l'exécution de la tâche prévue à l'article 1^{er} de la présente convention, sous réserve que la part de l'Etat ne dépasse pas le montant qui résulterait de l'application des dispositions légales et réglementaires applicables aux fonctionnaires et employés de l'Etat.

Cette mise à disposition n'a aucune influence sur l'ancienneté acquise antérieurement, y compris les autres avantages de quelque nature qu'ils soient.

L'agent engagé sous le statut de l'employé communal reste soumis aux dispositions de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et du règlement grand-ducal modifié du 15 novembre 2001 concernant le régime des employés communaux, en ce qui concerne, notamment, le supérieur hiérarchique, les droits et devoirs, la protection du fonctionnaire, les dispositions concernant le volet disciplinaire, ainsi que la résiliation du contrat de travail.

L'agent engagé sous le statut de salarié au service de la Ville est soumis aux dispositions de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail.

Lors de l'exécution de leur tâche dans les écoles fondamentales, l'agent agit sous l'autorité directe du directeur de région de la direction de région Esch-sur-Alzette.

Article 4. - Congés

L'agent a droit à un congé ordinaire de récréation, tel que fixé par la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et le règlement grand-ducal modifié du 3 février 2012 fixant le régime des congés des fonctionnaires et employés de l'État.

Ce congé doit être pris pendant la période des vacances et des congés scolaires, telle que fixée par le règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 1980 fixant le régime des vacances et congés scolaires et les règlements grand-ducaux pris en exécution de l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 1980 précité.

Article 5. - Remboursement des frais de personnel

Le remboursement des frais de personnel se fait conformément aux dispositions de l'article 76, paragraphe 2, point 1 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et de l'article 45 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental sous réserve des dispositions suivantes.

L'Etat s'engage à rembourser à la Ville les frais et émoluments liés à la mise à disposition, à l'exclusion de la part salariale et des avantages pécuniaires éventuels concédés à l'agent par la Ville, et sous réserve que la part de l'Etat ne dépasse pas le

montant qui résulterait de l'application des dispositions légales et réglementaires applicables aux fonctionnaires et employés de l'Etat.

Ce remboursement se fait sur base d'une demande de remboursement annuelle, munie d'un dossier complet conformément aux modalités prévues à l'article 2 de la présente convention, à adresser par la Ville au service des ressources humaines du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. En cas de dossier incomplet, aucun remboursement de l'Etat ne pourra être effectué.

La participation financière de l'Etat se fait sous forme, d'une part, d'une avance versée au début de l'exercice budgétaire en cours et, d'autre part, du paiement du solde à la fin de l'exercice budgétaire en cours suivant les modalités ci-après :

1. La Ville introduit une demande formelle au plus tard pour le 15 janvier de l'exercice budgétaire en cours.
2. Après vérification du montant total perçu au cours de l'année scolaire écoulée par le personnel repris à l'annexe, une avance couvrant au maximum 50 % du total précité est versée par l'Etat à la Ville. L'Etat s'engage à verser l'avance en question au plus tard deux mois après la réception de la demande de la Ville.
3. Pour le 1^{er} décembre au plus tard, un décompte détaillé provisoire, établi par l'Etat, est envoyé, pour information, à la Ville. Celle-ci dispose jusqu'au 31 décembre de l'exercice budgétaire en cours pour communiquer d'éventuelles erreurs à l'Etat, en remettant un dossier détaillé en la matière. Au-delà de ce délai, les données de l'Etat servent de base à l'établissement du décompte détaillé final. Le solde restant dû est payé à la Ville avant la fin de l'exercice budgétaire subséquent.

Article 6. - Effet et dénonciation

La présente convention est conclue pour la durée d'une année et prend effet le 17 septembre 2018.

Elle est reconduite tacitement d'une année à l'autre, à moins d'avoir été dénoncée par l'une des parties au moins six mois avant le début de l'année scolaire à partir de laquelle la convention est vouée à ne plus produire d'effets, moyennant lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7. - Approbation

La présente convention est soumise à l'approbation du conseil communal de la Ville et du ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions, dans le cas où elle dépasse la valeur de 100.000 euros, conformément à l'article 173^{ter} de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

Les parties se réfèrent aux dispositions légales en vigueur pour tout ce qui n'est pas prévu à la présente convention qui constate de manière exhaustive l'intégralité des relations entre parties.

Fait en quadruple exemplaire à Luxembourg, le 19.12.2018

Pour l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Le Ministre de l'Education nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse



Pour la Ville d'Esch-sur-Alzette
Le collège des bourgmestre et
échevins



Annexe

à la convention conclue entre l'Etat, représenté par le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et la Ville d'Esch-sur-Alzette, représentée par son collège des bourgmestre et échevins actuellement en fonctions, en matière de mise à disposition temporaire de personnel socio-éducatif engagé sous contrat à durée indéterminée, conformément à la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et aux articles 2 et 45 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Sont visés par cette mise à disposition temporaire les agents relevés ci-après :

- | | | |
|---------------------|-------------------|--------------------|
| 1. Schaack Monique | 1964 07 14 185 84 | assistante sociale |
| 2. Friob Ginette | 1968 07 17 349 31 | assistante sociale |
| 3. Goelhausen Sarah | 1989 04 24 263 52 | assistante sociale |

La mise à disposition prend effet le 17 septembre 2018 pour une durée d'une année et sera reconduite d'année en année à moins d'avoir été dénoncée suivant les modalités prévues à l'article 6 de la convention.

CONVENTION

En exécution de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et des articles 2 et 45 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;

entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par Monsieur Claude Meisch, Ministre de l'Education Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ci-après dénommé « l'Etat »»,

d'une part,

et

la Ville d'Esch-sur-Alzette, représentée par son collège des bourgmestre et échevins actuellement en fonctions, à savoir :

Monsieur Mischo Georges, bourgmestre,
Monsieur Knaff Pierre-Marc, échevin,
Monsieur Kox Martin, échevin,
Madame Ragni Mandy, échevine,
Monsieur Zwally André, échevin,

ci-après dénommée « la Ville »,

d'autre part,

en matière de mise à disposition temporaire de chargés de cours engagé sous contrat à durée indéterminée de la Ville à l'Etat.

Article 1^{er}. - Objet

La présente convention a pour objet la mise à disposition temporaire de chargés de cours, dénommé ci-après « agent », de la Ville à l'Etat dans le cadre de l'application des lois modifiées du 6 février 2009 précitées.

Cette mise à disposition consiste en l'exécution, par l'agent, de la tâche telle que définie à l'article 15 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental et au règlement grand-ducal modifié du 23 mars 2009 fixant le détail de la tâche des chargés de cours, membres de la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental.

L'identité, la fonction et la qualité de l'agent, ainsi que les modalités concernant la fin de la mise à disposition figurent à l'annexe de la présente convention, qui en fait partie intégrante. La liste regroupant l'identité des personnes, figurant à l'annexe, peut être modifiée par le biais d'un avenant signé par les deux parties à la convention. Ladite annexe est mise à jour à la fin de l'année scolaire.

Article 2. - Obligation d'information

Un mois au plus tard après la signature de la présente convention, la Ville fait parvenir à l'Etat, pour chaque agent repris à l'annexe de la présente convention, la « feuille de renseignements », accompagnée de tous les documents nécessaires en vue de constituer le dossier personnel et de calculer la rémunération versée par l'Etat.

La Ville s'engage à transmettre à l'Etat, en cas de changement de la situation personnelle ou administrative de l'agent et dès qu'elle en dispose, une copie de la ou des pièces justificatives.

Pour le 15 octobre de chaque année au plus tard, la Ville envoie, pour chaque agent, un décompte détaillé des rémunérations versées pendant l'année scolaire écoulée.

Article 3. - Conditions de rémunération, droit du travail, tutelle administrative

L'Etat prend à charge le traitement légal ou la rémunération perçue en raison de l'exécution de la tâche prévue à l'article 1^{er} de la présente convention, sous réserve que la part de l'Etat ne dépasse pas le montant qui résulterait de l'application des dispositions légales et réglementaires applicables aux fonctionnaires et employés de l'Etat.

Cette mise à disposition n'a aucune influence sur l'ancienneté acquise antérieurement, y compris les autres avantages de quelque nature qu'ils soient.

L'agent engagé sous le statut de l'employé communal reste soumis aux dispositions de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et du règlement grand-ducal modifié du 15 novembre 2001 concernant le régime des employés communaux, en ce qui concerne, notamment, le supérieur hiérarchique, les droits et les devoirs, la protection du fonctionnaire, les dispositions concernant le volet disciplinaire, ainsi que la résiliation du contrat de travail.

L'agent engagé sous le statut de salarié au service de la Ville est soumis aux dispositions de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du Travail.

Lors de l'exécution de sa tâche dans les écoles fondamentales, l'agent agit sous l'autorité directe du directeur de région de la direction de région Esch-sur-Alzette.

Article 4. - Congés

L'agent a droit à un congé ordinaire de récréation, tel que fixé par la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat et le règlement grand-ducal modifié du 3 février 2012 fixant le régime des congés des fonctionnaires et employés de l'Etat.

Article 5. - Remboursement des frais de personnel

Le remboursement des frais de personnel se fait conformément aux dispositions de l'article 76, paragraphe 2, point 1 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et de l'article 45 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental sous réserve des dispositions suivantes.

L'Etat s'engage à rembourser à la Ville les frais et émoluments liés à la mise à disposition, à l'exclusion de la part salariale et des avantages pécuniaires éventuels concédés à l'agent par la Ville, et sous réserve que la part de l'Etat ne dépasse pas le montant qui résulterait de l'application des dispositions légales et réglementaires applicables aux fonctionnaires et employés de l'Etat.

Ce remboursement se fait sur base d'une demande de remboursement annuelle, munie d'un dossier complet conformément aux modalités prévues à l'article 2 de la

présente convention, à adresser par la Ville au service des ressources humaines du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. En cas de dossier incomplet, aucun remboursement de l'Etat ne pourra être effectué.

La participation financière de l'Etat se fait sous forme, d'une part, d'une avance versée en début de l'exercice budgétaire en cours et, d'autre part, du paiement du solde à la fin de l'exercice budgétaire en cours suivant les modalités ci-après :

1. La Ville introduit une demande formelle au plus tard pour le 15 janvier de l'exercice budgétaire en cours.
2. Après vérification du montant total perçu au cours de l'année scolaire écoulée par le personnel repris à l'annexe, une avance couvrant au maximum 50 % du total précité est versée par l'Etat à la Ville. L'Etat s'engage à verser l'avance en question au plus tard deux mois après la réception de la demande de la Ville.
3. Pour le 1^{er} décembre au plus tard, un décompte détaillé provisoire, établi par l'Etat, est envoyé, pour information, à la Ville. Celle-ci dispose jusqu'au 31 décembre de l'exercice budgétaire en cours pour communiquer d'éventuelles erreurs à l'Etat, en remettant un dossier détaillé en la matière. Au-delà de ce délai, les données de l'Etat servent de base à l'établissement du décompte détaillé final. Le solde restant dû est payé à la Ville avant la fin de l'exercice budgétaire subséquent.

Article 6. - Effet et dénonciation

La présente convention est conclue pour la durée d'une année et prend effet le 17 septembre 2018.

Elle est reconduite tacitement d'une année à l'autre, à moins d'avoir été dénoncée par l'une des parties au moins six mois avant le début de l'année scolaire à partir de laquelle la convention est vouée à ne plus produire d'effets, moyennant lettre recommandée avec accusé de réception.

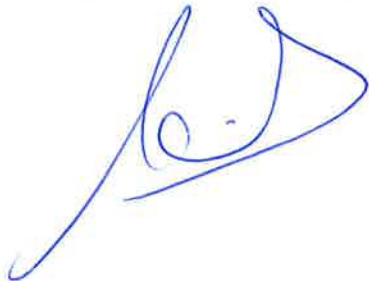
Article 7. - Approbation

La présente convention est soumise à l'approbation du conseil communal de la Ville et du ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions, dans le cas où elle dépasse la valeur de 100.000 euros, conformément à l'article 173^{ter} de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

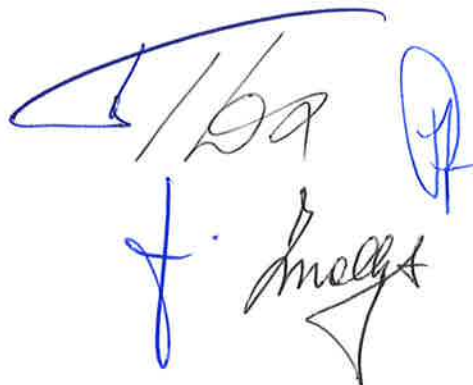
Les parties se réfèrent aux dispositions légales en vigueur pour tout ce qui n'est pas prévu à la présente convention qui constate de manière exhaustive l'intégralité des relations entre parties.

Fait en quadruple exemplaire à Luxembourg, le 19.12.2018

Pour l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg
Le Ministre de l'Education nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse



Pour la Ville d'Esch-sur-Alzette
Le collège des bourgmestre et
échevins



Annexe

à la convention conclue entre l'Etat, représenté par le Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et la Ville d'Esch-sur-Alzette, représentée par son collège des bourgmestre et échevins actuellement en fonctions, en matière de mise à disposition temporaire de chargés de cours engagés sous contrat à durée indéterminée, conformément à la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et aux articles 2 et 45 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Sont visés par cette mise à disposition temporaire les agents relevés ci-après :

1. Hummer Pascal, 1969 03 17 292 88, chargé de cours, salarié.

La mise à disposition prend effet le 17 septembre 2018 pour une durée d'une année et sera reconduite d'année en année à moins d'avoir été dénoncée suivant les modalités prévues à l'article 6 de la convention.

AVENANT

ENTRE

L'Administration Communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette, N° d'identité national 0000 5132 045, établie à L – 4138 ESCH-SUR-ALZETTE, Place de l'Hôtel de Ville, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins actuellement en fonction, à savoir

Monsieur Georges MISCHO, bourgmestre,
Monsieur Martin KOX, échevin,
Monsieur André ZWALLY, échevin,
Monsieur Pierre-Marc KNAFF, échevin,
Madame Mandy RAGNI, échevine,

Dénommée ci-après « la Ville »

ET

L'association sans but lucratif TRANSITION MINETT ASBL, N° d'identité national 2013 61 01 677 99, établie et ayant son siège social à L-4136 ESCH-SUR-ALZETTE, 42, rue DJ Hoferlin, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro F9582 représentée par son conseil d'administration actuellement en fonction, et pour les besoins de la présente, par

Monsieur Eric LAVILLUNIERE,
Monsieur Norry SCHNEIDER,

Dénommée ci-après « l'Association »

Ensemble dénommées ci-après « les Parties »

Il a été conclu ce qui suit :

PREAMBULE

Le 11 décembre 2015, la Ville et l'Association ont conclu une convention dans le cadre de l'organisation de divers projets à caractère écologique, social et économique sur le territoire de la Ville.

Conformément à l'article 3.1.1., les Parties ont décidé de fixer la participation financière de la Ville annuellement par voie d'avenant.

En vue de la mise en œuvre du projet FACILITEC, proposé par l'Association et lequel s'ajoutera au programme de travail de celle-ci, un subside à hauteur de 118.000,00 EUR est envisagé pour l'année 2019.

L'objectif du projet FACILITEC est de soutenir le développement de l'économie locale circulaire et collaborative, de participer à faire changer les habitudes de consommation et de production pour ainsi participer à développer une société solidaire et durable sur le long terme. FACILITEC s'inscrit dans le contexte national actuel qui souhaite favoriser l'émergence de start-ups et qui en même temps s'inscrit dans la 3^e révolution industrielle. FACILITEC sera un

lieu permettant le développement et l'accompagnement de projets innovants et durables, s'appuyant sur les ressources existantes sur le territoire et permettant la production, la capitalisation et l'échange de connaissances. L'économie circulaire et collaborative se doit d'impliquer les utilisateurs du lieu, c'est pourquoi le projet va sera co-construit avec tous les acteurs.

C'est pourquoi les Parties ont décidé de ce qui suit :

Article Unique : Participation financière accordée par la Ville

L'alinéa 1^{er} de l'article 3.1.2. est reformulé comme suit :

« Pour l'année budgétaire 2019 et au vu des projets actuellement en cours, la Ville accorde la subvention de 118 000.-€ (cent dix-huit mille euros) à l'Association ».

Avenant conclu le **25 janvier 2019** à **Esch-sur-Alzette** et rédigé en tant d'exemplaires que de parties, chaque exemplaire constituant un original.

Le Collège échevinal de la Ville d'Esch-sur-Alzette

Pour Transition Minett

Georges MISCHO, Bourgmestre

Eric LAVILLUNIÈRE,
Responsable administratif et financier

Martin KOX, Echevin

Norry SCHNEIDER,
Coordinateur général

André ZWALLY, Echevin

Pierre-Marc KNAFF, Echevin

Mandy RAGNI, Echevine



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

Administration de la nature et des forêts

Diekirch, le 7 janvier 2019

A
Monsieur le Bourgmestre
de la Ville d'Esch-sur-Alzette

Concerne : plan de gestion annuel – exercice 2019

Monsieur le Bourgmestre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le plan de gestion pour l'exercice 2019 de la forêt appartenant à la forêt communale d'Esch-sur-Alzette, avec prière de bien vouloir entendre le conseil communal en son avis.

Veuillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Le directeur

Frank WOLTER





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration de la nature et des forêts

Arrondissement SUD
Triage de ESCH/ALZETTE

Administration de la nature et des forêts	
Direction	
Entrée	21 DEC. 2018
Réf. F.	N°

PLAN DE GESTION ANNUEL 2019

Pour la propriété de ESCH-SUR-ALZETTE, COMMUNE

**Forêt
certifiée :**



FSC 100%
IMO-FM/COC-028657
Alle Artikel auf diesem Dokument
sind
FSC zertifiziert.
The mark of responsible forestry.

Forêt soumise au régime forestier d'une contenance de 187 ha

	Investissements (EUR)			Revenus (EUR)		
	Salaires	Factures	Total	Subsides	Recettes	Total
Gestion durable des forêts	18 700,00	43 000,00	61 700,00		43 087,38	43 087,38
Gestion durable des forêts	2 500,00		2 500,00			
Protection de la nature	14 500,00	20 250,00	34 750,00			
Sensibilisation	36 250,00	44 250,00	80 500,00			
Ressources cynégétiques	1 250,00		1 250,00		2 000,00	2 000,00
Surveillance et Police	1 000,00		1 000,00			
Logistique et personnel	53 000,00	18 000,00	71 000,00			
Grand total :	127 200,00	125 500,00	252 700,00		45 087,38	45 087,38

Synthèse des récoltes de bois	Vol sur écorce en m³		
	Grume	Trituration	Total
Hêtres		175,00	175,00
Autres feuill.	350,00	275,89	625,89
rien		200,00	200,00
	350,00	650,89	1 000,89

Avis de l'Administration propriétaire :

Le préposé du triage de
ESCH/ALZETTE

Le chef d'arrondissement

Le Directeur de la Nature et des Forêts

le 19 DEC. 2018

le 19 DEC. 2018

le

Plan 1. Protection de la Nature							
Classe de prestation : PN-Aménag éco milieu aquatique							
N° Ordre	N° Pc.	Lieu-dit	Prestation	Surf. (ha)	Salaire (€)	Facture (€)	Recette Totale (€) Sub- side
6	0	totalité	PN-Aménag éco milieu aquatique Bordure écologique le long de cours d'eau	0,00	0,00	15 000,00	0,00
7	0	totalité	PN-Aménag éco milieu aquatique Surface eau stagnante	0,00	2 500,00	0,00	0,00
				Entretien Mares, Mardelles, Etangs			
				2 500,00	15 000,00	0,00	

Plan 1. Protection de la Nature							
Classe de prestation : PN-Aménag éco milieu ouvert							
N° Ordre	N° Pc.	Lieu-dit	Prestation	Surf. (ha)	Salaire (€)	Facture (€)	Recette Totale (€) Sub- side
1	0	totalité	PN-Aménag éco milieu ouvert Enlèvement plantes invasives et/ou non indigènes	0,00	500,00	0,00	0,00
				Japaneseischer Knöterich, Riesenbärenklau			
				500,00	0,00	0,00	

Plan 1. Protection de la Nature							
Classe de prestation : PN-Entretien écologique							
N° Ordre	N° Pc.	Lieu-dit	Prestation	Surf. (ha)	Salaire (€)	Facture (€)	Recette Totale (€) Sub- side
2	0	totalité	PN-Entretien écologique Enlèvement déchets	0,00	2 500,00	750,00	0,00
3	0	totalité	PN-Entretien écologique Entretien de vergers	0,00	2 500,00	2 500,00	0,00
4	4	Haadefeldchen	PN-Entretien écologique Fauchage extensif biotope	0,00	1 500,00	1 500,00	0,00
5	0	totalité	PN-Entretien écologique Fauchage extensif chemins et sentiers	0,00	5 000,00	500,00	0,00
				11 500,00	5 250,00	0,00	

Plan 1. Protection de la Nature						
Classe de prestation : PN-Milieu forestier						
N° Ordre	N° Pc.	Lieu-dit	Prestation	Surf. (ha)	Salaire (€)	Facture (€)
8	4	Haedefeldchen	PN-Milieu forestier	0,00	2 500,00	0,00
			Lisières forestières			
					2 500,00	0,00
						0,00

Plan 2. Gestion durable et protection des forêts												
Classe de prestation : FO-Exploitation												
N° Ordre	N° Pc.	Lieu-dit	Prestation	Surf. (ha)	Salaire (€)	Facture (€)	Recette			Ess.	Grume (m³)	Trit. (m³)
							Totale (€)	Sub- side	Type Coupe			
11	4	Holzebiërg	FO-Exploitation Découpe et livraison	5,12	500,00	0,00	0,00		éclaircie	Bu		175,00
				Bois reserve propriétaire, Projet Valobois, Bois de Chauffage								
12	5	Gaalgebierg	FO-Exploitation Coupe	6,60		23 500,00	43 087,38		préparatoire	AF	350,00	275,89
				Coupe de Bois N° Martelage: 8								
13	0	totalité	FO-Exploitation Découpe et livraison	0,00	1 200,00	1 250,00	0,00		non applicable	rien		200,00
				Bois réservé prpriétéaire, Bois de Chauffage pour Serres CIGL, Place des Jeunes, Ecoles en Forêt et Waldsc								
					1 700,00	24 750,00	43 087,38				350,00	650,89

Plan 2. Gestion durable et protection des forêts												
Classe de prestation : FO-Infrastructures												
N°	N°											
Ordre	Pc.	Lieu-dit	Prestation	Surf. (ha)	Salaire (€)	Facture (€)	Recette Totale (€)	Sub-side	Type Coupe	Ess.	Grume (m³)	Trit. (m³)
14	2	Henzebiérg	FO-Infrastructures Voirie forestière entretien	0,00	0,00	15 000,00	0,00		non applicable	rien		
			Réfection Réimerwee									
15	0	totalité	FO-Infrastructures Fauchage extensif voirie forestière	0,00	7 500,00	1 000,00	0,00		non applicable	rien		
16	0	totalité	FO-Infrastructures Limites et bornes forestières	0,00	2 500,00	500,00	0,00		non applicable	rien		
			Entretien Limites et Bornes Limotrophes									
17	0	totalité	FO-Infrastructures Sécurisation infrastructures en forêt	0,00	2 500,00	500,00	0,00		non applicable	rien		
			Sécurisation Chemins forestiers									
					12 500,00	17 000,00	0,00				0,00	0,00

Plan 2. Gestion durable et protection des forêts												
Classe de prestation : FO-Travaux culturaux												
N° Ordre	N° Pc.	Lieu-dit	Prestation	Surf. (ha)	Salaire (€)	Facture (€)	Recette			Ess.	Grume (m³)	Trit. (m³)
							Totale (€)	Sub- side	Type Coupe			
9	5	Gaalgebierg	FO-Travaux culturaux Dégagement - Jungwuchspflege	1,16	1 000,00	500,00	0,00		non applicable	rien		
10	3	Holzbiereg	FO-Travaux culturaux Nettoiemient - Läuterung	2,59	3 500,00	750,00	0,00		non applicable	rien		
					4 500,00	1 250,00	0,00				0,00	0,00

Plan 3. Protection des ressources cynégétiques et de la faune sauvage								
<u>Classe de prestation : Ressource cynégétique</u>								
N°	N°						Recette	
Ordre	Pc.	Lieu-dit	Prestation	Surf. (ha)	Salaire (€)	Facture (€)	Totale (€)	Sub- side
18	0	totalité	Ressource cynégétique Location de la chasse	0,00	0,00	0,00	2 000,00	
19	0	totalité	Ressource cynégétique Mesures sanitaires cynégétiques	0,00	750,00	0,00	0,00	
20	0	totalité	Ressource cynégétique Chasse (battue, ...)	0,00	500,00	0,00	0,00	
				Mesure d'information sur la chasse				
					1 250,00	0,00	2 000,00	

Plan 4. Sensibilisation et information du public							
Classe de prestation : SP-Activités							
N°	N°						Recette
Ordre	Pc.	Lieu-dit	Prestation	Surf. (ha)	Salaire (€)	Facture (€)	Totale (€)
23	0	totalité	SP-Activités Manifestations de sensibilisation	0,00	5 500,00	5 000,00	0,00
24	0	totalité	SP-Activités Activités pédagogiques	0,00	7 500,00	2 500,00	0,00
25	0	totalité	SP-Activités Activités pédagogiques	0,00	3 000,00	500,00	0,00
				Fournitures de matériel pour les écoles à Esch			
					16 000,00	8 000,00	0,00

Plan 4. Sensibilisation et information du public								
Classe de prestation : SP-Infrastructures								
N°	N°						Recette	
Ordre	Pc.	Lieu-dlit	Prestation	Surf. (ha)	Salaire (€)	Facture (€)	Totale (€)	Sub- side
21	0	totalité	SP-Infrastructures Entretien infrastructures récréatives et didactiques	0,00	20 000,00	5 000,00	0,00	
22	5	Gaalgebierg	SP-Infrastructures Entretien infrastructures récréatives et didactiques	0,00	0,00	30 000,00	0,00	
					Sécurisation Déierepark, Waldschoul, Camping			

							20 000,00	35 000,00	0,00
Plan 4. Sensibilisation et information du public									
Classe de prestation : SP-Publication									
N°	N°								
Ordre	Pc.	Lieu-dit	Prestation	Surf.	Salaire	Facture	Recette		
				(ha)	(€)	(€)	Totale	Sub-	
26	0	totalité	SP-Publication	0,00	250,00	1 250,00	(€)	side	
			Publication-publicité				(€)		0,00
					250,00	1 250,00			0,00
Plan 5. Surveillance et Police									
Classe de prestation : Surveillance-Police									
N°	N°								
Ordre	Pc.	Lieu-dit	Prestation	Surf.	Salaire	Facture	Recette		
				(ha)	(€)	(€)	Totale	Sub-	
27	0	totalité	Surveillance-Police	0,00	1 000,00	0,00	(€)	side	0,00
			Surveillance-Police des forêts						
					1 000,00	0,00			0,00
Plan 6. Logistique									
Classe de prestation : Logistique									
N°	N°								
Ordre	Pc.	Lieu-dit	Prestation	Surf.	Salaire	Facture	Recette		
				(ha)	(€)	(€)	Totale	Sub-	
28	0	totalité	Logistique	0,00	5 000,00	10 000,00	(€)	side	0,00
			Achat et fournitures						
29	0	totalité	Logistique	0,00	5 000,00	500,00			0,00
			Travail à l atelier						
					10 000,00	10 500,00			0,00
Plan 7. Service au tiers									
Classe de prestation : Service au tiers									
N°	N°								
Ordre	Pc.	Lieu-dit	Prestation	Surf.	Salaire	Facture	Recette		
				(ha)	(€)	(€)	Totale	Sub-	
							(€)	side	

30	0	totalité	Service au tiers Service communal au tiers	0,00	7 500,00	7 500,00	0,00
Abattage arbres Centre Ville							
				7 500,00	7 500,00	0,00	

Plan 8. Gestion du personnel							
Classe de prestation : Gestion ouvrier							
N° Ordre	N° Pc.	Lieu-dit	Prestation	Surf. (ha)	Salaire (€)	Facture (€)	Recette Totale (€) Sub- side
31	0	totalité	Gestion ouvrier Allocation de fin d année	0,00	12 500,00	0,00	0,00
32	0	totalité	Gestion ouvrier Congé de récréation (légal)	0,00	20 000,00	0,00	0,00
33	0	totalité	Gestion ouvrier Masse d habillement	0,00	1 500,00	0,00	0,00
34	0	totalité	Gestion ouvrier Jour de formation	0,00	1 500,00	0,00	0,00
				35 500,00	0,00	0,00	

Pas de documents associés à ce point



Ville d'Esch-sur-Alzette

Exercice 2018

Article budgétaire : 2/170/707110/99002 titre n°7

Relevé et Rôle Supplétif

de l'impôt foncier pour les exercices 2016, 2017 et 2018

au montant de EUR ---- 601,00 €-----
(en toutes lettres) six cent et un euros

Etabli à Esch-sur-Alzette, le 17 décembre 2018

Le chef de service,

Le présent rôle de les exercices 2016, 2017 et 2018 a été arrêté à la somme de six cent et un euros

par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette en sa séance du

Le collège des bourgmestre et échevins,

No

Vu pour être approuvé et arrêté à la somme de six cent et un euros

Esch-sur-Alzette, le

Le conseil communal,

Le président,

Le secrétaire,

No

Vu et

.....

Rôle supplétif de l'impôt foncier 2018

Commune	Catégorie d'impôt	Base de l'impôt	Taux	Montants
Esch/Alzette	A propriétés agricoles et forestières	0,00	600%	0,00
	B1 constructions commerciales	548,25	900%	4 934,25
	B2 constructions à usage mixte	0,00	600%	0,00
	B3 constructions à autre usage	282,75	300%	848,25
	B4 maisons unifamiliales, de rapport	90,41	300%	271,23
	B5 immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation	7,50	600%	45,00
	B6 terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,00	600%	0,00
A déduire	A propriétés agricoles et forestières	0,00	600%	0,00
	B1 constructions commerciales	-548,75	900%	-4 938,75
	B2 constructions à usage mixte	0,00	600%	0,00
	B3 constructions à autre usage	-294,95	300%	-884,85
	B4 maisons unifamiliales, de rapport	-144,34	300%	-433,02
	B5 immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation	-8,25	600%	-49,50
	B6 terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,00	600%	0,00
Total:				-207,39
Différence due à l'arrondissement des côtes d'impôt conform. à l'art. 1er du régl. gr.-d. du 27 août 1977				0,21
Montant total du rôle				-207,60

Motif des déductions

Nouv. éval. d'imm. des contribuables repris
au présent rôle sous les No

Rôle supplétif de l'impôt foncier 2017

Commune	Catégorie d'impôt	Base de l'impôt	Taux	Montants
Esch/Alzette	A propriétés agricoles et forestières	0,00	600%	0,00
	B1 constructions commerciales	548,25	900%	4 934,25
	B2 constructions à usage mixte	0,00	600%	0,00
	B3 constructions à autre usage	287,92	300%	863,76
	B4 maisons unifamiliales, de rapport	328,48	300%	985,44
	B5 immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation	95,50	600%	573,00
	B6 terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,00	600%	0,00
A déduire	A propriétés agricoles et forestières	0,00	600%	0,00
	B1 constructions commerciales	-548,75	900%	-4 938,75
	B2 constructions à usage mixte	0,00	600%	0,00
	B3 constructions à autre usage	-322,00	300%	-966,00
	B4 maisons unifamiliales, de rapport	-390,02	300%	-1 170,06
	B5 immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,00	600%	0,00
	B6 terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,00	600%	0,00
Total:				281,64
Différence due à l'arrondissement des côtes d'impôt conform. à l'art. 1er du régl. gr.-d. du 27 août 1977				0,54
Montant total du rôle				281,10

Moif des déductions

Nouv. éval. d'imm. des contribuables repris
au présent rôle sous les No

Rôle supplétif de l'impôt foncier 2016

Commune	Catégorie d'impôt	Base de l'impôt	Taux	Montants
Esch/Alzette	A propriétés agricoles et forestières	0,00	600%	0,00
	B1 constructions commerciales	0,00	900%	0,00
	B2 constructions à usage mixte	0,00	600%	0,00
	B3 constructions à autre usage	0,00	300%	0,00
	B4 maisons unifamiliales, de rapport	0,00	300%	0,00
	B5 immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation	88,00	600%	528,00
	B6 terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,00	600%	0,00
	A déduire	0,00	600%	0,00
	B1 constructions commerciales	0,00	900%	0,00
	B2 constructions à usage mixte	0,00	600%	0,00
	B3 constructions à autre usage	0,00	300%	0,00
	B4 maisons unifamiliales, de rapport	0,00	300%	0,00
	B5 immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,00	600%	0,00
	B6 terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,00	600%	0,00
Total:				528,00
Différence due à l'arrondissement des côtes d'impôt conform. à l'art. 1er du régl. gr.-d. du 27 août 1977				
Montant total du rôle				0,50
				527,50

Motif des déductions

Nouv. éval. d'imm. des contribuables repris
au présent rôle sous les No



Ville d'Esch-sur-Alzette

Exercice 2018

Article budgétaire : 2/170/707110/99002 titre n°8

Relevé et Rôle Supplétif

de l'impôt foncier pour les exercices 2016, 2017 et 2018

au montant de EUR ---- -167,70 €----

(en toutes lettres) moins cent soixante-sept virgule soixante-dix euros

Etabli à Esch-sur-Alzette, le 28 décembre 2018

Le chef de service,

Le présent rôle de les exercices 2016, 2017 et 2018 a été arrêté à la somme de moins cent soixante-sept virgule soixante-dix euros par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Ville d'Esch-sur-Alzette en sa séance du

Le collège des bourgmestre et échevins,

No

Vu pour être approuvé et arrêté à la somme de moins cent soixante-sept virgule soixante-dix euros

Esch-sur-Alzette, le

Le conseil communal,

Le président,

Le secrétaire,

No

Vu et

.....

Rôle supplétif de l'impôt foncier 2016

Commune	Catégorie d'impôt	Base de l'impôt	Taux	Montants
Esch/Alzette	A propriétés agricoles et forestières	0,00	600%	0,00
	B1 constructions commerciales	0,00	900%	0,00
	B2 constructions à usage mixte	0,00	600%	0,00
	B3 constructions à autre usage	0,00	300%	0,00
	B4 maisons unifamiliales, de rapport	5,74	300%	17,22
	B5 immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,00	600%	0,00
	B6 terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,00	600%	0,00
	A déduire			
	A propriétés agricoles et forestières	0,00	600%	0,00
	B1 constructions commerciales	0,00	900%	0,00
	B2 constructions à usage mixte	0,00	600%	0,00
	B3 constructions à autre usage	0,00	300%	0,00
	B4 maisons unifamiliales, de rapport	-5,74	300%	-17,22
	B5 immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,00	600%	0,00
	B6 terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,00	600%	0,00
Total:				0,00
Différence due à l'arrondissement des côtes d'impôt conform. à l'art. 1er du régl. gr.-d. du 27 août 1977				0,00
Montant total du rôle				0,00

Motif des déductions

Nouv. éval. d'imm. des contribuables repus
au présent rôle sous les No

Rôle supplétif de l'impôt foncier 2017

Commune	Catégorie d'impôt	Base de l'impôt	Taux	Montants
Esch/Alzette	A propriétés agricoles et forestières	0,00	600%	0,00
	B1 constructions commerciales	30,00	900%	270,00
	B2 constructions à usage mixte	0,00	600%	0,00
	B3 constructions à autre usage	3,50	300%	10,50
	B4 maisons unifamiliales, de rapport	66,77	300%	200,31
	B5 immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,50	600%	3,00
	B6 terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,00	600%	0,00
	A déduire	0,00	600%	0,00
	B1 constructions commerciales	-30,00	900%	-270,00
	B2 constructions à usage mixte	-39,26	600%	-235,56
	B3 constructions à autre usage	0,00	300%	0,00
	B4 maisons unifamiliales, de rapport	-25,17	300%	-75,51
	B5 immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,00	600%	0,00
	B6 terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,00	600%	0,00
Total:				-97,26
Différence due à l'arrondissement des côtes d'impôt conform. à l'art. 1er du régl. gr.-d. du 27 août 1977				-0,36
Montant total du rôle				-96,90

Motif des déductions

Nouv. éval. d'imn. des contribuables repris
au présent rôle sous les No

Rôle supplétif de l'impôt foncier 2018

Commune	Catégorie d'impôt	Base de l'impôt	Taux	Montants
Esch/Alzette	A propriétés agricoles et forestières	0,00	600%	0,00
	B1 constructions commerciales	83,29	900%	749,61
	B2 constructions à usage mixte	15,16	600%	90,96
	B3 constructions à autre usage	3,50	300%	10,50
	B4 maisons unifamiliales, de rapport	131,48	300%	394,44
	B5 immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation	21,00	600%	126,00
	B6 terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,00	600%	0,00
A déduire	A propriétés agricoles et forestières	0,00	600%	0,00
	B1 constructions commerciales	-83,29	900%	-749,61
	B2 constructions à usage mixte	-54,42	600%	-326,52
	B3 constructions à autre usage	-1,50	300%	-4,50
	B4 maisons unifamiliales, de rapport	-78,68	300%	-236,04
	B5 immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation	-21,00	600%	-126,00
	B6 terrains à bâtir à des fins d'habitation	0,00	600%	0,00
Total:				-71,16
Différence due à l'arrondissement des côtes d'impôt conform. à l'art. 1er du régl. gr.-d. du 27 août 1977				-0,36
Montant total du rôle				-70,80

Motif des déductions

Nouv. éval. d'imm. des contribuables repis
au présent rôle sous les No



Harmonie Municipale Esch-sur-Alzette a.s.b.l.

B.P. 14 L-4001 ESCH-SUR-ALZETTE



Au collège
des bourgmestre et échevins
de la Ville d'Esch-sur-Alzette

BP 145
L-4002 ESCH-SUR-ALZETTE

Esch-sur-Alzette, le 13 novembre 2018

Concerne: remboursement des frais d'inscription au conservatoire de musique

Monsieur le maire,
Madame, Messieurs les échevins,

Par la présente nous avons l'honneur de vous soumettre en annexe un relevé et les quittances relatives aux frais d'inscription de nos élèves au conservatoire de musique d'Esch-sur-Alzette et dans l'Ecole de musique de Bascharage pour l'année scolaire 2018/2019.

En espérant, que, comme dans le passé, vous donnerez votre accord pour le remboursement de ces frais, nous vous prions d'agréer, Monsieur le maire, Madame, Messieurs les échevins, l'expression de nos sentiments les meilleurs.


Isabelle BOULTGEN -
responsable « jeunes »


- Maryse SCHANEN -
secrétaire générale

Annexes :

- 1 relevé des bulletins d'inscription
- copies des bulletins d'inscription et quittances

INSCRIPTION AU CONSERVATOIRE DE MUSIQUE D'ESCH-SUR-ALZETTE 2018/2019

<u>Nom du membre de l'HME</u>	<u>Montant</u>	<u>Remarques</u>
AL-HASAN ELIZA	150,00 €	
AI-HASAN RAMZY	150,00 €	
ANTAR LUKA	150,00 €	
ANTAR MARIO	150,00 €	
BATTIN AYLÀ	150,00 €	
BATTIN YELIZ	150,00 €	
BAUER ELENA	150,00 €	
BAUER PHILIPP	150,00 €	
BORDIGNON FRANCESCO	150,00 €	
COLLIGNON CHARLÉLIE	150,00 €	
COLLIGNON CHARLOTTE	150,00 €	
DE PAOLI ALEX	150,00 €	
DEWALD CATHARINA	100,00 €	
ERNZEN LAILA	150,00 €	
FLAMMANG KIARA	100,00 €	
FRANCO WAGNER AUDREY	150,00 €	
GRETHEN CLAIRE	150,00 €	
GRETHEN JULIE	150,00 €	
HEINEN CLAUDE	150,00 €	
IENTILE EVAEL	150,00 €	
KERG MAÏWENN	100,00 €	
LOPES ANDRADE ALICIA	150,00 €	
LOPES ANDRADE NATHALIE	100,00 €	
LOPEZ VERRUNO GABRIEL ALEXANDER	150,00 €	
LOPEZ VERRUNO MAGALI	150,00 €	
MEYSEMBOURG DANA	150,00 €	
MULLER MARCO	150,00 €	
NTEMO MATHYS	150,00 €	
NUNES GAMA DIOGO RICARDO	100,00 €	
OLIVEIRA CAMARGOS MARIA GABRIELA	150,00 €	
RICHER JULIEN	150,00 €	
SCHLECHTER LIZ	100,00 €	
STOLTZ PAUL	100,00 €	
THÖMMES ELIAS	150,00 €	
TRICARICO TIZIANO	100,00 €	
TROMBINI SARA	150,00 €	
WALAK LENA	100,00 €	
WALAK OLIVIER	150,00 €	
WEIS ZOE	150,00 €	
WIDONG CHARLES	150,00 €	
WIDONG JEANNE	150,00 €	

INSCRIPTION A D'AUTRES ETABLISSEMENT

WAGNER JULIE MARIE	150,00 €	Ecole BASCHARAGE
--------------------	----------	------------------

TOTAL :**5 850,00 €**

**Facture**

N° facture	VRGH187258
N° client	170936
Date document	04.12.18
Date compta.	04.12.18
Page 1 / 1	

Adresse de livraison:**LYCEE TECHNIQUE DE LALLANGE**

298, BOITE POSTALE
L-4003 ESCH-SUR-ALZETTE
LUXEMBOURG

LYCEE TECHNIQUE DE LALLANGE

298, BOITE POSTALE
L-4003 ESCH-SUR-ALZETTE
LUXEMBOURG

E-mail secretariat@lml.lu
N° téléphone 00352 559542304
N° télécopie 00352 559542300
GSM 00352 5595426316

Vendeur Franco Longo
N° téléphone 32007254
N° télécopie 327150
E-mail longo@hfm.lu

Désignation	N°	Quantité	Unité	Prix unitaire EUR	Montant EUR
MDF NOIR 2800 X 2070 X 19 MM 750 KG/M3	BOU0208262207019	11,59	m2	14,60	169,24
100% DANS LA MASSE E-1 PEFC					
Unité de mesure altern.		2,00	Pce		
Longeur: 2 800 / Largeur: 2 070 / Hauteur: 19					
Total EUR HT					169,24
17% TVA					28,77
Total EUR					198,01
Échu le 03.01.19 EUR					198,01

Conditions de paiement
Conditions de livraison

Paiement sous 30 jours nets
DÉPART USINE



Nom	BIL/CC	N° compte international (IBAN)	LU55 0026 1211 6020 0000	Code SWIFT	BILLULL
Nom	BGL/CC	N° compte international (IBAN)	LU82 0030 0230 6614 0000	Code SWIFT	BGLULL

Kundenanschrift-----
LYCEE TECHNIQUE DE LALLANGE10001137

B.P. 298

L 4003 ESCH-SUR-ALZETTE

999910001137

Nettopreis in EUR

4008057894166 SERRURE A CYL.. 13,94

Steuer 2,37

Summe 16,31

Kartenterminal 16,31

Steuer %	Netto	Steuer	Brutto
17,0	13,94	2,37	16,31

HOFFMANN'S
586 RTE DE THIONVILLE
5888 ALZINGEN

Transaktions-Beleg

V PAY Contactless AID:A000000000032020

XXXXXXXXXXXXXXXXX1127 EXP:07.19 97

8BAAACCF084F01BEBBEC856491A7DFCE

TRM-ID/PER: 31425668/9121

TRX-SEQ: 00193554

Total-EFT EUR: 16.31

12.12.2018 10:43

Es bediente Sie Cynthia Droschy

Bondatum entspricht Leistungsdatum

noter uniquement dans un délai de 10 jours

HOFFMANN'S

BOIS BRICO JARDIN

HOFFMANN'S S.A.
 586 route de Thionville
 5888 Alzingen
 Tel.: 00-352-36.00.36-1
 Fax : 00-352-36.00.36-238

Steuer-Nr.:
 Bon-Nr. : 2 181204073729 116

Ust-ID: LU25863400
 04.12.2018 11:26:08



Kundenanschrift

LYCEE TECHNIQUE DE LALLANGE10001137

B.P. 298
 L 4003 ESCH-SUR-ALZETTE

999910001137

Nettopreis in EUR

4008057023535 CHARNIERE PIA..	8,24
4002350500212 ROULETTE DIA ..	4,70
2,000 St	2,35
4002350500380 ROULETTE DIA ..	6,78
2,000 St	3,39

Steuer 3,35

Summe 23,07

Bar 50,00
 Rückgeld 26,93-

Steuer %	Netto	Steuer	Brutto
17,0	19,72	3,35	23,07


Es bediente Sie Cynthia Droschy

Bondatum entspricht Leistungsdatum

Retour uniquement dans un délai de 15 jours
 sur présentation du ticket de caisse.

8BAH001
 TRM-ID/PER:
 TRX-SEQ:


Total-EFT EUR:

 <p>Ville d'Esch-sur-Alzette Secrétariat</p>	<div data-bbox="598 219 1457 353"><p>Délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins de la ville d'Esch-sur-Alzette</p></div> <div data-bbox="726 387 1249 427"><p><u>Séance du 20 décembre 2018</u></p></div> <div data-bbox="595 461 1409 530"><p>Présents : Georges Mischo, Député-maire, André Zwally, Pierre-Marc Knaff, Mandy Ragni, Echevins, Jean-Paul Espen, Secrétaire général Excusés : Martin Kox, Echevin</p></div>
	<p>Objet : Projet Old but Gold - Factures du matériel</p>

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décide de proposer au Conseil Communal d'accorder un subsidé à hauteur de 198,01.-€ pour la prise en charge du matériel nécessaire à la réalisation du Projet Old but Gold.

en séance

date qu'en tête

 <p>Ville d'Esch-sur-Alzette Secrétariat</p>	<div data-bbox="596 219 1457 353"><p>Délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins de la ville d'Esch-sur-Alzette</p></div> <div data-bbox="724 383 1251 427"><p><u>Séance du 20 décembre 2018</u></p></div> <p>Présents : Georges Mischo, Député-maire, André Zwally, Pierre-Marc Knaff, Mandy Ragni, Echevins, Jean-Paul Espen, Secrétaire général Excusés : Martin Kox, Echevin</p>
---	--

Objet : Concert Vivace: demande de subside de Kiwanis

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décide de proposer au Conseil Communal d'allouer un subside à hauteur de 1.700.-€ à la Fondation Kiwanis pour l'organisation du concert de bienfaisance en date du 3 février 2019 au Théâtre Municipal; cette somme correspond à la moitié de la location du Théâtre.

en séance

date qu'en tête

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point